CCE-018
2023-05-03
S. Pinault-Reid

Éducation
et Enseignement
supérieur
Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

RÉPONSES À LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

.

TABLE DES MATIÈRES
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition Adressée à tous les ministères et organismes gouvernementaux

---

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :

a) les endroits et dates de départ et de retour ;

b) la copie des programmes et rapports de mission ;

c) les personnes rencontrées ;

d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ;

e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ;

f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage;

g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;

h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :

- les détails de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour;

i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 :

a) les raisons du déplacement;

b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;

c) les coûts ventilés;

d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc..

3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 , et les prévisions pour 2023-2024;

b) les noms des firmes de publicité retenues;

c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);

d) le but visé par chaque dépense;

e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;

f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.

4. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 , et les prévisions pour 2023-2024;

b) les noms des firmes de publicité retenues;

c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);

d) le but visé par chaque dépense;

e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;

f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.

5. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :

Par le cabinet ministériel :

a. les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;

b. le but visé par chaque dépense;

c. le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.

d. si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par le ministère ou l'organisme :

e. les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;

f. le but visé par chaque dépense;

g. le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.

h. si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

i. les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;

j. le nom du professionnel ou de la firme de publicité;

k. la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);

l. la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;

m. le but visé par chaque dépense;

n. le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.

o. si l'événement s'est tenu virtuellement.

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

a) les noms du professionnel ou de la firme;

b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);

c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);

d) la date d'octroi du contrat;

e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;

f) l'échéancier;

g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

h) Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

7. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

a) la liste des soumissions et le montant de chacune;

b) la grille d'évaluation des soumissions;

c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;

d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;

e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

8. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 :

a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ;

b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale) ;

c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants ;

d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ;

e) une description de son mandat ;

f) la date de début de son contrat ;

g) la date prévue de fin de son contrat ;

h) sa rémunération annuelle

9. Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

a) le nom du projet ;

b) la nature du projet ;

c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;

d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;

e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;

f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;

g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet ;

h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;

i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;

j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;

k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.

l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.

10. Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

a) les coûts estimés par année :

b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;

c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;

d) la liste des fournisseurs;

e) une copie du plan de déploiement

11. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

a) la photocopie;

b) le mobilier de bureau;

c) l'ameublement;

d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;

e) le distributeur d'eau de source;

f) le remboursement des frais de transport;

g) le remboursement des frais d'hébergement;

h) le remboursement des frais de repas;

i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;

j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :

I. a) au Québec;

II. b) à l'extérieur du Québec.

12. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

a) le coût des contrats téléphoniques;

b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;

c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;

d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;

e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);

f) le coût d'acquisition des appareils;

g) le coût d'utilisation des appareils;

h) les noms des fournisseurs;

i) les ordinateurs portables;

j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

13.

a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;

b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;

c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : o) le nombre d'employés permanents et temporaires;

n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;

o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

q) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

14.

a) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;

b) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;

c) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

15. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :

a. l'emplacement de la location;

b. la superficie totale pour chaque local loué;

c. le coût total de ladite location;

d. les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;

e. la durée du bail;

f. propriétaire de l’espace loué;

g. en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.

h. la superficie totale réellement occupée;

i. la superficie inoccupée;

j. le coût de location au mètre carré;

k. les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;

16. Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l’organisme en 2022-2023, fournir :

a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;

b) La valeur estimée de ceux-ci;

c) Les coûts d’entretien annuel;

d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

17. Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l’aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

a) les dates des travaux;

b) les coûts;

c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

18. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l’année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu :

a) la date de l’entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;

b) le titre de la fonction;

c) l’adresse du port d’attache;

d) la masse salariale totale par cabinet;

e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;

f) la prime de départ versée, le cas échéant;

g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;

h) la description de tâches;

i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023;

j) le nombre total d’employés au cabinet;

k) le nom des employés bénéficiant d’un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;

l) si l’employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l’éthique relativement à l’exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d’exercice de certaines fonctions pour l’État.

19. Liste des sommes d’argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

a) le nom de l’organisme concerné ou de la personne;

b) la circonscription électorale;

c) le montant attribué;

d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l’organisme.

20. Liste du personnel hors structure, par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

a) le nom de la personne;

b) le poste occupé;

c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;

d) l’assignation initiale et l'assignation actuelle;

e) la date de l’assignation hors structure;

f) la date de la fin de l’assignation, s’il y a lieu;

g) les prévisions pour 2023-2024.

21. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

a) le poste initial;

b) le salaire;

c) le poste actuel, s’il y a lieu;

d) la date de la mise en disponibilité;

e) les prévisions pour 2023-2024.

22. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d’occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant:

a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);

b) par catégorie d’âge;

c) prévisions pour 2023-2024.

23. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d’autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

a) le nom de la personne;

b) le poste occupé et le nom de l'organisme;

c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;

d) l’assignation initiale;

e) l'assignation actuelle;

f) la date de l’assignation hors structure;

g) la date de la fin de l’assignation (s’il y a lieu).

24. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :

a) le coût de chacun;

b) le fournisseur;

c) la nature du service.

d) s’il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.Ventiler le montant total par catégorie.

25. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

26. Pour chaque site Internet du ministère ou de l’organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l’existence du site :

a) le nom du site Web;

b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;

c) les coûts de construction du site;

d) les coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour;

e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);

f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);

g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

h) la fréquence moyenne de mise à jour;

i) le responsable du contenu sur le site;

27. Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

a) les régions et les villes visitées;

b) les personnes et organismes rencontrés;

c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;

d) les raisons du déplacement;

e) l’itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;

f) les coûts ventilés;

g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d’hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

28. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 :

a) le détail des mandats;

b) le coût (déplacements, etc.);

c) le nombre de ressources affectées;

d) le nombre de rencontres;

e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

f) l'objet;

g) les dates.

29. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

30. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

31. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.

32. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.

33. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

34. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

35. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

36. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

37. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

38. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

39. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

40. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

a) la dépense totale (opération et capital) ;

b) les grands dossiers en cours ;

c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ;

d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ;

e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

42. Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;

b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;

43. Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

a) La date ;

b) La nature ;

c) Les questions posées ;

d) Les réponses ;

e) La firme retenue ;

f) Les coûts.

44. Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;

b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

45. Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

46. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région:

a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023;

b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination;

c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

47. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024;

48. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de développement durable

49. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022;

50. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse;

51. Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :

a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;

b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;

c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;

d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;

e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.

52. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

53. Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :

a) Les sommes dépensées;

b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE)

c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

54. Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :

a) Copie du contrat;

b) Date de fin prévue du contrat;

c) Valeur prévue du contrat;

d) Sommes dépensées à ce jour.

55. Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :

a) Copie du contrat;

b) Date de fin prévue du contrat;

c) Valeur prévue du contrat;

d) Sommes dépensées à ce jour.

56. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

a) Nombre de stagiaires reçus;

b) Heures de stages effectuées;

c) Rémunération totale déboursée.

57. Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.

58. Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

59. Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entrainées par la pandémie de Covid-19.

60. Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.

61. Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

62. Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

63. Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

64. Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

65. Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

66. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

a) le nombre d'autorisations;

b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;

c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;

d) le montant accordé;

e) les motifs de la demande;

67. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023 :

a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;

b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article;

c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;

d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

68. Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;

b) fournir la liste des salaires versés.

69. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :

a) les endroits et les dates de départ et de retour;
b) la copie des programmes et les rapports de mission;
c) les personnes rencontrées;
d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
e) les noms des ministres, des députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage;
g) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés;
h) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
   - les détails de ces ententes;
   - les résultats obtenus à ce jour;
i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre estimé d'emplois.

RÉPONSE

Il y a eu des voyages hors Québec durant l'année financière 2022-2023, voir annexe 1.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18).
https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/enseignement-superieur/acces-information/frais-depenses-2022-2023.

En ce qui concerne la sous-question f), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 45.

QG-ES-01
Annexe 1

Ministère de l'Enseignement supérieur
Québec

DÉPENSES LIÉES À DES PERSONNES

Liste des voyages hors Québec

Avril 2022 à Février 2023

De Blois, Paule
Sous-ministre

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Frais d'hébergement	Frais de repas	Allocation forfaitaire	Autres frais inhérents		Accompagnateur		Salons d'entretien	Services de photographe	Services d'interprète	Rapport de mission
							Montant	Description	Nom et fonction	Total des frais de transport, d'hébergement, de repas et des autres frais				
110e réunion du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC) ainsi que de la 119e réunion du Comité consultatif des sous-ministres de l'éducation (CCSME)	2022-07-04 au 2022-07-07	Régina, Saskatchewan	1 336,29 $	475,80 $	18,90 $									
									Janet Mark Conseillère stratégique à la réconciliation et à l'éducation autochtone, UQAT	2 999,28 $				
									Isabelle Monette Conseillère aux affaires canadiennes et intergouvernementales, MES	1 827,08 $				
									Loic Di Marcantonio Coordonnateur au Bureau des Relations avec les Premières Nations et les Inuit, MES	1 794,64 $				
									Julie Vaudrin-Charrette Conseillère au Bureau des relations avec les Premières Nations et Inuit, MES	1 816,57 $				
									Marco Bacon Directeur du Bureau de l'inclusion et de la réussite étudiante, UQAM	1 813,67 $				

QG-ES-01
Annexe 1

Ministère de l'Enseignement supérieur
Québec

DÉPENSES LIÉES À DES PERSONNES
Liste des voyages hors Québec

Avril 2022 à Février 2023

Parenteau, Nathalie
Sous-ministre adjointe

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Frais d'hébergement	Frais de repas	Allocation forfaitaire	Autres frais inhérents		Accompagnateur		Salons d'entretien	Services de photographe	Services d'interprète	Rapport de mission
							Montant	Description	Nom et fonction	Total des frais de transport, d'hébergement, de repas et des autres frais				
110e réunion du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC) ainsi que de la 119e réunion du Comité consultatif des sous-ministres de l'éducation (CCSME)	2022-07-04 au 2022-07-07	Régina, Saskatchewan	1 359,47 $	498,41 $	81,62 $									

Jean Chiricota
conseiller en affaires internationales

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Frais d'hébergement	Frais de repas	Allocation forfaitaire	Autres frais inhérents		Accompagnateur		Salons d'entretien	Services de photographe	Services d'interprète	Rapport de mission
							Montant	Description	Nom et fonction	Total des frais de transport, d'hébergement, de repas et des autres frais inhérents				
Coordination de la présence des 14 représentants de 8 universités québécoises, coordination des aspects logistiques liés au kiosque *Study in Québec*	2022-05-29 au 2022-06-04	Denver, Colorado, Etats -Unis	1 233,01	1 620,27	448,20	107,57	85,12	Test Covid, navette aéroport, frais de bagage et blanchissage au retour						
Participation au forums internationaux de résautage en enseignement supérieur (le congrès de l'European Association for International Education (EAIE)	2022-09-11 au 2022-09-17	Barcelone, Espagne	2 107,86	1 156,69	409,34	104,12	140,59	Forfait itinérance et blanchissage au retour						

QG-ES-01
Annexe 1

Ministère de l'Enseignement supérieur
Québec

DÉPENSES LIÉES À DES PERSONNES
Liste des voyages hors Québec

Avril 2022 à Février 2023

Delphine Ouedraogo
conseillère en affaires internationales

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Frais d'hébergement	Frais de repas	Allocation forfaitaire	Autres frais inhérents		Accompagnateur		Salons d'entretien	Services de photographe	Services d'interprète	Rapport de mission
							Montant	Description	Nom et fonction	Total des frais de transport, d'hébergement, de repas et des autres frais inhérents				
Semaine mondiale de la Francophonie scientifique Caire octobre 22	2022-10-24 au 2022-10-29	Caire, Égypte	3 885,15	1 628,83	327,38	122,71	33,34	Visa Aéroport Le Caire						
Salon de recrutement- Lyon et Montpellier	2023-01-04 au 2023-01-15	Montpellier et Lyon, France	2 516,18	1 844,41	1 122,34	275,84								

Chantal Périé
conseiller en affaires internationales

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Frais d'hébergement	Frais de repas	Allocation forfaitaire	Autres frais inhérents		Accompagnateur		Salons d'entretien	Services de photographe	Services d'interprète	Rapport de mission
							Montant	Description	Nom et fonction	Total des frais de transport, d'hébergement, de repas et des autres frais inhérents				
Participation au forums internationaux de réseautage en enseignement supérieur (le congrès de l'European Association for International Education (EAIE)	2022-09-11 au 2022-09-17	Barcelon, Espagne	1 699,22	1 493,32		381,55	405,95	Taxis						
Participation à l'événement SIEP (le Service d'information sur les Études et les Professions)	2022-11-23 au 2022-11-27	Bruxelles, Belgique	1 936,23	994,04		253,42	189,78	Taxis						

QG-ES-01
Annexe 1

Ministère de l'Enseignement supérieur
Québec

DÉPENSES LIÉES À DES PERSONNES

Liste des voyages hors Québec

Avril 2022 à Février 2023

Jean-Philip Ruel
Conseiller en affaires internationales

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Frais d'hébergement	Frais de repas	Allocation forfaitaire	Autres frais inhérents		Accompagnateur		Salons d'entretien	Services de photographe	Services d'interprète	Rapport de mission
							Montant	Description	Nom et fonction	Total des frais de transport, d'hébergement, de repas et des autres frais inhérents				
La Caravane de la formation technique et professionnelle du Québec	2022-10-10 au 2022-10-17	Tanger, Rabat, Casablanca - Maroc	1 594,29	887,23		457,23	33,05	Frais d'obtention de devises étrangères						

Valérie, Saysset
Directrice générale

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Frais d'hébergement	Frais de repas	Allocation forfaitaire	Autres frais inhérents		Accompagnateur		Salons d'entretien	Services de photographe	Services d'interprète	Rapport de mission
							Montant	Description	Nom et fonction	Total des frais de transport, d'hébergement, de repas et des autres frais inhérents				
Semaine mondiale de la Francophonie scientifique Caire octobre 22	2022-10-24 au 2022-10-29	Caire, Égypte	4 341,45	2 063,27	323,43	129,40	34,26	Visa Aéroport Le Caire						

Karine Lessard
conseillère en affaires internationales

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Frais d'hébergement	Frais de repas	Allocation forfaitaire	Autres frais inhérents		Accompagnateur		Salons d'entretien	Services de photographe	Services d'interprète	Rapport de mission
							Montant	Description	Nom et fonction	Total des frais de transport, d'hébergement, de repas et des autres frais inhérents				
Congrès Soins infirmiers	2022-10-16 au 2022-10-19	Ottawa (Ontario)	63,19	887,02	19,77	150,00								

Information complémentaire

Les dépenses sont diffusées au moment de leur comptabilisation.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :

a) les endroits et dates de départ et de retour ;
b) la copie des programmes et rapports de mission ;
c) les personnes rencontrées ;
d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ;
e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ;
f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage;
g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :
- les détails de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour;

i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

RÉPONSE

Il n'y a pas eu de voyage hors Québec en 2022-2023 par le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 18).
A-2.1, r. 2 - Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (gouv.qc.ca)

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :

a) a) les endroits et dates de départ et de retour ;
b) b) la copie des programmes et rapports de mission ;
c) c) les personnes rencontrées ;
d) d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ;
e) e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ;
f) f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage;
g) g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
h) h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :
i) • les détails de ces ententes;
j) • les résultats obtenus à ce jour;
k) i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

RÉPONSE

Aucun voyage hors Québec n'a été fait au cours de l'année financière 2022-2023.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18).
http://www.ceec.gouv.qc.ca/accueil/transparence/

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2022-2023 :

a) les endroits et dates de départ et de retour ;
b) la copie des programmes et rapports de mission ;
c) les personnes rencontrées ;
d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ;
e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ;
f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage;
g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :
   - les détails de ces ententes;
   - les résultats obtenus à ce jour;
i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

RÉPONSE

a) Endroit	a) Date du départ	a) Date du retour	b) Objet du déplacement	d) Montant global pour frais transport et voyage	e) Personnes ayant fait le voyage (nom et fonction)
Brésil	18 septembre 2022	29 septembre 2022	Mission économique	11 375 $	P. Caccia, directeur principal des communications et du développement commercial R. Laroche, directeur principal des études professionnelles, techniques et de la vie étudiante
France	7 octobre 2022	29 octobre 2022	Voyage mission de recrutement	8 537 $	H. Gasc, directrice de la formation universitaire
France	12 octobre 2022	17 octobre 2022	Salon Studyrama	2 211 $	C. Martel, directrice des affaires étudiantes
France	19 novembre 2022	5 décembre 2022	Mission de recrutement et Mondial des métiers à Lyon	8 013 $	S. Carrière, coordonnatrice au recrutement
Brésil	29 novembre 2022	12 décembre 2022	Partenariat éducatif et présentation des saveurs québécoises	14 702 $	J-P. Monette et S. Gaston, professeurs, accompagnés par deux étudiants L. Carmagani, technicien au recrutement

a) Endroit	**a) Date du départ**	**a) Date du retour**	**b) Objet du déplacement**	**d) Montant global pour frais transport et voyage**	**e) Personnes ayant fait le voyage (nom et fonction)**
France	18 janvier 2023	24 janvier 2023	Concours Bocuse d'or	12 288 $	-P. Caccia, directeur principale des communications et du développement commercial -L. Frulla, directrice générale -R. Laroche, directeur principal des études professionnelles, techniques et de la vie étudiante -S. Sirois, professeur
Parme Italie	25 janvier 2023	28 janvier	Mission économique		P. Caccia, directeur principale des communications et du développement commercial -L. Frulla, directrice Générale

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'ITHQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* **(art. 4 paragraphe 18)**.
http://www.ithq.qc.ca/depenses/

En ce qui concerne la sous-question f), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 45.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 :

a) les raisons du déplacement;
b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
c) les coûts ventilés;
d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

RÉPONSE

La ministre et les membres du cabinet ministériel n'ont fait aucun voyage en avion ou en hélicoptère au Québec durant l'exercice 2022-2023.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (Art. 4, paragraphe 17).
https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/enseignement-superieur/acces-information/frais-depenses-2022-2023

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 :

a) les raisons du déplacement;
b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
c) les coûts ventilés;
d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;

RÉPONSE

Aucun voyage ou déplacement en avion ou hélicoptère fait au Québec en 2022-2023.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Comité en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17). A-2.1, r. 2 - Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (gouv.qc.ca)

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023:

a) les raisons du déplacement;
b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
c) les coûts ventilés;
d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;

RÉPONSE

Aucun voyage n'a été fait en avion ou en hélicoptère au Québec par la présidence au cours de l'année financière 2022-2023.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17).
http://www.ceec.gouv.qc.ca/accueil/transparence/

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 :

a) les raisons du déplacement ;
b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour ;
c) les coûts ventilés ;
d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

RÉPONSE

Conformément aux données disponibles au 28 février 2023, aucun déplacement en avion ou en hélicoptère au Québec n'a été fait pour l'année financière 2022-2023 par la dirigeante de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'ITHQ en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17).
http://www.ithq.qc.ca/depenses/

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024;
b) les noms des firmes de publicité retenues;
c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
d) le but visé par chaque dépense;
e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;

RÉPONSE

L'information en réponse à cette question est diffusée sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/enseignement-superieur/acces-information

En ce qui concerne les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère : https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/enseignement-superieur/acces-information/engagements-financiers. Pour les contrats de 25 000 $ et moins, ils peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant:

a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024;
b) les noms des firmes de publicité retenues;
c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
e) le but visé par chaque dépense;
f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

RÉPONSE

Aucune dépense n'a été effectuée à ces égards au cours de l'année financière 2022-2023.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24).
A-2.1, r. 2 - Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (gouv.qc.ca)

Pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Pour les contrats 25 000 $ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant:

a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024;
b) les noms des firmes de publicité retenues;
c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
d) le but visé par chaque dépense;
e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
f) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

RÉPONSE

Aucune dépense n'a été effectuée à ces égards au cours de l'année financière 2022-2023.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). http://www.ceec.gouv.qc.ca/accueil/transparence/

Pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/enseignement-superieur/acces-information/engagements-financiers. Pour les contrats 25 000 $ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024;
b) les noms des firmes de publicité retenues;
c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
d) le but visé par chaque dépense;
e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'ITHQ en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnel*s* (art. 4 paragraphe 24).
http://www.ithq.qc.ca/depenses/

Pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de l'ITHQ. https://www.ithq.qc.ca/institut/lithq-et-sa-mission/diffusion-de-linformation/. Pour les contrats 25 000 $ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement ;
b) le but visé par chaque dépense ;
c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement ;
d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement ;
f) le but visé par chaque dépense ;
g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement ;
h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement ;
j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité ;
k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc. ;
m) le but visé par chaque dépense ;
n) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement ;
o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

RÉPONSE :

Conférences de presse prises en charge par la Direction générale des communications

Objet	**Lieu**	**Date**	**Fournisseur**	**Mandat**	**Dépenses par événement**
Conférence de presse pour le dépôt du projet de loi sur la reconnaissance et la promotion de la liberté académique universitaire	Québec	6 avril 2022	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué	509,40 $
Annonce du programme Parcours	St-Félicien	12 mai 2022	MTESS	Sonorisation	3 951 $
			CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué	

Pavillon de médecine vétérinaire de l'UdeMontréal à Rimouski	Rimouski	24 mai 2022	MTESS	Sonorisation	884,09 $
			CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué	
			Déplacement employé	Rapport de frais	
Adoption du projet de loi 32	Québec	3 juin 2022	MTESS	Sonorisation	1 188,60 $
			CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué	
Lancement du Plan d'action pour contrer et prévenir les violences à caractère sexuel en ES	Montréal	13 février 2023	DUOSON	Sonorisation	1 912,55 $
			CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué	
Annonce de l'Observatoire sur la santé mentale étudiante	Sherbrooke	21 février 2023	MTESS	Sonorisation	2 386,41 $
			CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué	

Cérémonies de remise de prix

Objet	**Lieu**	**Date**	**Fournisseur**	**Mandat**	**Dépenses par événement**
Prix de la ministre en Enseignement supérieur	Québec	11 mai 2022	Éklosion	Service d'animation	26 050,43 $
			Pomerleau traiteur	Traiteur	
			R2M Imagem	Trophées	
			Séminaire de Québec	Location de salle	
			Samuel Tessier	Photographe	
			Solotech	Audiovisuel	
			Accessibilité web	Placement Web	
			Déplacement employé	Rapport de frais	
Concours Chapeau, les filles ! et son volet Excelle science	Québec	20 juin 2022	MTESS Cossette média	Vidéo et placement Web	52 655,15 $
			Groupe Magnitude	Affiches et dépliants	
			Centre des congrès de Québec	Location de salle et traiteur	
			Encore global	Audiovisuel	
			Stéphanie Lévesque et Danny Côté	Service d'animation	
			Yan Turcotte	Photographe	
			Groupe ETR	Impression	
			R2M Imagem	Trophées	
			Déplacement employé	Rapport de frais	

Autres évènements

Objet	Lieu	Date	Fournisseur	Mandat	Dépenses par événement
Rencontre des employés du MES	Québec	21 et 28 septembre 2022	Solotech	Audiovisuel	7 324,20 $
			MTESS	Mobilier	
			Sodexo	Traiteur	

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :
Parle cabinet ministériel :

a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
b) le but visé par chaque dépense;
c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.
d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
f) le but visé par chaque dépense;
g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.
h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou une firme externe :

i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
m) le but visé par chaque dépense;
n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.
o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

RÉPONSE

Aucune dépense pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'évènements médiatiques, ou autres évènements n'a été effectuée au cours de l'année financière 2022-2023.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par l'organisme :

e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
f) le but visé par chaque dépense;
g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
h) si l'évènement s'est tenu virtuellement

Par un professionnel ou par une firme externe :

i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
m) le but visé par chaque dépense;
n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
o) si l'évènement s'est tenu virtuellement.

RÉPONSE

Aucune dépense pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements n'a été effectuée au cours de l'année financière 2022-2023.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :

Par le cabinet ministériel :
a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
b) le but visé par chaque dépense;
c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
d) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par le ministère ou l'organisme :
e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
f) le but visé par chaque dépense;
g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
h) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par un professionnel ou par une firme externe :
i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
m) le but visé par chaque dépense;
n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

RÉPONSE

Événements organisés par l'ITHQ en 2022-2023

e) Sommes dépensées	f) But visé par chaque dépense	g) Événements
53 $	Service de breuvages	Conférence de presse de Tourisme Mtl (tenue à l'ITHQ) pour le Bocuse d'Or
3 266 $	Frais de nourriture et boissons	Organisation de soirées avec des médias et influenceurs dans le cadre du lancement du nouveau bar Blanc bec
120 $	Frais de nourriture et boissons	Conférence de presse organisée conjointement avec le MAPAQ et l'ITAQ sur le lancement de consultations sur la filière des boissons alcooliques au Québec
7 520 $	Webdiffusion en direct et inscriptions	Forum sur l'alimentation locale et durable dans les institutions publiques du Québec
5 749 $	Relations de presse	Forum sur l'alimentation locale et durable dans les institutions publiques du Québec

e) Sommes dépensées	f) But visé par chaque dépense	g) Événements
800 $	Campagne LinkedIn	Forum sur l'alimentation locale et durable dans les institutions publiques du Québec
862 $	Animation de l'événement	Forum sur l'alimentation locale et durable dans les institutions publiques du Québec

Événements organisés par une firme externe en 2022-2023

En 2022-2023, aucun événement n'a été organisé par une firme externe.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement ;
b) le but recherché par chaque dépense ;
c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie ;

Données par un professionnel ou une firme externe :

d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024 ;
e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications ;
f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu ;
h) le but visé par chaque dépense ;
i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

RÉPONSE

La Direction générale des communications n'a engagé aucune dépense pour des formations de communication organisées par le Ministère, un professionnel ou une firme externe pour l'année financière 2022-2023.

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphes 22 et 23).

https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/enseignement-superieur/acces-information/frais-depenses-2022-2023

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication :
Organisée par le ministère ou l'organisme :

a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
b) le but recherché par chaque dépense;
c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Données par un professionnel ou une firme externe:

d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;
e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
h) le but visé par chaque dépense;
i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

RÉPONSE

Aucune dépense en formation de communication au cours de l'année financière 2023-2024.

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23). A-2.1, r. 2 - Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (gouv.qc.ca)

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication :
Organisée par le ministère ou l'organisme :

a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
b) le but recherché par chaque dépense;
c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie;

Données par un professionnel ou une firme externe:

d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;
e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
h) le but visé par chaque dépense;
i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

RÉPONSE

Aucune dépense n'a été effectuée pour l'organisation de formation en communication au cours de l'année financière 2022-2023.

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnel*s* (art.4, paragraphe 22 et 23). http://www.ceec.gouv.qc.ca/accueil/transparence/

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :
a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement ;
b) le but recherché par chaque dépense ;
c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :
d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024 ;
e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications ;
f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu ;
h) le but visé par chaque dépense ;
i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

RÉPONSE

a) Sommes dépensées 2022-2023	**b) But recherché pour chaque dépense**	**g) Nom des fournisseurs ou des consultants**
900 $	Amélioration langagière anglaise	Institut linguistique provincial
3 765 $	Rédaction stratégique	Groupe CFC
4 484 $	Optimiser sa présence sur Linkedln	Université du Québec à Montréal
Total : 9 149 $		

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'ITHQ en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23).
http://www.ithq.qc.ca/depenses/

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

a) les noms du professionnel ou de la firme;
b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
d) la date d'octroi du contrat;
e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
f) l'échéancier;
g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

RÉPONSE

Voir le tableau à l'annexe 1.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère.

https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/enseignement-superieur/acces-information/engagements-financiers

No : ES-6

Fournisseur	Objet du contrat	Montant original
Iron Mountain Canada Operations ULC	Entreposage de données informatiques	5 000,00 $
AQICESH (Ass. qué. interuniv. conseillers étudiants situation handicap)	Produire des rapports statistiques concernant les étudiants en situation de handicap dans les universités québécoises pour l'année universitaire 2021-2022	2 000,00 $
Conference Company [Australia] Pty Ltd TA APAIE Conference, The	Espace kiosque et services inclus	7 800,00 $
Étude Trépanier, Huissiers de Justice	Remise de documents juridiques et exécution de décisions de justice	3 000,00 $
Marketing Léger inc.	Réalisation d'un sondage afin de mesurer l'attractivité de l'enseignement supérieur	24 500,00 $
FPP EDU MEDIA	Promotion du salon virtuel Étudier au Québec en Afrique	7 500,00 $
Dun & Bradstreet Canada ltée	Licence donnant accès à la banque de données pour « avantage »	7 200,00 $
Imprimerie Ste-Julie inc.	Impression d'étiquettes bleues pour les cahiers de l'épreuve uniforme de français	13 274,40 $
Deschamps impression inc.	Contrat de services pour impression de bases de diplômes d'études collégiales avec le sceau du MES	18 600,00 $
Gagnon Gagnon, huissiers de justice inc.	Huissier de justice	4 000,00 $
Durocher, Colette (Colette Durocher enr.)	Soutien pour la reddition de compte des CCTT	24 000,00 $
Solution Formation-Conseil	Rédaction de nouvelles compétences dans le cadre de la mise en oeuvre des articles 88.0.2 et 88.0.17 de la nouvelle Charte de la langue française (Élizabeth Szots)	18 000,00 $
Réseau Internet Québec inc.	Service d'internet du bureau et hébergement de site web de la CEEC - periode 2022-10-01 au 2023-09-30	3 068,40 $
Métras, Suzanne (enseignement)	Assurance-qualité des programmes conduisant à l'attestation d'études collégiales et optimisation du traitement des demandes	24 500,00 $
ICWE GmbH	EAIE 2022 - structure kiosque	6 436,88 $
Softchoice LP	Microsoft defender for endpoint	2 088,00 $
Softchoice LP	Licence Microsoft Azur Active Directory Premium P1	2 412,00 $
Lanciault, Murielle (002)	Assurer la présidence du comité de visite d'évaluation sur l'efficacité du système d'assurance qualité du Cégep Marie- Victorin	9 600,00 $
Fira Barcelona	EAIE 2022 - Visuels	6 198,09 $
Pepin, Anne-Marie (services d'enseignement)	Superviser la correction des examens d'août 2022 de l'épreuve uniforme de français, langue d'enseignement et littérature, au collégial (Mme Anne-Marie Pepin)	5 313,00 $

Tremblay, Carl (Productions Urbal)	Production de deux vidéos pour les programmes Explore et Odyssée	1 550,00 $
Mallette s.e.n.c., comptables agréés	Développement d'un outil de communication à la suite du dépôt du rapport de la situation financière du cégep de Rimouski	10 000,00 $
Marketing Léger inc.	Réalisation d'une étude sur la mobilité étudiante	11 900,00 $
Capital HRS inc.	Traiteur - cérémonie Chapeau les filles!	17 952,74 $
Bertrand & Pilon, Huissiers de justice inc.	Huissiers de justice	3 600,00 $
Planifika inc.	Accompagnement - Structure des données d'actif dans GIES	9 000,00 $
Mac Design enr.	Graphisme du Rapport annuel de gestion MES	2 000,00 $
9231-9771 Québec inc. (Unikmédia)	Production de capsule vidéo en dotation	16 795,00 $
Rozon, Lucie (supervision LR)	Superviser la correction des examens d'août 2022 de l'épreuve uniforme de français, langue d'enseignement et littérature, au collégial.	5 313,00 $
Traductions Wordsmith, Les	Contrat de service Services professionnels pour la DPBF	15 261,54 $
Encore	Audiovisuel - cérémonie Chapeau les filles	8 909,04 $
9345-0807 Québec Inc	Membre externe - Comité d'audit interne (ministère de l'Enseignement supérieur)	8 693,44 $
Lévesque huissiers de justice inc.	Service de huissiers	3 000,00 $
2ème Acte	Tournée Redruq - location salles Lyon et Montpellier	18 223,63 $
Turcotte, Yan (photographe)	Photographe - Chapeau les filles	2 500,00 $
Sources Humaines inc., Les	Formation LinkedIn	5 800,00 $
Valade et associés, huissiers de justice inc.	Remise de documents juridiques et exécution de décisions de justice	20 500,00 $
Hainault Gravel huissiers de justice inc.	Remise de documents juridiques et exécution de décisions de justice.	20 500,00 $
Grenier et associés, huissiers de justice	Remise de documents juridiques et exécution de décisions de justice	20 500,00 $
Concorde, Le (8815003 Canada inc.)	Hébergement équipe DIR - Réunion septembre	13 400,00 $
Charron Boissé Lévesque, Huissiers de justice inc.	Remise de documents juridiques et exécution de décisions de justice	20 500,00 $

Christine Paré Communication inc.	Révision linguistique de documents	5 000,00 $
Champlain Regional College Of General And Vocational Education	Superviser la correction des examens d'août 2022 de l'épreuve uniforme d'anglais, langue d'enseignement et littérature, au collégial.(Champlain)	6 287,00 $
Iron Mountain Canada Operations ULC	Entreposage de données informatiques	5 500,00 $
Turcotte, Yan (photographe)	DA 676006082, // Photographe - Chapeau les filles	2 500,00 $
Alie, Maude	Rédaction de portraits des lauréats Chapeau les filles	3 200,00 $
Côté, Danny (002)	Co-animation du gala Chapeau les filles	2 000,00 $
Lévesque, Stéphanie (chroniqueuse, animatrice, auteure)	Co-animation Chapeau les filles	2 500,00 $
Réseau Internet Québec inc.	Internet bureau	2 997,60 $
Hodran Consultants inc.	Accompagnement et conseil stratégique en recherche et innovation au bureau de la sous-ministre en enseignement supérieur.	20 000,00 $
Stratégie organisation et méthode SOM inc.	Sondage post-campagne publicitaire sur la campagne d'aide financière aux études.	15 250,00 $
Freeman	NAFSA 2022 - Kiosque - structure, visuels et mobilier	17 267,62 $
Lucie Marchessault (conseillère en formation)	Production du rapport d'avis technique pour le projet de programme d'études Techniques de gestion des organisations* (*titre du programme d'études provisoire).(L. Marchessault)	5 040,00 $
Caron, Julie (services aux entreprises)	Production de rapports d'analyse et de validation dans le cadre des travaux d'actualisation des programmes d'études Techniques de santé animale et Techniques d'hygiène dentaire	15 300,00 $
Paradis, Renaud (consultant)	Conseiller le Ministère et le Cégep de Jonquière concernant l'acquisition et le remplacement d'équipements de haute technologie pour le programme d'études Techniques cinématographique et télévisuelle	16 800,00 $

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

a) les noms du professionnel ou de la firme;
b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
d) la date d'octroi du contrat;
e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
f) l'échéancier;
g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

RÉPONSE

Aucun contrat n'a été octroyé en 2023-2024.

Pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca/.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

a) les noms du professionnel ou de la firme;
b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
d) la date d'octroi du contrat;
e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
f) l'échéancier;
g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

RÉPONSE

Noms	Détail	Coût total
Contrats sur invitation		
Accessibilité Québec	Graphisme	493,24 $
	Graphisme	379,41 $
MacDesign	Graphisme	1 454,43 $
	Graphisme	701,93 $
	Graphisme	1 494,68 $
Copie de la Capitale	Impression	2 504,51 $
Numerix- Solisco	Impression	954,29 $
	Impression	718,59 $
Mélisse Guay	Révision linguistique	632,36 $
Gilles Bordage	Révision linguistique	611,67 $
	Révision linguistique	393,21 $
Rafic Nammour	Révision linguistique	201,21 $
	Révision linguistique	632,36 S
Change Tower	Licences	668,14 $
Softchoice	Licences Azure	2 773,20 $
	Licences Office 365	11 013,46 $
	Licences Microsoft Defender	2 400,68 $
	Licences Sophos	799,08 $
Microsoft	Licence Visio plan 2	794,71$
	Licence Project plan 3	706,41$
Zoom	Licence Zoom	951,86 $
Suvey Monkey	Licence sondage enligne	413,91 $
Oricom	Internet	188,33 $
Thèmes	Licence antivirus Pro (pour WordPress)	170,44 $
Contrats négociés de gré à gré		
Daikin Applied Canada	Climatisation salle des serveurs	1 878,22 $
Iron Mountain	Entreposage des données informatiques	7 574,73 $
Réseau Internet Québec	Hébergement Internet	3 572,06 $
Claude Maillot	Honoraires- membre d'un comité de sélection	800,00 $
Michel Lauzière	Honoraires- membre d'un comité de sélection	2 600,00 $
Sylvie Gagnon	Honoraires- membre d'un comité de sélection	1 800,00 $
Murielle Lanciault	Honoraires- présidence d'un comité de visite	10 800,00 $
Contrats d'achats regroupés par ITQ		
Purolator	Service de messagerie	354,05 $
Xérox	Location photocopieur	2 201,41 $

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ . De plus, pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère : https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/enseignement-superieur/acces-information/engagements-financiers

ITHQ - Liste des contrats inférieurs à 25 000 $ du 1er avril 2022 au 28 février 2023

N° : ES-6B Annexe

Date commande	a) Fournisseur (nom du professionnel ou de la firme)	c) Objet du contrat	e) Coût total avant taxes (incluant avenants ou suppléments)
2022-04-01	EDITIONS ESPACES	Achat de livres numériques	38,00
2022-04-01	PROQUEST LLC	Achat d'un livre numérique	47,49
2022-04-01	GOOGLE LLC	Pubblicités numériques	15 000,00
2022-04-01	FACEBOOK BUSINESS MANAGER	Publicités numériques	11 986,16
2022-04-01	LINKEDIN IRELAND UNLIMITED COMPAGNY	Publicités numériques	2 561,27
2022-04-01	TIK TOK TECHNOLOGY CANADA INC.	Publicités numériques	4 656,75
2022-04-01	ASSOCIATION ÉTUDIANTE EN GESTION DU TOURISME	Commandite AeGTH - 2021-2022	3 500,00
2022-04-01	BEAUREGARD - AVOCATS, S.E.N.C.R.L.	Services juridiques	4 725,50
2022-04-04	LES GENTLEMEN DÉMÉNAGEURS / STEVE HARLALL	Frais de démanagement	540,00
2022-04-04	LONDON WINE & SPIRIT SCHOOL	Paiement d'examens	900,00
2022-04-04	QUÉBECOR MEDIA VENTES	Placement média	1 500,00
2022-04-04	SYLVIE THÉRIAULT	Consultante projet Belgique et Chine	920,00
2022-04-04	PREVENTION INCENDIE SAFETY FIRST INC	Achat et installation de batteries de 15 volts	731,80
2022-04-04	GARDAWORLD SYSTÈMES DE SÉCURITÉ	MODULE EXPANSION DE RELAI CDVI CENTAUR	787,99
2022-04-04	ATELIER DES ARTS DU SUCRE	Achat d'un livre	138,00
2022-04-05	AIR LIQUIDE CANADA INC.	Location d'un cylindre de gaz	21,88
2022-04-05	LES ENTREPRISES JN	Retrait et installation de pellicule givrée sur la fenestration des local 1.08.	904,00
2022-04-06	LAVOIE-BEAULE, VINCENT	Contrat de service - Évaluations Reine Élizabeth 2021-2022	2 000,00
2022-04-06	RIVERIN, JEAN-MARC	Contrat Consultation - Projet MSSS offre alimentaire en CHSLD	14 000,00
2022-04-06	THORENS, HERVE	Contrat de services - Évaluations Reine Élizabeth 2021-2022	2 000,00
2022-04-06	RINFRET, OLIVIER	Mandat du secrétaire de la consultation publique	7 450,00
2022-04-06	SIROIS, SAMUEL	Contrat de service - Évaluations Reine Élizabeth 2021-2022	2 000,00
2022-04-06	TETRA TECH QI INC	Services profesionnels en mécanique et électricité pour réaménagement corridors 2e et 3e	18 200,00
2022-04-06	GAGNON, NICOLE-ANNE	Contrat de service - Évaluations Reine-Élizabeth 2021-2022	2 000,00
2022-04-06	INTERSCRIPT	Révision linguistique Interscript - Module 1 des technos de la restauration 2021-2022	2 619,20
2022-04-06	BORDELEAU LUC CHIMISTE CONSEIL	Mandat d'expert de la consultation publique pour l'Institut des boissons alcoolisées.	5 000,00
2022-04-06	MEDISOLUTION (2009) INC.	Analyse pour la réception de marchandises sur lecteur code à barres	7 125,00
2022-04-06	NB CONSULTATION	Contrat de service Projet CIUSSS NIM - Mandat 2 - 2021-2022	7 200,00
2022-04-06	BROTTO, IGOR	Contrat de service - Évaluations Reine Élizabeth 2021-2022	2 700,00
2022-04-06	SLANINA, NATALIA	Contrat de service Personne ressource formation COBA	3 000,00
2022-04-07	PIF & PAF INC.	Contrat de service pour Ateliers SAQ 2021-2022	3 000,12
2022-04-07	OFFICE DES CONGRÈS ET DU TOURISME DU GRAND MONTRÉAL INC	Tourisme Montréal - Frais de publicité	2 040,00
2022-04-07	LES GENTLEMEN DÉMÉNAGEURS / STEVE HARLALL	Frais de démanagement	540,00
2022-04-08	MONETTE, JEAN-PHILIPPE	Contrat de service - Évaluation cuisiniers Hôtel Reine-Élizabeth 2021-2022	2 700,00
2022-04-08	LATITUDE MANAGEMENT INC.	Honoraires professionnels d'enquête	11 578,75
2022-04-08	ARKIAS INC.	Achat de tests	8 989,20
2022-04-08	EUROMONITOR INTERNATIONAL	Abonnement à une banque de données	4 832,00
2022-04-10	CONSTRUCTION INNOVACTION INC.	Fabrication et installation de 2 mains courantes	7 889,00

ITHQ - Liste des contrats inférieurs à 25 000 $ du 1er avril 2022 au 28 février 2023

N° : ES-6B Annexe

Date commande	a) Fournisseur (nom du professionnel ou de la firme)	c) Objet du contrat	e) Coût total avant taxes (incluant avenants ou suppléments)
2022-04-11	BRUNET, ALAIN	Mandat du Président de la consultation publique	15 000,00
2022-04-11	VIGNES ET VINS CONSULTANT	Mandat d'expert lors de la consultation publique pour l'Institut des boissons alcoolisées.	5 000,00
2022-04-11	ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC.	Achat et installation de cloture pour entreposage	2 000,71
2022-04-11	GUARD-X INC.	Inspection du système d'alarme incendie pour 2 ans, soit 2022 et 2023	11 542,76
2022-04-12	BRASSARD, DIDIER	Contrat - consultant projet application Web GLab	4 000,00
2022-04-12	ST-SAUVEUR, ERIC	Contrat de service - Évaluations Reine-Élizabeth 2021-2022	3 400,00
2022-04-12	BOUILLY, PATRICK	Contrat de service - Évaluations Reine Élizabeth 2021-2022	3 000,00
2022-04-12	NB CONSULTATION	Consultation - Projet MSSS offre alimentaire en CHSLD	24 000,00
2022-04-13	BEAUREGARD - AVOCATS, S.E.N.C.R.L.	Services juridiques	2 570,00
2022-04-13	CANARIE INC.	Participation Fédération Canadienne d'Accès (FCA)	2 600,00
2022-04-13	COGINOV INC	Hébergement informatique	4 150,00
2022-04-13	TELLIER, ALAIN	Contrat Consultation - Projet MSSS offre alimentaire en CHSLD	24 000,00
2022-04-13	NB CONSULTATION	Contrat de service - Consultation Bois-de-Boulogne 2022	5 760,00
2022-04-14	9323-3286 QUÉBEC INC. - VITRERIE BRUNELLE (1953)	Appel de service: Ajustement de la porte en verre de l'entrée de l'hôtel (401 De Rigaud)	400,00
2022-04-14	HRIMAG	Frais de publicité	1 000,00
2022-04-14	TOURISMEXPRESS (9005-0113 QUÉBEC INC.)	Frais de publicité	1 500,00
2022-04-14	STOR-WEL MINI-ENTREPOT	Location d'entrepôt	1 145,00
2022-04-14	LES GENTLEMEN DÉMÉNAGEURS / STEVE HARLALL	Frais de démanagement	900,00
2022-04-19	CASTRAVELLI, LIANNE	Mandat d'expert de la consultation publique pour l'Institut des boissons	5 000,00
2022-04-19	LACHAPELLE, VÉRONIQUE	évaluation pratique en service des employés du Hilton DoubleTree Montréal	1 000,00
2022-04-19	GUIDATOUR INC.	Tour guidé pour le groupe 1 - séjour d'accueil étudiants étrangers	199,61
2022-04-19	LONDON WINE & SPIRIT SCHOOL	Paiement d'examens	795,00
2022-04-20	THIBAULT, MARTIN	Mandat d'expert de la consultation publique pour l'institut des boissons alcoolisée	5 000,00
2022-04-20	VIMEO, Inc.	Abonnement annuel plateforme de stockage des cours en ligne	288,00
2022-04-20	GARDAWORLD SYSTÈMES DE SÉCURITÉ	Appel de service pour réparer un bouton panic au restaurant.	361,48
2022-04-20	INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE	Renouvellement de l'assurance de responsabilité civile des administrateurs et dirigeants 2022-2023	5 584,05
2022-04-21	SPHINX CANADA	ADD - Technopédagogue - Formation - Dates diverses	2 100,00
2022-04-21	NANOT, AUDREY	Services de développement et livraison du cours Employeur de choix et bonnes pratiques en diversité	4 500,00
2022-04-21	UMANICO	Placement de personnel	8 247,52
2022-04-21	KALBI RESTAURANT	Restaurant Kalbi Montréal - souper du jeudi soir pou rle groupe 1 - stagiaires français-21 avril 202	428,80
2022-04-21	FRANCOIS PAGEAU CMC	Services de développement et livraison des cours en mode asynchrone	5 000,00
2022-04-21	CASTRAVELLI, LIANNE	services de développement et livraison du cours Techniques de vente des vins et alcools en mode asyn	4 500,00
2022-04-21	THERRIEN, MARIE-EVE	services de développement et livraison du cours Maximisation des revenus en mode asynchrone	4 500,00
2022-04-21	GIBEAU, NICOLAS	services de développement et livraison du cours Les normes du travail simplifiées en mode asynchrone	4 500,00
2022-04-21	SOLUTIONS IPIB INC.	services de développement et livraison du cours Gestion des inventaires et approvisionnement en mode	4 500,00
2022-04-22	LAPORTE, ROBERT	services de développement et livraison du cours Gestion des ressources humaines et mobilisation en m	9 500,00
2022-04-25	CADEXAIR INC.	Contrat de service pour inspection de système d'évacuation des vapeurs de cuisson	6 750,00
2022-04-26	LES LAURIERS DE LA GASTRONOMIE QUEBECOISE	Partenariat avec Les Lauriers - Première facture	20 000,00
2022-04-26	BREUVAGES B V L LTEE	Location de cylindre	63,00

ITHQ - Liste des contrats inférieurs à 25 000 $ du 1er avril 2022 au 28 février 2023

N° : ES-6B Annexe

Date commande	a) Fournisseur (nom du professionnel ou de la firme)	c) Objet du contrat	e) Coût total avant taxes (incluant avenants ou suppléments)
2022-04-27	INTERSCRIPT	Désarchivage et assemblage documents Ateliers SAQ chez Interscript - 2021-2022	660,00
2022-04-27	PREVENTION INCENDIE SAFETY FIRST INC	contrat de service pour la maintenance des systèmes incendie du bâtiment	18 850,50
2022-04-28	GOOGLE LLC	Publicités numériques	7 500,00
2022-04-28	LINKEDIN IRELAND UNLIMITED COMPAGNY	Publicités numériques	2 144,57
2022-04-28	ZAYO CANADA INC. (ALLSTREAM BUSINESS)	Contrat annuel support système téléphonie 2022-2023	10 482,69
2022-04-29	FACEBOOK BUSINESS MANAGER	Publicités numériques	5 358,98
2022-04-29	AGENCE STAFF RENTER	Relève gourmande - Embauche de serveurs	20 940,00
2022-04-30	DESAULNIERS, JEAN-FRANÇOIS	Projet PAR: Atelier Thé du 6 avril 2022 pour cours FCG	440,00
2022-04-30	OTTAWA WALKING TOURS	sortie TT - Ottawa - visite guidée	226,00
2022-05-01	GILBERT SIMARD TREMBLAY, Avocats s.e.n.c.r.l	Services juridiques	3 814,71
2022-05-01	BERGER-LEVRAULT CANADA LTÉE (COBA)	Services Mise à jour logiciel : ajouter réserve maladie cadres	330,00
2022-05-01	SPHINX CANADA	Support plateforme Sphinx	2 320,18
2022-05-01	INNOVATION, SCIENCES ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE CANADA (ISDEC)	Licence frequence radio immeuble	836,88
2022-05-01	DRUIDE INFORMATIQUE INC.	Licence logiciel antidote	672,00
2022-05-01	STRATZER	Offre de services pour la caractérisation des matières résiduelles.	7 948,19
2022-05-01	RÉSEAU D'INFORMATIONS SCIENTIFIQUES DU QUÉBEC (RISQ)	Frais abonnement RISQ	17 267,00
2022-05-02	GUIDATOUR INC.	Tour guidé Marche Jean-Talon - vendredi 6 mai 2022	330,00
2022-05-04	LES ESCALATEURS ATLAS INC	Contrat d'inspection pour plate-forme élévatrice verticale commerciale: Modèle #Vista-355(36 mois)	3 315,00
2022-05-04	INTERSCRIPT	Révision linguistique - Module 2 / Technologies au service de la restauration 2021-2022	306,56
2022-05-05	SIMPLEVU INC	Appel de service	258,00
2022-05-06	AUCLAIR & LANDRY INC.	Installation des 4 volets dans les salles télécoms	13 675,00
2022-05-06	HRIMAG	Services média	2 500,00
2022-05-06	INTERSCRIPT	Mise en page et corrections Cahiers de formation+fiches de recette / Autistes sans limite 2021-2022	1 709,00
2022-05-06	CONTROLPERFECT INC.	Renouvellement Controlperfect SaaS-Module Tourperfect 2022-2023.	1 848,00
2022-05-10	UPS CANADA	Services postaux	ux
2022-05-10	LIBRAIRIE RAFFIN (2009) INC./ 9210-7580 QUÉBEC INC	Achat de livres numériques (Prêt numérique)	115,98
2022-05-11	PAYSAGISTE STRATHMORE LANDSCAPE (1997) CONTRACTORS LTD	Entretien paysager saison 2022 plate bande et terrasse	7 278,39
2022-05-12	TOROMONT CAT QUEBEC	Contrat de service pour l'entretien du groupe électrogène Caterpillar	4 600,00
2022-05-16	CARMIC CONSULTATION INC	Mandat d'expert dans le domaine du cidre et de la bière - consultations publiques ITAQ/ITHQ	3 500,00
2022-05-16	INMÉDIA TECHNOLOGIES INC.	Renouvellement annuel contrat d'hebergement des applications - Portfolio et In Media	3 614,33
2022-05-16	SOFTCHOICE CORPORATION	Licence annuelle autoCAD LT	2 160,00
2022-05-16	AGENCE DIALEKTA INC.	Migration vers l'outil Google Analytics 4 (banque d'heures)	23 750,00
2022-05-18	GIBEAU, NICOLAS	Contrat d'honoraires de formateur pour le projet D202 de ExperiSens	1 600,00
2022-05-18	LE CABINET DE RELATIONS PUBLIQUES NATIONAL INC.	Préparation et animation du lac à l'épaule	4 560,00
2022-05-19	ACADEMOS CYBERMENTORAT	ACADEMOS CYBERMENTORAT-renouvellement pour notre page Web et 2 articles de contenu entre le 9 mai 20	5 000,00
2022-05-19	HEC MONTRÉAL	HEC-REDRUQ - Regroupement des directeurs et directrices de recrutement des universités du Québec.	800,00

ITHQ - Liste des contrats inférieurs à 25 000 $ du 1er avril 2022 au 28 février 2023

N° : ES-6B Annexe

Date commande	a) Fournisseur (nom du professionnel ou de la firme)	c) Objet du contrat	e) Coût total avant taxes (incluant avenants ou suppléments)
2022-05-19	ERIK AYALA BRIBIESCA / EL SUSPIRO	Contrat de service - Projet Merinov 2021-2022	3 360,00
2022-05-20	AIEM, LOLA	Contrat de service pour formations Sobeys 2021-2022	7 150,00
2022-05-20	CANVA Pty Ltd.	Renouvellement licence	868,79
2022-05-21	ALPHA TSI INC.	Remplacement d'un module pour caméra (S23-10190)	280,00
2022-05-21	PROTECTION INCENDIE VIKING INC.	Appel de service pour correction déficience Gicleur.	1 542,23
2022-05-21	EBI MONTRÉAL INC.	Récupération des déchets du à la caractérisation	289,03
2022-05-21	CFH SÉCURITÉ INC.	Inspection visuelle annuelle des extincteurs portatifs et boyaux.	1 519,95
2022-05-21	QSR INTERNATIONAL (AMERICAS) INC	Licence	425,00
2022-05-24	DESJARDINS, JEAN-PHILIPPE	Contrat de service Projet Boeuf Québec 2021-2022	450,00
2022-05-24	HENDERSON, JEAN-THOMAS	Contrat d'honoraires de formateur pour le projet D202 de ExperiSens	1 600,00
2022-05-24	GRANDMAISON ET FILS INC.	Iinspection préventive des 3 portes	5 625,00
2022-05-25	DÉTECTEURS BELIMO INC	Inspection et étalonnage des moniteurs de gaz	670,00
2022-05-25	SWISSH COMMERCIAL EQUIPMENT INC.	Contrat d'inspection pour les lave-verres	919,80
2022-05-25	YANNICK FROMAGERIE (106978 CANADA LTÉE)	Contrat de service pour formations Sobeys 2021-2022	7 150,00
2022-05-25	RAPIDO ÉQUIPEMENT INC.	Réparation du Pacojet du petit matériel. Numéro de série #12400	491,67
2022-05-25	ICEBERG CONSULTANTS (S.E.N.C.)	Contrat de service Iceberg Consultants pour formations Sobeys 2021-2022	2 550,00
2022-05-26	ZAYO CANADA INC. (ALLSTREAM BUSINESS)	Abonnement licences Teams	21 510,00
2022-05-26	MEDISOLUTION (2009) INC.	Mandat d'analyse	5 130,00
2022-05-26	LACROIX, FANNY	Contrat de service pour formations Sobeys 2021-2022	1 500,00
2022-05-26	INTO INC.	Inspection et entretien annuel du système de plateforme suspendue	4 129,00
2022-05-27	TREHUDIC, MARINE	Contrat d'expertise formatrice pour le projet D202 de ExperiSens	2 240,00
2022-05-27	TREHUDIC, MARINE	Contrat d'honoraires de chargée de projet pour le projet D202 de ExperiSens	1 125,00
2022-05-27	PHOTOSYNTHESE	Affiche pour la vitrine extérieure du Restaurant de l'ITHQ	89,32
2022-05-31	MECANIQUE EDF	Entretien préventif des plates-formes élévatrices 2022-2025	2 345,82
2022-06-01	MAÎTRE COMPACTEUR INC.	Entretien préventif du compacteur intégré et son verseur 2022-2025	2 280,00
2022-06-01	GROUPE SANYVAN	Travaux de pompage des drains au niveau du stationnnement.	4 454,00
2022-06-02	LINKEDIN IRELAND UNLIMITED COMPAGNY	Publicités numériques	3 030,21
2022-06-02	FACEBOOK BUSINESS MANAGER	Publicités numériques	2 162,90
2022-06-02	GOOGLE LLC	Publicités numériques	8 234,52
2022-06-03	PREVENTION INCENDIE SAFETY FIRST INC	Appel de service: Trouble avec panneau local 3.93.	531,80
2022-06-06	LA PETITE HISTOIRE	La petite histoire - rédaction de 3 portraits de diplômés ITHQ - avril et mai 2022	1 200,00
2022-06-07	DESJARDINS, RICHARD	Contrat de service - Projet CHSLD - 2021-2022	6 370,40
2022-06-08	LONDON WINE & SPIRIT SCHOOL	Paiement d'examens	1 283,00
2022-06-08	WINE SPECTATOR	Abonnement en ligne à WineSpectator.com	20,00
2022-06-08	EBSCO CANADA LTEE	Banques de données (EBSCO)	22 063,49
2022-06-08	GREEN KEY GLOBAL	Label écoligique (licence)	849,96
2022-06-08	COPIBEC	Licence logiciel	1 947,75
2022-06-08	WEB HOSTING CANADA (WHC Online Solutions Inc)	Hébergement informatique	27,98
2022-06-08	JOURNEYED.COM INC.	Frais de Licence	1 179,80

ITHQ - Liste des contrats inférieurs à 25 000 $ du 1er avril 2022 au 28 février 2023

N° : ES-6B Annexe

Date commande	a) Fournisseur (nom du professionnel ou de la firme)	c) Objet du contrat	e) Coût total avant taxes (incluant avenants ou suppléments)
2022-06-08	BIOSYSTEMES	Contrat de maintenance logiciel d'analyse sensorielle Fizz W	925,17
2022-06-09	POMPE ASSELIN INC.	Appel de service pour pompe	700,00
2022-06-09	LAVOIE-BEAULE, VINCENT	Contrat de service - Projet CHSLD - 2021-2022	6 370,40
2022-06-09	DYNAMIQUE DE CUISINE	Contrat de service - Projet CHSLD - 2021-2022	6 355,20
2022-06-09	MONETTE, JEAN-PHILIPPE	Contrat de service - Projet CHSLD - 2021-2022	6 477,90
2022-06-10	GHD CONSULTANTS LTÉE	Service profesionnels pour étude d'échantéisation de la salle méacanique du 9ème étage	18 200,00
2022-06-10	LAPOINTE, CYNTHIA	Contrat d'honoraires de formatrice pour le projet D202 de ExperiSens	1 600,00
2022-06-10	LAPOINTE, CYNTHIA	Contrat d'honoraires pour rencontre client pour le projet D202 de ExperiSens	303,75
2022-06-10	SPARKS-BEAULÉ, GUILLAUME	Contrat de service - Projet CHSLD - 2021-2022	6 501,11
2022-06-10	DE LUCA CATERINA	Contrat de service - Projet CHSLD - 2021-2022	7 805,00
2022-06-10	PLAISIRS AUTOUR DE LA TABLE - GUIRIEC, OLIVIER	Contrat de service - Projet CHSLD - 2021-2022	6 370,40
2022-06-13	GIBEAU, NICOLAS	Contrat de service - Projet Exponentiel Conseil 2021-2022	640,00
2022-06-13	RAYMOND, CAROLINE	Contrat de service - Sobeys 2021-2022	15 000,00
2022-06-13	GESTION SSTRH (9178-4249 QUEBEC INC.)	Contrat de service - Gestion SSTrh - pour des Honoraires projet R922	5 000,25
2022-06-13	FUGESTION	Contrat de service - Projet CHSLD - 2021-2022	12 119,20
2022-06-13	SIGOUIN, FRANCOIS	Contrat de service - Projet CHSLD - 2021-2022	7 924,95
2022-06-14	INTO INC.	Mise aux normes du système d'ençrage et ligne de vie	1 433,00
2022-06-14	STRIPO	Abonnement annuel (Business) Stripo pour le groupe des études DPEPTAE	125,00
2022-06-15	TRIOMPHE CONSULTANTS	Honoraires professionnels : Maintien de l'équité salariale	4 900,00
2022-06-16	SYLVIE THÉRIAULT	Accompagnement stratégie internationale	560,00
2022-06-16	CHOQUETTE CATHERINE	Contrat de service - Projet Exponentiel Conseil 2021-2022	640,00
2022-06-16	CABINET JURIDIQUE ST. LAWRENCE S.E.N.C.R.L.	Services juridiques	420,00
2022-06-16	POUPART & POUPART AVOCATS INC.	Services juridiques	303,00
2022-06-16	POUPART & POUPART AVOCATS INC.	Services juridiques	378,75
2022-06-17	VITRERIE A & A VITRES ET MIROIRS INC.	Remplacement d'une vitre brisée extérieur dans la basilaire côté DeMaline.	7 100,00
2022-06-17	RANKIN, BEVERLEY	Contrat - transcription entrevues - projet champignons PADARTV - GLab	4 500,00
2022-06-17	GENDRON, FRANCINE	Contrat- transcription d'entrevues - projet champignons PADARTV - GLab	5 500,00
2022-06-17	BJELDE, SHARAYAH	Contrat - assistante de recherche - Projet champignons PADARTV	850,00
2022-06-17	MELTWATER NEWS CANADA INC.	Renouvellement abonnement Veille média et plateforme contact	16 400,00
2022-06-19	LES RELIURES CARON & LETOURNEAU LTEE	Livres pour la reliure (Facture reçue: 57855)	398,35
2022-06-19	SERVICES DOCUMENTAIRES MULTIMEDIA INC.	Réabonnement à Repère Internet (SDM)	670,00
2022-06-20	ROUTHIER EQUIPEMENT DE BOULANGERIE	Frais de Glaizage moules à pains	560,53
2022-06-20	DRAINAGE QUÉBECOIS/9030-4320 Québec Inc	Appel de service pour une caméra : problème avec le drain dans le stationnement	393,00
2022-06-20	ANTIDERAPANT SECUR 2000	Traitement du plancher antidérapant dans la cuisine 2,04.	3 159,00
2022-06-20	LES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES B.V. (1980) INC.	Appel de service: Problème avec la drive du 9e étage	261,00
2022-06-20	CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES CHÊNES / SAE	Surveillance d'examen OPC et MAPAQ au SAE Centre-du-Québec - 2022-2023	2 949,12
2022-06-20	JB SOMMELIER	Contrat de service pour projet Estérel - 2021-2022	4 348,00
2022-06-21	SOCIETE DE CONTROLE JOHNSON, S.E.C.	Problème avec une sonde au restaurant de l'institut	2 721,95
2022-06-21	ASCENSEURS VIAU INC.	Mise aux normes de l'escalateur mobile #1 (remplacements des marches fissurées)	2 856,00

ITHQ - Liste des contrats inférieurs à 25 000 $ du 1er avril 2022 au 28 février 2023

N° : ES-6B Annexe

Date commande	a) Fournisseur (nom du professionnel ou de la firme)	c) Objet du contrat	e) Coût total avant taxes (incluant avenants ou suppléments)
2022-06-21	PREVENTION INCENDIE SAFETY FIRST INC	Remplacement des deux batteries du panneau Z10 pour le 3.55 Soumission S65493)	583,70
2022-06-21	ÉCOLE HÔTELIÈRE DES LAURENTIDES	Entente d'utilisation de locaux CSS des Laurentides - Ateliers SAQ 2022-2023	1 028,01
2022-06-21	CEGEP LIMOILOU	Contrat de surveillance d'examen OPC au Cégep de Limoilou - 2022-2023	3 575,00
2022-06-22	LONDON WINE & SPIRIT SCHOOL	Paiement d'examens	400,00
2022-06-22	LES BREUVAGES PHILIPPE HARVEY INC	Location annuelle gaz T11	162,00
2022-06-22	LAVOIE-BEAULE, VINCENT	Contrat de service - Projet IUSMM 2021-2022	3 250,14
2022-06-22	RIOPEL, FRANCOIS	Contrat de service - Projet CHSLD - 2021-2022	8 184,20
2022-06-22	LACROIX, FANNY	Contrat de service - Projet Foresta Lumina 2021-2022	990,00
2022-06-23	LACROIX, FANNY	Contrat de service - Formation 100% Accueillant - Assemblée Nationale 2022-2023	1 904,00
2022-06-29	LAPORTE, ROBERT	Contrat de service - Projet CHSLD 2021-2022	8 000,00
2022-06-29	LINKEDIN IRELAND UNLIMITED COMPAGNY	Publicités numériques	76,48
2022-06-29	FACEBOOK BUSINESS MANAGER	Publicités numériques	2 333,01
2022-06-29	GOOGLE LLC	Publicités numériques	6 343,83
2022-06-29	GAGNON, NICOLE-ANNE	Contrat de service - Formation H & S pour Collège Villa-Maria	600,00
2022-06-29	CEGEP LIMOILOU	Supervision d'examen Cégep Limoilou MAPAQ et OPC 2021-2022	3 500,00
2022-06-29	UXPERTISE INC.	Frais d'assignation pour la plateforme Uxpertise 2022-2023	7 500,00
2022-06-29	LES AUVENTS BELLON INC	Installation d'auvent corrigée sur place	262,50
2022-06-29	DISTRIBUTION LES AVENTURIERS VOYAGEURS	Achat de films	2 250,00
2022-06-29	GESTIONS L.B.G. INC.	Inspection et entretien de nos trois réservoires	5 250,00
2022-06-30	GRAFIXELS VIDEO	Frais de location équipement audiovisuel pour consultation publicue	1 528,50
2022-06-30	TVCK TÉLÉVISION COMMUNAUTAIRE DU KAMOURASKA	Frais de location d'équipement d'audiovisuel pour la consultation à La Pocatière le 14 juin 2022	975,00
2022-06-30	EDITIONS ESPACES	Achat de livres numériques	39,00
2022-06-30	PROQUEST LLC	Achat de livres numériques (ProQuest)	2 283,70
2022-06-30	SAE Energie	Surveillance d'examen OPC et MAPAQ au SAE Énergie - 2022-2023	2 850,00
2022-06-30	S.R. AFFUTAGE ENR.	Affutage de couteaux	1 500,00
2022-06-30	PROTECTION INCENDIE VIKING INC.	Demande de service pour inspection d'un détecteur suite à une fausse alarme	400,00
2022-06-30	PROTECTION INCENDIE VIKING INC.	appel de service pour remplacement des batteries au panneau incendie	699,00
2022-06-30	GARDAWORLD SYSTÈMES DE SÉCURITÉ	Appel de service	235,00
2022-06-30	ASCENSEURS VIAU INC.	Appel de service et réparation d'ascenseur	5 009,50
2022-07-05	GRAND HOTEL TIMES DRUMMONDVILLE	Hébergement consultant projet CHSLD	142,00
2022-07-05	LES CONTROLES GFTEC INC.	Vérification des panneaux	2 071,42
2022-07-05	SOCIETE DE CONTROLE JOHNSON, S.E.C.	Appels de service	3 291,00
2022-07-05	AIR LIQUIDE CANADA INC.	Location de cylindre	407,30
2022-07-06	ERIC GAGNON, Photographie, design et medias sociaux	Captation vidéo/audio incluant transfert et montage	1 500,00
2022-07-06	CFH SÉCURITÉ INC.	Mise aux normes des extincteurs	2 331,70
2022-07-07	COURRIELLEUR INC.	Abonnement annuel / Le Courrielleur pour le GastronomiQc Lab - 1er juillet 2022 au 30 juin 2023	350,00
2022-07-07	9365-4077 Québec inc.- NETTOYEURS DAOUST	Nettoyeur Daoust - nettoyage à sec des uniformes	3 100,00

ITHQ - Liste des contrats inférieurs à 25 000 $ du 1er avril 2022 au 28 février 2023

N° : ES-6B Annexe

Date commande	a) Fournisseur (nom du professionnel ou de la firme)	c) Objet du contrat	e) Coût total avant taxes (incluant avenants ou suppléments)
2022-07-07	COURRIER PUROLATOR LTEE	Frais purolator	5 450,00
2022-07-13	POUPART & POUPART AVOCATS INC.	Services juridiques	3 639,95
2022-07-13	LUXURYRES	Frais de commission et de connexion OTA	5 500,00
2022-07-13	DUCORE EXPERTISE INC.	Expertise médicale	2 595,00
2022-07-14	FACEBOOK BUSINESS MANAGER	Publicités numériques	1 693,20
2022-07-14	GOOGLE LLC	Publicités numériques	4 031,68
2022-07-14	DRAINAGE QUÉBECCIS/9030-4320 Québec Inc	Appel de service: Drain bouché au fond du puit de l'ascenseur de l'hôtel.	806,00
2022-07-14	ASCENSEURS VIAU INC.	Appel de service: Assitance d'un technicien pour assité le plombier lors de travaux ascenseur hôtel	585,00
2022-07-14	COMPÉTENCES QUÉBEC	Compétences Québec Renouvellement de l'abonnement à l'Inforoute FPT pour 1 an	1 475,00
2022-07-14	BUREAU DE COOPÉRATION INTERUNIVERSITAIRE (BCI)	BUREAU DE COOPÉRATION INTERUNIVERSITAIRE Service accueil nouveaux étudiants	660,68
2022-07-14	STR INC.	Frais d'abonnement annuel STR jusqu'au 31 août 2023 - Education Center level 1 - ICHRIE member	450,00
2022-07-14	ZAYO CANADA INC. (ALLSTREAM BUSINESS)	Service professionnel d'aide a la configuration des nouveaux telephones SIP des chambres d'hotel	332,50
2022-07-14	BERGER-LEVRAULT CANADA LTÉE (COBA)	Service professionnel pour l'exportation automatique des données d'inscription	4 095,00
2022-07-15	BERGER-LEVRAULT CANADA LTÉE (COBA)	Banque d'heures pour formation	7 800,00
2022-07-15	2EME ACTE	Honoraires Coordination & Promotion - Contrat groupé	5 043,93
2022-07-15	UXPERTISE INC.	Frais d'utilisation Uxpertise 2022-2023	15 000,00
2022-07-15	TELUS COMMUNICATIONS INC.	Consommation téléphonie cellulaire CSPQ	15 000,00
2022-07-15	VIDEOTRON s.e.n.c.	Services de cablo-télévision pour l'hôtel	4 000,00
2022-07-15	GROUPE TOUMORO INC	Support et entretien annuel du site web	600,00
2022-07-15	TECHNOLOGIES IWEB INC. / LEASEWEB	Hébergement du site web	2 000,00
2022-07-15	SALON NATIONAL DE L'EDUCATION / INEO INC.	Salon de l'éducation 2022	1 595,46
2022-07-15	CNW TELBEC INC.	Diffusion de communiqués de presse	1 000,00
2022-07-19	COURRIELLEUR INC.	Abonnement courrielleur	1 200,00
2022-07-19	SOLOTECH INC.	Appel de service	275,00
2022-07-20	SMART Technologies ULC	Abonnement annuel plateforme apprentissage école	77,00
2022-07-20	MICRO LOGIC	Renouvellement annuel hébergement plan de relève	14 000,00
2022-07-20	FIBRE NOIRE	Abonnement annuel au systeme dynamique	8 550,00
2022-07-20	REVENU QUÉBEC	Contrat de services de transport d'entreprosage er de livraison de cartouches de sauvegardes	2 500,00
2022-07-20	SVI E SOLUTIONS INC.	Contrat pour utilisation de la bande passante en reapport à l'hébergement de données Moodle	2 500,00
2022-07-20	LOUNGEUP	Abonnement Lounge up hotel	8 000,00
2022-07-20	APPLE STORE	Abonnement annuel adhesion apple developer	119,00
2022-07-21	GRAPH SYNERGIE	Services de photographie	803,00
2022-07-21	FUNIO	Renouvellement annuel de 15 noms de domaine	224,00
2022-07-22	VITRERIE A & A VITRES ET MIROIRS INC.	Remplacement d'une vitre de cuisine	650,00
2022-07-22	GUIDES DE VOYAGE ULYSSE	Achat de livres: 1er juillet 2022 au 30 juin 2023	1 565,56
2022-07-22	LIBRAIRIE GOURMANDE / JESSIE LALONDE	Achat de livres: 1er juillet 2022 au 30 juin 2023	2 739,72
2022-07-22	LIBRAIRIE RAFFIN (2009) INC./ 9210-7580 QUÉBEC INC.	Achat de livres: 1er juillet 2022 au 30 juin 2023	3 044,14

ITHQ - Liste des contrats inférieurs à 25 000 $ du 1er avril 2022 au 28 février 2023

N° : ES-6B Annexe

Date commande	a) Fournisseur (nom du professionnel ou de la firme)	c) Objet du contrat	e) Coût total avant taxes (incluant avenants ou suppléments)
2022-07-22	LIBRAIRIE PARAGRAPHE	Achat de livres: 1er juillet 2022 au 30 juin 2023	1 043,70
2022-07-22	COOP UQAM	Achat de livres: 1er juillet 2022 au 30 juin 2023	3 479,02
2022-07-22	PLANTECA INC.	Entretien des plantes juillet 2022	430,46
2022-07-22	M2D LEADERSHIP	Mesures et évaluations	4 500,00
2022-07-22	ARCHIVES IRON MOUNTAIN	Service de déchiquetage mensuel 2022-2023	720,00
2022-07-22	REVENU QUÉBEC	Transport des contenants de semi-actifs du CCD à l'IITHQ	300,00
2022-07-22	REVENU QUÉBEC	Service d'entreposage et de destruction sécuritaire de contanats de semi-actifs au CCD	5 469,00
2022-07-25	CARMICHAEL INGENIERIE	remplacement du contrôle à huile pour le compresseur	1 542,94
2022-07-25	M2D LEADERSHIP	Mesures et évaluations - commande annuelle	9 000,00
2022-07-25	RÉMOND PASCALE	Production graphique du rapport annuel de gestion 2021-2022	6 500,00
2022-07-26	PERREAULT, JULIE	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	20 000,00
2022-07-26	TRADUCTIONS AMY BUTCHER	Service de traduction anglais vers français du 1 juillet 2022 au 30 juin 2023	3 500,00
2022-07-27	PTITO, AURELIE	Services de traduction, 1 juillet 2022 au 30 juin 2023	1 000,00
2022-07-27	ASSA ABLOY ENTRANCE SYSTEMS CANADA INC.	Remplacement d'un système d'ouvre-porte au sous-sol	3 598,15
2022-07-27	SOFTCHOICE CORPORATION	Licences adobe sign	435,00
2022-07-27	NÉOPOS MONTRÉAL INC.	Renouvellement support Maitre D	960,00
2022-07-27	LES SOLUTIONS VUMETRIC INC	Audit de cybersécurité	12 300,00
2022-07-27	PREVENTION INCENDIE SAFETY FIRST INC	mise aux normes incendie	1 519,80
2022-07-28	VIENS ALEX	Rédaction portraits des diplômé.e.s ITHQ	2 730,00
2022-07-28	HEBERT, LYNE	Révision linguistique - 1 juillet 2022 au 30 juin 2023	4 000,00
2022-08-04	PHEEDLOOP INC.	Pheedloop - Renouvellement de contrat (portes ouvertes-octobre 2022)	3 690,00
2022-08-08	BIBLIOTHECA CANADA INC	Support et maintenance du système de détection (1er juillet 2022 au 30 juin 2023)	1 982,17
2022-08-08	LIBRARY OF CONGRESS CHIEF, CDS	Réabonnement à une banque de données	325,00
2022-08-08	M2D LEADERSHIP	Évaluations	6 400,00
2022-08-08	FORTIER VINCENT	Révision linguistique du 1 juillet 2022 au 30 juin 2023	3 000,00
2022-08-09	SARL OBJECTIF QUEBEC !	Participation au Mois du Québec-Tournée de recrutement étudiants : 5 jours du 9 au 15 octobre 2022	3 000,00
2022-08-09	LIBRAIRIE RAFFIN (2009) INC./ 9210-7580 QUÉBEC INC.	Achat de livres numériques (Prêt numérique)	98,87
2022-08-09	PAIEMENT PAYFACTO INC.	Frais de transaction- solution de paiement pour la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023	1 500,00
2022-08-10	POUPART & POUPART AVOCATS INC.	Services juridiques	1 287,75
2022-08-10	ITI INC. (Informatique ProContact)	Support annuel services lenovo	9 405,00
2022-08-10	CADEXAIR INC.	Appels de service	1 320,00
2022-08-11	GESTION MICHEL POIRIER INC. (HOTEL DIGITAL)	Services conseil technlogie hotel JUILLET-SEPT 2022	2 500,00
2022-08-11	BEIROUTI, PASCALE	Développement de recettes avec Mordu	3 200,00
2022-08-11	THERRIEN, MARIE-EVE	Contrat de services d'expert / projet Société des Casinos du Québec	1 495,00
2022-08-11	ALEXANDRE VIEL	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	5 000,00
2022-08-11	GOOGLE LLC	Google - Espace de stockage - 29 juillet 2022 su 28 juillet 2023	27,99
2022-08-11	YBP LIBRARY SERVICES	Achat de livre numérique (GOBI)	180,00
2022-08-12	LESAGE, DIANE	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	3 750,00

ITHQ - Liste des contrats inférieurs à 25 000 $ du 1er avril 2022 au 28 février 2023

N° : ES-6B Annexe

Date commande	a) Fournisseur (nom du professionnel ou de la firme)	c) Objet du contrat	e) Coût total avant taxes (incluant avenants ou suppléments)
2022-08-12	BOURGEOIS, JOEL	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	7 500,00
2022-08-12	PICARD, CATHERINE	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	5 000,00
2022-08-12	VERDON, MICHEL	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	5 000,00
2022-08-12	CHERRIER, PHILIPPE	Contrat de service- Ateliers SAQ 2022-2023	7 500,00
2022-08-12	BEAUREGARD, VALERIE	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	5 000,00
2022-08-12	GAGNON, RACHEL	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	3 500,00
2022-08-12	BERGERON, NATHALIE	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	23 000,00
2022-08-15	LACHAPELLE, VÉRONIQUE	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	7 500,00
2022-08-15	CHOQUETTE CKS INC.	appel de service programmation four picard local 3.20	396,50
2022-08-15	JONATHAN THIVIERGE	Contrats de services animateur ateliers SAQ	5 000,00
2022-08-15	PAQUET, MATHIEU	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	5 000,00
2022-08-15	HUOT, ETIENNE	Développement de recettes avec Mordu	3 000,00
2022-08-15	COUSSA, CYRIL	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	5 000,00
2022-08-15	RICHELET, CHRISTOPHE	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	5 000,00
2022-08-15	LAMOUREUX, JODY	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	5 000,00
2022-08-17	MBEZ INC.	Entretiens / Inspection, test sécurités et analyse de combustion sur nos chaudières	4 684,25
2022-08-17	DESLONGCHAMPS, YAN	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	5 000,00
2022-08-17	ISTOCK (by Getty Images)	Renouvellement de l'abonnement annuel banque photos iStock - 6 octobre 2022 au 6 octobre 2023	2 175,00
2022-08-17	BERTOLDI, ERIC	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	5 000,00
2022-08-18	VIGNEAULT FRANCOIS	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	3 000,00
2022-08-18	BEAUREGARD, FRÉDÉRIC	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	5 000,00
2022-08-18	BOURQUE, NICOLAS	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	7 500,00
2022-08-18	ROY, OLIVIER	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	7 500,00
2022-08-18	DUPLESSIS, PATRICK	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	7 500,00
2022-08-18	PERRON, STEPHANIE	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	5 000,00
2022-08-18	GODET, BRUNO	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	10 000,00
2022-08-18	SWISSH COMMERCIAL EQUIPMENT INC.	Appel de service Lave-vaiselle	263,95
2022-08-18	CONTRAT SOL COUVRE PLANCHERS	Fournir et istaller un plancher pour le cellier	1 325,00
2022-08-22	PALAIS DES CONGRÈS DE MONTREAL	Palais des congrès - cérémonie de la remise des diplômes du 14 novembre 2022	6 854,25
2022-08-23	CAROLINE SOMMELIERE	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	7 500,00
2022-08-23	RASSI, JONATHAN	Contrat de service pour le projet de la Société des casinos 2022-2023	6 000,00
2022-08-23	MARCHAL MANAGEMENT	Contrat de service Marchal Management - Ateliers SAQ 2022-2023	5 000,00
2022-08-23	DUBOIS SAMUEL	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	7 500,00
2022-08-24	PEROMBELON, STELIO	Contrat de service - Projet casinos 2022-2023	6 000,00
2022-08-24	TURCOTTE, HELENE	Contrat de service - Projet casinos 2022-2023	6 000,00
2022-08-24	AIEM, LOLA	Contrat de service pour le projet Autisme sans limite 2022-2023	16 000,00
2022-08-24	DE LUCA CATERINA	Contrat de service - Projet Casino 2022-2023	1 600,00
2022-08-24	SIGOUIN, FRANCOIS	Contrat de service - Projet Casino 2022-2023	6 000,00
2022-08-24	JB SOMMELIER	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	5 000,00

ITHQ - Liste des contrats inférieurs à 25 000 $ du 1er avril 2022 au 28 février 2023

N° : ES-6B Annexe

Date commande	a) Fournisseur (nom du professionnel ou de la firme)	c) Objet du contrat	e) Coût total avant taxes (incluant avenants ou suppléments)
2022-08-24	SOCIETE GRICS	Projet BIM-Évaluation des apprentissages FP, facture GRICS FP522228 01-07 2022 au 30-06 2023	7 124,00
2022-08-24	VINIVITI	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	7 500,00
2022-08-24	DE VIENNE, ARIK	Rémunération pour conférencier Arik de Vienne pour la formation professionelle, fac 202206130	500,00
2022-08-24	PIF & PAF INC.	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	10 000,00
2022-08-24	MELISSA JACQUES	Services en design grafique	24 999,00
2022-08-24	INFOSILEM INC.	Renouvellement de contrat de services infosilem 2022-2024	12 637,35
2022-08-24	ANGERS, NICOLAS	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	7 500,00
2022-08-24	SIMARD, MARC	Contrat de service - Ateliers SAQ 2022-2023	3 000,00
2022-08-25	BERGER-LEVRAULT CANADA LTÉE (COBA)	Services pro. MAJ COBA	585,00
2022-08-25	ZOHO CORPORATION	Renouvellement annuel outil informatique de gestion ADMANAGER	2 885,00
2022-08-25	DATA TRAVEL LLC	Implementation du connecteur Hapi vers Opera cloud Jusqu'u mois d'octobre 2022	390,00
2022-08-25	GROUPE GEOTECH	Forage dalle de béton stationnement	800,00
2022-08-25	REGIE DU BÂTIMENT DU QUEBEC	Frais Annuels pour l'élévateur vertical handicapé 2022	91,67
2022-08-26	RIASQ	Adhésion au RIASQ 2022-2023 Nouveaux membres	500,00
2022-08-26	ASSOCIATION HÔTELLERIE QUÉBEC (AHQ)	projet site web ImagineQuébec dans le cadre du projet des stagiaires internationaux.	6 415,90
2022-08-26	CARMICHAEL INGENIERIE	Contrat de service d'inspection des unités sur le toit 2022-2024	13 172,00
2022-08-30	HEC MONTRÉAL	Prêt entre bibliothèques (PEB) - HEC Montréal	25,00
2022-08-30	ARKIAS INC.	Achat de tests	4 592,80
2022-08-30	GOOGLE LLC	Publicités numériques	1 121,39
2022-08-30	FACEBOOK BUSINESS MANAGER	Publicités numériques	915,47
2022-08-30	HUOT, ETIENNE	Contrat de service pour - Projet Casinos 2022-2023	6 000,00
2022-08-30	MERCURE CONSEIL	Mandat de conseil stratégique et d'animation des Casinos 2022-2023	5 250,00
2022-08-30	VIENS ALEX	Rédaction marketing Alex Viens pour Titre et slogan des Ateliers SAQ	255,00
2022-08-30	9079-0320 QUÉBEC INC. ARSENAULT, VINCENT	Contrat de service Projet Casino 2022-2023	4 800,00
2022-08-30	THERRIEN, MARIE-EVE	Contrat de services - Projet Casino 2022-2023	5 000,00
2022-08-30	CADEXAIR INC.	appel de service ajustement de la minuterie	540,00
2022-08-30	GROUPE HOBART CANADA EQUIPEMENT ALIMENTAIRE	Appel de service lave-vaiselle	270,50
2022-08-30	LES ESCALATEURS ATLAS INC	Réparation d'un ouvre-porte automatique	483,00
2022-08-31	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	Prêt entre bibliothèque (PEB) - Université de Montréal	50,00
2022-08-31	BOUSHEL KATHERINE	Contrats de services projet casinos	4 160,00
2022-08-31	HOMIER JONATHAN	Contrat de service - Projet casinos 2022-2023	4 160,00
2022-08-31	PLOMBERIE RICHARD JUBINVILLE INC.	Remplacement de tuyauterie	2 388,31
2022-08-31	PLANTECA INC.	Planteca, Ste-Thérèse - Soumission pour aménagement salle 2.40G	493,00
2022-09-01	CARMICHAEL INGENIERIE	appel de service clim café étudiant	671,61
2022-09-01	ASCENSEURS VIAU INC.	Appel de service ascenseur	390,00
2022-09-01	PROQUEST LLC	Frais d'hébergement - ProQuest	643,04
2022-09-01	PLANTE, CHRISTINE	Contrat de service - Projet Société des casinos 2022-2023	4 320,00
2022-09-01	SUZIE GRONDIN	Honoraire professionnel virage numérique ITHQ du 15 juin au 31 déc 2022.	10 000,00

ITHQ - Liste des contrats inférieurs à 25 000 $ du 1er avril 2022 au 28 février 2023

N° : ES-6B Annexe

Date commande	a) Fournisseur (nom du professionnel ou de la firme)	c) Objet du contrat	e) Coût total avant taxes (incluant avenants ou suppléments)
2022-09-02	BROUILLETTE LEGAL INC.	Services juridiques	4 997,48
2022-09-02	CADEXAIR INC.	Appel de service hotte de cuisine	405,00
2022-09-02	GONZO MARKETING	Achat de livres électoniques (Pour la bibliothèque - accès avec authentification)	40,00
2022-09-06	DUPONT, DIDIER	Service de conseil et d'accompagnement pour la mise en place d'un projet dans le logiciel NVivo	1 000,00
2022-09-06	YAN DAOUST	Contrat de service - Autisme sans limite 2022-2023	10 020,00
2022-09-06	TRADUCTIONS AMY BUTCHER	Traduction du Powerpoint Vins 101- Ateliers SAQ 2022-2023	2 623,32
2022-09-07	PRODUITS CHIMIQUES MAGNUS LTEE	MAIN D'OEUVRE APPEL DE SERVICE VERIFICATION FILTRE	760,80
2022-09-07	ERIK AYALA BRIBIESCA / EL SUSPIRO	Contrat de service - Correction examens MAPAQ 2022-2023	10 000,35
2022-09-07	ERIK AYALA BRIBIESCA / EL SUSPIRO	Contrat de service pour Formation Hygiène & Salubrité 2022-2023	20 000,00
2022-09-07	PLANTE, ISABELLE	Contrat de service - Projet Société des Casinos 2022-2023	7 010,00
2022-09-07	LACROIX, FANNY	Contrat de service - Formation 100% Accueillant 2022-2023	20 000,00
2022-09-07	TRADUCTIONS AMY BUTCHER	Traduction en anglais pour les diplômes en Pofessionnal Cooking	48,60
2022-09-08	ILLUXI	Programmation des SCORMS - Action Service	940,00
2022-09-09	PLANTECA INC.	Hôtel - Planteca - Entretien des plantes	430,46
2022-09-09	EFFICIENCE CONSEIL	Coaching	5 500,00
2022-09-12	BERGER-LEVRAULT CANADA LTÉE (COBA)	Travaux d'accompagnement	3 300,00
2022-09-12	RIASQ	Inscription aux activités du RIASQ	750,00
2022-09-12	GUIDATOUR INC.	Guidatour	239,18
2022-09-12	BEAUREGARD - AVOCATS, S.E.N.C.R.L.	Services juridiques	3 884,50
2022-09-12	ASSA ABLOY ENTRANCE SYSTEMS CANADA INC.	Appel de service vérification bouton poussoir toilette femmes 6e etage	280,25
2022-09-13	GAGNON, NICOLE-ANNE	Contrat de service - Projet H&S École Terre des jeunes 2022-2023	1 120,00
2022-09-13	BERGER-LEVRAULT CANADA LTÉE (COBA)	Accompagnement pour paramétrer les nouvelles conventions collectives dans SOFE	6 600,00
2022-09-14	EVENTBRITE	Inscription Journée annuelle Aliments du Québec - Projet SNAAQ 2022-2023	551,58
2022-09-15	ADVICE STUDIO CREATIF INC	Contrat de Service pour conception artistique design et graphique - Projet Casino 2022-2023	9 661,15
2022-09-15	LUCIANO AVACA IVAN	Contrat de services expert dans la collecte de données biométrique du projet Monville	1 151,40
2022-09-15	POUPART & POUPART AVOCATS INC.	Services juridiques	454,50
2022-09-15	POUPART & POUPART AVOCATS INC.	Services juridiques	606,00
2022-09-15	POUPART & POUPART AVOCATS INC.	Services juridiques	303,00
2022-09-16	MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C. - SEAO	Commande annuelle pour paiemnt frais SEAO du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023	2 500,00
2022-09-16	QUADIENT CANADA LTD.	Contrat de location de la timbreuse	1 200,00
2022-09-20	AMARRAGES SANS FRONTIÈRES	Activité des étudiants CCI avec un professeur, le 21 septembre, dans la Petite Italie.	194,83
2022-09-20	JOUR DE LA TERRE- TOUS LES JOURS	Activité de glanage - Projet SNAAQ 2022-2023	1 150,00
2022-09-21	BAULNE INC.	Appel de service température trop élevée - main d'oeuvre et camion	767,70
2022-09-21	GROUPE SOLROC	Test d'amiante 8 eme	4 850,00

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du Ministère ou de l'organisme, en indiquant :

a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
b) la grille d'évaluation des soumissions;
c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
b) la grille d'évaluation des soumissions;
c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

RÉPONSE

Aucun appel d'offres public en 2022-2023.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
b) la grille d'évaluation des soumissions;
c) la soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/

INSTIUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

a) la liste des soumissions et le montant de chacune ;
b) la grille d'évaluation des soumissions ;
c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix ;
d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat ;
e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation

---

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023:

a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
e) une description de son mandat;
f) la date de début de son contrat;
g) la date prévue de fin de son contrat;
h) sa rémunération annuelle.

RÉPONSE

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site du ministère :https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/enseignement-superieur/acces-information/engagements-financiers

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 :

- liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- une description de son mandat;
- la date de début de son contrat;
- la date prévue de fin de son contrat;
- sa rémunération annuelle.

RÉPONSE

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 :

a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
e) une description de son mandat;
f) la date de début de son contrat;
g) la date prévue de fin de son contrat;
h) sa rémunération annuelle.

RÉPONSE

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/enseignement-superieur/acces-information/engagements-financiers.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 :

a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ;
b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale) ;
c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants ;
d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ;
e) une description de son mandat ;
f) la date de début de son contrat ;
g) la date prévue de fin de son contrat ;
h) sa rémunération annuelle.

RÉPONSE

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site de l'ITHQ.
https://www.ithq.qc.ca/institut/lithq-et-sa-mission/diffusion-de-linformation/.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2022-2023, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

a) le nom du projet;
b) la nature du projet;
c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;
h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;

l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023

RÉPONSE

Sous-question m)
Aucune pénalité n'a été appliquée à ce jour.

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g), i), et l) l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 $, qualifiés en RI et en phase réalisation-exécution est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2022-2023, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

a) le nom du projet;
b) la nature du projet;
c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;
h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
   - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.

RÉPONSE

Aucun projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques en 2022-2023.

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g) i), et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 $ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2022-2023, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

a) le nom du projet;
b) la nature du projet;
c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;
h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
   - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.

RÉPONSE

Pour les sous-questions a), b), d), e) f), g) i), et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 $ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca .

Aucune pénalité n'a été appliquée à des sous-traitants dans le domaine de TI au cours de l'année financière 2022-2023.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

a) le nom du projet ;
b) la nature du projet ;
c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;
d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;
e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;
f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;
g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet ;
h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;
i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
    - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants ;
l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics ;
m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023

RÉPONSE

m) Aucune pénalité appliquée à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.

Pour les sous-questions a), b), d), e) f), g) i), et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 $ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :
a) les coûts estimés par année :
b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
d) la liste des fournisseurs;
e) une copie du plan de déploiement.

RÉPONSE

Pour l'année 2022-2023 :

b) 4 651 349,55 $

c) Aucun

d) Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante: https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :
a) les coûts estimés par année :
b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
d) la liste des fournisseurs;
e) une copie du plan de déploiement.

RÉPONSE

Pour l'année 2022-2023 :

a) les coûts estimés par année : s/o

a) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données : coût assumé par le ministère de l'Enseignement supérieur.

b) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité : aucun

c) la liste des fournisseurs : les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante: https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique

d) une copie du plan de déploiement : s/o

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

a) les coûts estimés par année :
b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
d) la liste des fournisseurs;
e) une copie du plan de déploiement.

RÉPONSE

La Commission n'a engagé aucune dépense d'hébergement de données en infonuagique au cours de l'année financière 2022-2023.

Au regard de la sous-question d), les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante : https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

a) les coûts estimés par année :
b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
d) la liste des fournisseurs;
e) une copie du plan de déploiement.

RÉPONSE

b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données : 12 000 k$

c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité : 0, 00 k$

d) Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante: https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

a) la photocopie;
b) le mobilier de bureau;
c) l'ameublement;
d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
e) le distributeur d'eau de source;
f) le remboursement des frais de transport;
g) le remboursement des frais d'hébergement;
h) le remboursement des frais de repas;
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
   I. a) au Québec;
   II. b) à l'extérieur du Québec.

RÉPONSE

a) la photocopie (incluant la location des appareils)	531 090,12 $[1]
b) le mobilier de bureau c) l'ameublement	109 754,05 $[2]
d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes	0,00 $
e) le distributeur d'eau de source	0,00 $
f) le remboursement des frais de transport g) le remboursement des frais d'hébergement h) le remboursement des frais de repas	281 805,95 $[3]
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0,00 $
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement 1) au Québec 2) à l'extérieur du Québec	152 602,69 $[3]

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

1 Il s'agit du total des dépenses pour le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Enseignement supérieur mais ne comprend par la Commission consultative de l'enseignement privé (CEEC) ni le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFE).

2 Le coût du mobilier de bureau et de l'ameublement du ministère de l'Enseignement supérieur a été payé par le ministère de l'Éducation.

3 Ces montants couvrent la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023 (11 mois) pour le ministère mais ne comprennent par la Commission consultative de l'enseignement privé (CEEC) ni le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFE).

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes:

a) la photocopie;
b) le mobilier de bureau;
c) l'ameublement;
d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
e) le distributeur d'eau de source;
f) le remboursement des frais de transport;
g) le remboursement des frais d'hébergement;
h) le remboursement des frais de repas;
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
   I. a) au Québec;
   II. b) à l'extérieur du Québec.

RÉPONSE

Pour 2022-2023, il n'y a pas de dépense aux points a), b), c) d) et e). Les coûts sont intégrés dans la réponse du Ministère.

Pour les points f), g), h), i) et j), il n'y a eu aucune dépense en 2022-2023.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes:

a) la photocopie;
b) le mobilier de bureau;
c) l'ameublement;
d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes :
e) le distributeur d'eau de source;
f) le remboursement des frais de transport;
g) le remboursement des frais d'hébergement;
h) le remboursement des frais de repas;
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
   I. a) au Québec;
   II. b) à l'extérieur du Québec.

RÉPONSE

Les dépenses annuelles effectuées pour ces éléments sont :

a)	la photocopie;	1 969,70 $
b)	le mobilier de bureau;	0,00 $
c)	l'ameublement;	0,00 $
d)	la décoration et l'embellissement;	0,00 $
e)	le distributeur d'eau de source;	0,00 $
f)	le remboursement des frais de transport;	
g)	le remboursement des frais d'hébergement;	*34 615, 52 $
h)	le remboursement des frais de repas;	
i)	le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;	0,00 $
j)	l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
	a) au Québec,	5 438,44 $
	b) à l'extérieur du Québec.	0,00 $

*Les frais de déplacement sont des frais qui ont été engagés avant le 28 février 2023.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

a) Le coût des contrats téléphoniques

b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme

c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;

d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;

e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone, ou autre type de téléphone intelligent);

f) les coûts d'acquisition des appareils;

g) le coût d'utilisation des appareils;

h) les noms des fournisseurs;

i) les ordinateurs portables;

j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

RÉPONSE

b) Non disponible[1]
c) Aucun
d) Non disponible[2]

Pour les sous-questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25). https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/enseignement-superieur/acces-information#c154371

[1] Ce coût est inclus dans le coût des contrats téléphoniques
[2] Ce coût est inclus dans le coût des contrats téléphoniques

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

a) le coût des contrats téléphoniques;
b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
f) le coût d'acquisition des appareils;
g) le coût d'utilisation des appareils;
h) les noms des fournisseurs;
i) les ordinateurs portables;
j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

RÉPONSE

Pour 2022-2023, il n'y a pas de dépense aux points h), i) et j). Les coûts sont intégrés dans la réponse du Ministère.

Pour les sous-questions c), d), e), f) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe25). A-2.1, r. 2 - Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (gouv.qc.ca)

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

a) le coût des contrats téléphoniques;
b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
f) le coût d'acquisition des appareils;
g) le coût d'utilisation des appareils;
h) les noms des fournisseurs;
i) les ordinateurs portables;
j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

RÉPONSE

Pour 2022-2023, il n'y a pas de dépense aux points b), c) et d). Les coûts sont intégrés dans la réponse du ministère.

Pour les sous-questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25) : https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/enseignement-superieur/acces-information/frais-depenses-2022-2023

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

a) le coût des contrats téléphoniques;
b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
f) le coût d'acquisition des appareils;
g) le coût d'utilisation des appareils;
h) les noms des fournisseurs;
i) les ordinateurs portables;
j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

RÉPONSE

Du 1er avril 2022 au 28 février 2023

b)

Coûts des frais d'itinérance	2546,35 $
Proportion des coûts assumés par l'ITHQ	100 %

c)

Coûts dépassement des forfaits	7,65 $
Proportion des coûts assumés par l'ITHQ	100 %

d)

Coûts de résiliation	42,00 $

Pour les sous-questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet l'ITHQ en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe25). http://www.ithq.qc.ca/depenses/

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

---

QUESTION

a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;

b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;

c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :

- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : o) le nombre d'employés permanents et temporaires;

n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;

o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

q) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région

RÉPONSE

a), b), c), d), e), f), g) Les réponses à ces questions seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

h) En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Le paragraphe 1º de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

i), j), k), l), m), n) Les réponses à ces questions seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

o) Le Ministère n'a aboli aucun poste au cours de l'année 2021-2022.

p) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

q) Au 28 février 2023 : il y a 80 postes vacants au Ministère.

Région	**Nombre de postes**
Québec	78
Lanaudière	1
Laurentides	1

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;

b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;

c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les

réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

1) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);

m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : o) le nombre d'employés permanents et temporaires;

o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;

p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

q) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

r) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

RÉPONSES

Pour 2022-2023:

a), b), c), d), e), f), g)
Compte tenu du nombre limité de personnes œuvrant dans cette organisation, il est préférable de ne pas fournir ces renseignements. Ils fournissent plusieurs informations personnelles qui pourraient permettre, par un recoupement de données, d'identifier certaines de ces personnes ou d'obtenir des renseignements personnels sensibles à leur sujet.

---

h) En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

i) 0

j) 0

k) 0

l) 0

m) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

n) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

o) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

p) Aucun pour le CCAFE.

q) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

r) Au 28 février 2023 (pour l'année 2022-2023) : 0 poste vacant

Pour les prévisions pour 2023-2024 : 0 poste vacant

COMMISSION D'ÉVALUATION SUR L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition officielle

---

QUESTION

a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022- 2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;

b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022- 2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;

c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022- 2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022- 2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022- 2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022- 2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022- 2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022- 2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;

i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022- 2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère,

---

et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022- 2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022- 2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022- 2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022- 2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);

n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022- 2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: n) le nombre d'employés permanents et temporaires;

p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022- 2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: o) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;

q) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022- 2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: p) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

r) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022- 2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: q) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

s) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022- 2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: r) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

RÉPONSE

a), b) Voir l'annexe A.

c), e), f) Voir l'annexe B.

d), g) Voir l'annexe C.

h) Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

i) En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

j) Voir l'annexe D.

k) Au 28 février 2023 : 3 employés avaient un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.[1]

l) Au 28 février 2023 : Aucun employé n'avait un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'il a accomplie.[2]

m) La réponse à cette question se trouve à la réponse 13 j).

n), o), p) Les réponses à ces questions seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

q) La Commission n'a aboli aucun poste pour l'année 2022-2023.

r) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

s) Au 28 février 2023 : il y 5 postes vacants à la Commission.

[1] *Personnes désignées sur un emploi professionnel de complexité expert ou émérite.*
[2] *Employés hors échelle.*

Annexe A

Nombre et répartition, par tranches d'âge, du personnel régulier masculin et féminin pour chacun des groupes cibles et par catégorie d'emploi au 28 février 2023

Catégories d'emplois	Groupes d'âge	Nombre total	Femmes		Hommes		Personnes handicapées		Communautés culturelles visées		Anglophones		Autochtones	
			Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Cadre	Moins de 35 ans	0	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
	35 ans et plus	1	1	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
	Sous-Total	1	1	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Professionnel	Moins de 35 ans	0	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
	35 ans et plus	11	10	90,91%	1	9,09%	0	0,00%	1	9,09%	0	0,00%	0	0,00%
	Sous-Total	11	10	90,91%	1	9,09%	0	0,00%	1	9,09%	0	0,00%	0	0,00%
Technicien	Moins de 35 ans	1	1	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	100,00%	0	0,00%	0	0,00%
	35 ans et plus	3	2	66,67%	1	33,33%	0	0,00%	1	33,33%	0	0,00%	0	0,00%
	Sous-Total	4	3	75,00%	1	25,00%	0	0,00%	2	50,00%	0	0,00%	0	0,00%
Personnel de bureau	Moins de 35 ans	0	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
	35 ans et plus	1	0	0,00%	1	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
	Sous-Total	1	0	0,00%	1	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Total		17	14	82,35%	3	17,65%	0	0,00%	3	17,65%	0	0,00%	0	0

Personnel régulier assujetti à la Loi sur la fonction publique.

Annexe B

Nombre total de jours de maladie et de jours de vacances pris par le personnel cadre au 28 février 2023

Catégorie d'emploi : Cadre

ANNÉE 2022-2023	
Jours de congé de maladie *	2,00

RÉPARTITION MENSUELLE

ANNÉE 2022-2023	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total
Jours de vacances	0,00	0,00	0,00	0,00	15,00	0,00	0,00	2,00	0,00	3,00	0,00	0,00	20,00

***Maladie et invalidité longue durée (codes SAGIP 120, 246, 248)**

Personnel, régulier et occasionnel, assujetti à la Loi sur la fonction publique

Annexe B

Nombre total de jours de maladie et de vacances pris ainsi que le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel professionnel au 28 février 2023

Catégorie d'emploi : Professionnel

ANNÉE 2022-2023	
Jours de congé de maladie *	180,31

RÉPARTITION MENSUELLE

ANNÉE 2022-2023	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total
Jours de vacances	5,00	1,50	22,50	24,25	115,00	15,00	2,50	0,00	12,00	11,25	0,00	5,00	214,00

ANNÉE 2022-2023	Total
Heures supplémentaires	
- réalisées :	68,08
- payées, remboursées :	1,25
- compensées :	66,83

***Maladie et invalidité longue durée (codes SAGIP 120, 246, 248)**
Personnel, régulier et occasionnel, assujetti à la Loi sur la fonction publique

Annexe B

Nombre total de jours de maladie et de jours de vacances ainsi que le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel technicien au 28 février 2023

Catégorie d'emploi : Technicien

ANNÉE 2022-2023	
Jours de congé de maladie *	19,57

RÉPARTITION MENSUELLE

ANNÉE 2022-2023	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total
Jours de vacances	0,00	1,00	8,00	7,00	22,00	2,00	1,00	0,00	11,00	6,00	0,00	0,00	58,00

ANNÉE 2022-2023	Total
Heures supplémentaires	
- réalisées :	0
- payées, remboursées :	0
- compensées :	0

***Maladie et invalidité longue durée (codes SAGIP 120, 246, 248)**
Personnel, régulier et occasionnel, assujetti à la Loi sur la fonction publique

Annexe B

Nombre total de jours de maladie et de jours de vacances ainsi que le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel de bureau au 28 février 2023

Catégorie d'emploi : Personnel de bureau

ANNÉE 2022-2023	
Jours de congé de maladie *	3,00

RÉPARTITION MENSUELLE

ANNÉE 2022-2023	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total
Jours de vacances	6,00	0,00	1,00	0,00	1,00	0,00	6,00	1,00	2,50	2,50	8,00	0,00	28,00

ANNÉE 2022-2023	Total
Heures supplémentaires	
- réalisées :	0
- payées, remboursées :	0
- compensées :	0

***Maladie et invalidité longue durée (codes SAGIP 120, 246, 248)**
Personnel, régulier et occasionnel, assujetti à la Loi sur la fonction publique

Annexe C

Répartition des réserves de congés de maladie et des jours de vacances
au 28 février 2023

Catégories d'emplois	Réserve de congés de maladie	Nombre total	Réserve de jours de vacances	Nombre total
Cadre	Moins de 10 jours	0	Moins de 10 jours	0
	10 à 50 jours	1	10 à 50 jours	1
	50 à 100 jours	0	50 à 100 jours	0
	100 jours et plus	0	100 jours et plus	0
	Sous-Total	1	*Sous-Total*	1
Professionnel	Moins de 10 jours	8	Moins de 10 jours	10
	10 à 50 jours	3	10 à 50 jours	1
	50 à 100 jours	0	50 à 100 jours	0
	100 jours et plus	0	100 jours et plus	0
	Sous-Total	11	*Sous-Total*	11
Technicien	Moins de 10 jours	2	Moins de 10 jours	4
	10 à 50 jours	2	10 à 50 jours	0
	50 à 100 jours	0	50 à 100 jours	0
	100 jours et plus	0	100 jours et plus	0
	Sous-Total	4	*Sous-Total*	4
Personnel de bureau	Moins de 10 jours	0	Moins de 10 jours	1
	10 à 50 jours	1	10 à 50 jours	0
	50 à 100 jours	0	50 à 100 jours	0
	100 jours et plus	0	100 jours et plus	0
	Sous-Total	1	*Sous-Total*	1

Personnel, régulier et occasionnel, assujetti à la Loi sur la fonction publique
Exclut les réserves à zéro

Annexe D

Répartition des postes et de l'effectif, par catégorie d'emploi
au 28 février 2023

	Nombre d'effectifs réguliers en poste				
Régions administratives	**Cadre**	**Professionnels**	**Techniciens**	**Personnel de bureau**	**Total**
Capitale-Nationale	1	11	4	1	17
Total	**1**	**11**	**4**	**1**	**17**

Personnel régulier assujetti à la Loi sur la fonction publique

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

a) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
b) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
c) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

RÉPONSE

a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

b) 6 remplacements.

c) Il y a 14 retraités de la fonction publique qui ont été engagés pour un ou des contrats occasionnels au Ministère pour l'année 2022-2023.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

a) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2022-2023 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
b) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2022-2023 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
c) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2022-2023 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

RÉPONSE

Pour 2022-2023:

a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

b) Aucun.

c) Aucun.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de :

d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

RÉPONSE

Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats du 1er avril 2022 au 28 février 2023 : 8 retraités.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :

a) l'emplacement de la location;

b) la superficie totale pour chaque local loué;

c) le coût total de ladite location;

d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;

e) la durée du bail;

f) propriétaire de l'espace loué;

g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.

h) la superficie totale réellement occupée;

i) la superficie inoccupée;

j) le coût de location au mètre carré;

k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

RÉPONSE

Voir l'annexe à la page suivante

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).
https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/enseignement-superiaeur/acces-information/frais-depenses-2022-2023

ANNEXE

Liste des ententes d'occupations avec la SQI pour les espaces occupés par le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Enseignement supérieur

Enseignement supérieur

Emplacement	Superficie totale (mètre carré)	Coût de location annuel	Propriétaire	Coût d'aménagement depuis le 1er avril 2022			
				Déménagement-Manutention/ partagé MEQ-MES	*Travaux-SQI*	*Travaux-Autres*	*Total*
100, rue Laviolette, Trois-Rivières	458	92 425,59 $	Entente SQI			1 250,00 $	1 250,00 $
1035, rue De La Chevrotière, Québec	41 378	12 451 329,36 $	Entente SQI	127 911,94 $	42 172,36 $	13 495,60 $	183 579,90 $
1175, rue Lavigerie, Québec	1 165	323 086,97 $	Entente SQI		899,68 $		899,68 $
600, rue Fullum, 11e étage, Montréal	539	93 366,34 $	Entente SQI				
150, boulevard René-Lévesque Est, Québec	2 200	677 176,91 $	Entente SQI			167,50 $	167,50 $
1001, boulevard Crémazie Est, Montréal	562	44 555,14 $	Entente SQI				
1515, avenue D'Estimauville, Québec	2 082	347 636,16 $	Entente SQI				
1200, rue Taillon, Québec	2 433	298 633,40 $	Entente SQI				
500, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal	1478	681 622,99 $	Entente SQI				
1126, Grande Allée Ouest, Québec	819	245 225,35 $	Entente SQI				
600, rue Fullum, Montréal	6 495	1 099 019,93 $	Entente SQI	27 392,05 $	3 684,45 $	9 099,19 $	40 175,69 $
888, rue St-Jean, 4e étage, Québec	1 046	333 073,77 $	Entente SQI	360,58 $			360,58 $
TOTAL	**60 655 m²**	**16 687 151,91 $**		**155 114,07 $**	**46 756,49 $**	**24 012,29 $**	**225 882,85 $**

Le Ministère occupe les espaces via des ententes avec la SQI. Dans ces ententes, il n'y a pas de durée de bail ni de coût de résiliation.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :

a) l'emplacement de la location;
b) la superficie totale pour chaque local loué;
c) le coût total de ladite location;
d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
e) la durée du bail;
f) propriétaire de l'espace loué;
g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
h) la superficie totale réellement occupée;
i) la superficie inoccupée;
j) le coût de location au mètre carré;
k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse;

RÉPONSE

Le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études ne loue pas de locaux. Il occupe un espace à bureau au 600, rue Fullum à Montréal**.** Le loyer est assumé par le ministère.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27). A-2.1, r. 2 - Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (gouv.qc.ca)

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :

a) l'emplacement de la location;
b) la superficie totale pour chaque local loué;
c) le coût total de ladite location;
d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
e) la durée du bail;
f) propriétaire de l'espace loué;
g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
h) la superficie totale réellement occupée;
i) la superficie inoccupée;
j) le coût de location au mètre carré;
k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;

RÉPONSE

La Commission d'évaluation de l'enseignement collégial occupe un espace à bureau dans un immeuble appartenant au Groupe Mach Inc., situé au 888, rue St-Jean, bureau 400, 4e étage à Québec. Le loyer est assumé par le ministère de l'Éducation.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27). http://www.ceec.gouv.qc.ca/accueil/transparence/

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :

a) l'emplacement de la location;
b) la superficie totale pour chaque local loué;
c) le coût total de ladite location;
d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
e) la durée du bail;
f) propriétaire de l'espace loué;
g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
h) la superficie totale réellement occupée;
i) la superficie inoccupée;
j) le coût de location au mètre carré;
k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;

RÉPONSE

Aucun bail pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de l'ITHQ en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).
http://www.ithq.qc.ca/depenses/

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :

a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
b) La valeur estimée de ceux-ci;
c) Les coûts d'entretien annuel;
d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :
a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
b) La valeur estimée de ceux-ci;
c) Les coûts d'entretien annuel;
d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :

a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
b) La valeur estimée de ceux-ci;
c) Les coûts d'entretien annuel;
d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

RÉPONSE

La Commission d'évaluation de l'enseignement collégial n'a aucun actif immobilier excédentaire pour l'année financière 2022-2023.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :

a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
b) La valeur estimée de ceux-ci;
c) Les coûts d'entretien annuel;
d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

RÉPONSE

En 2022-2023, l'ITHQ ne détenait aucun actif immobilier excédentaire.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour la direction générale du Ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :
a) les dates des travaux;
b) les coûts;
c) le nom de la ou des firmes ayant effectué lestravaux.

RÉPONSE

Enseignement supérieur

Emplacement	Mandat donné à la Société québécoise des infrastructures	Coût
1035, rue De La Chevrotière, Québec	Travaux abandon tapis	890,68 $
	Travaux ébénisterie	95,00 $
600, rue Fullum, Montréal	Travaux électriques et réseau (1 demande)	904,54 $
	Travaux de serrurerie	1 342,00 $

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

a) les dates des travaux;
b) les coûts;
c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

RÉPONSE

Aucun déménagement ni travaux d'aménagement.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

a) les dates des travaux;
b) les coûts;
c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

RÉPONSE

Aucun déménagement ni travaux d'aménagement ou rénovation n'ont été effectués au cours de l'année financière 2022-2023.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

a) les dates des travaux;
b) les coûts;
c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

RÉPONSE

Pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023

b) les coûts : Aucun

c) nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux : sans objet.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu :

a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
b) le titre de la fonction;
c) l'adresse du port d'attache;
d) la masse salariale totale par cabinet;
e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
f) la prime de départ versée, le cas échéant;
g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
h) la description de tâches;
i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023;
j) le nombre total d'employés au cabinet;
k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État

RÉPONSE

Voir les tableaux ci-joints.

Personnel de cabinet de la ministre Pascale Déry
Du 20 octobre 2022 au 28 février 2023

Nom	Prénom	Titre de la fonction	Port d'attache
Leon	Atïm	Directeur de cabinet	Montréal
Navel	Christophe	Conseiller politique	Québec
Pessenti	Frédérik	Conseiller politique	Montréal
Lambert	Jean-Christophe	Conseiller politique	Montréal
Savignac	Simon	Conseiller politique	Montréal
Dudas	Adriana	Conseillère politique	Montérégie
St-Hilaire	Lyann	Conseillère politique	Québec
Smaïri	Atika	Attachée politique ou personnel professionnel	Québec
Hénault	Cécile	Attachée politique ou personnel professionnel	Montérégie
Locas	Vincent	Attachée politique ou personnel professionnel	Montérégie
De Marbre	Ghislaine	Employée de soutien	Montérégie
Hutchinson	Suzanne	Employée de soutien	Montérégie

Masse salariale autorisée du cabinet ministériel : 808 000 $

Personnel de cabinet de la ministre Danielle McCann
Du 1 avril 2022 au 19 octobre 2022

Nom	Prénom	Titre de la fonction	Port d'attache
Descroix	Nicolas	Directeur de cabinet	Montréal
Desrochers-Galipeau	Isabelle	Conseillère politique	Montréal
Gaucher	Ève	Attachée politique	Québec
Laberge	Normand	Attaché politique	Montérégie
Duclos-Marotte	Ginette	Attachée politique	Montérégie
Hutchinson	Suzanne	Employée de soutien	Montérégie
Brassard	Alexandre	Conseiller politique	Québec
Harvey	Marie-Josée	Attachée politique	Québec
Chamula-Pellerin	Valérie	Conseillère politique	Québec
Duhoux	Amélie	Attachée politique	Québec

Masse salariale autorisée du cabinet ministériel : 724 000 $

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
b) la circonscription électorale;
c) le montant attribué;
d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (Art. 4, paragraphe 26).

https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/enseignement-superieur/acces-information/frais-depenses-2022-2023

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
b) la circonscription électorale;
c) le montant attribué;
d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'ITHQ en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 26). http://www.ithq.qc.ca/depenses/ .

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

a) le nom de la personne;
b) le poste occupé;
c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
e) la date de l'assignation hors structure;
f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
g) les prévisions pour 2023-2024.

RÉPONSE

Tout le personnel hors structure occupe un poste ou exerce des fonctions au sein du Ministère ou dans d'autres organisations en 2022-2023.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

a) le poste initial;
b) le salaire;
c) le poste actuel, s'il y a lieu;
d) la date de la mise en disponibilité;
e) les prévisions pour 2023-2024.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

a) le poste initial;
b) le salaire;
c) le poste actuel, s'il y a lieu;
d) la date de la mise en disponibilité;
e) les prévisions pour 2023-2024.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant:

a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
b) par catégorie d'âge;
c) prévisions pour 2023-2024.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant:

a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
b) par catégorie d'âge;
c) prévisions pour 2023-2024.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant:

a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
b) par catégorie d'âge;
c) prévisions pour 2023-2024.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

a) le nom de la personne;
b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
d) l'assignation initiale;
e) l'assignation actuelle;
f) la date de l'assignation hors structure;
g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

RÉPONSE

Le Ministère a une employée rémunérée, affectée à un organisme public.

b) Chargée de mission – Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ);
c) Son salaire de base est de 187 521 $;
d) Ministère de la Culture et des Communications – sous-ministre adjointe aux politiques, au patrimoine, à la muséologie et aux communications;
e) Administratrice d'État II en prêt de services (chargée de mission à l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec);
f) 9 novembre 2020;
g) 8 novembre 2023.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du Ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :

a) le coût de chacun;
b) le fournisseur;
c) la nature du service;
d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

RÉPONSE

La liste de tous les abonnements du Ministère et le coût de chacun du 1er avril 2022 au 28 février 2023 est la suivante :

Fournisseur	**Montant**
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	10 952,45 $

L'information fournie inclut le cabinet ministériel.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :

a) le coût de chacun;
b) le fournisseur;
c) la nature du service.
d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

RÉPONSE

Le CCAFE est abonnée au journal Le Devoir :

a) 19,26 $ mensuellement, à partir du mois de janvier 2023.
b) Le Devoir
c) Abonnement virtuel

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :

a) le coût de chacun;
b) le fournisseur;
c) la nature du service;
d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

RÉPONSE

Les abonnements pris en 2022-2023 sont les suivants :

Nature du service	Fournisseur	Coût de chacun
Bulletin électronique sur une base quotidienne	AMEQ en ligne (Jaguar Média Inc.)	1 983,32 $
Abonnement annuelle / licence d'utilisation	Le courrier parlementaire	2 414,48 $
Périodique trimestriel et accès à des données pour les abonnés	INQAAHE (International Network for Qualité Assurance Agencies in Higher Education)	891,50 $
Service de sondages en ligne	Survey Monkey	413,91 $

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le Ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'évènements sportifs et culturels, les billets d'évènements et de conférences organisés par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

RÉPONSE

Aucun déboursé n'a été fait en 2022-2023 pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'évènements sportifs et culturels, les billets d'évènements et de conférences organisés par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et aucun frais payé afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

RÉPONSE

Aucun montant déboursé en 2022-2023.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

RÉPONSE

Aucun montant n'été déboursé au cours de l'année financière 2023-2024.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

a) le nom du site Web;
b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
c) les coûts de construction du site;
d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
h) la fréquence moyenne de mise à jour;
i) le responsable du contenu sur le site.

RÉPONSE

a) Le nom du site Web

Certains contenus de l'Enseignement supérieur sont toujours hébergés sur le site institutionnel http://www.education.gouv.qc.ca/. La plupart des contenus de l'Enseignement supérieur ont été migrés vers la plateforme gouvernementale Québec.ca. Ce projet s'est amorcé dès la création du ministère. Québec.ca est sous la responsabilité du Secrétariat à la communication gouvernementale, en collaboration avec les ministères et organismes.

Les contenus informationnels du site de l'Aide financière aux études (AFE) sont sur Québec.ca : https://www.quebec.ca/education/aide-financiere-aux-etudes/ depuis juin 2020.

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site

Sites créés à l'interne.

c) Les coûts de construction du site

Nul pour le site institutionnel du Ministère.

La migration des contenus de l'AFE vers la plateforme de Québec.ca a été réalisée à l'interne, à coût nul. Des frais ont été déboursés pour la réécriture de certains contenus (voir question e).

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

Pour le site institutionnel du Ministère :

- L'hébergement se fait à l'interne;
- Aucuns frais n'ont été déboursés par la Direction générale des communications pour l'entretien, outre le nom de domaine (voir question j);
- La mise à jour s'effectue à l'interne.

Pour l'AFE :

- L'hébergement est fait par le Secrétariat à la communication gouvernementale (SCG);
- Aucuns frais n'ont été déboursés par la Direction générale des communications pour l'entretien, outre le nom de domaine (voir question j);
- La mise à jour s'effectue à l'interne.

e) <u>Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)</u>

Pour le site institutionnel, aucune modernisation ou refonte n'a été faite. La Direction générale des communications n'a déboursé aucuns frais pour l'ajout de contenus dans Québec.ca.

j) <u>Les coûts liés à la réservation de noms de domaine</u>

L'acquisition des noms de domaine passe obligatoirement par l'ITQ pour le site institutionnel. Le coût mensuel par nom de domaine est de 10,35 $ / mois :

Pour le domaine « Éducation » : 10,35 $ x 12 = 124,20 $ par année
Pour le domaine « AFE » : 10,35 $ x 12 = 124,20 $ par année

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
a) le nom du site Web;
b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
c) les coûts de construction du site;
d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
h) la fréquence moyenne de mise à jour;
i) le responsable du contenu sur le site.

RÉPONSE

Pour 2022-2023:

a) Site Web : https://www.quebec.ca/gouv/ministere/enseignement-superieur/organismes-lies/comite-consultatif-sur-laccessibilite-financiere-aux-etudes-ccafe/

b) Direction des communications

c) Aucun coût de construction en 2022-2023.

d) Coût assumé par le ministère de l'Enseignement supérieur

e) Coût assumé par le ministère de l'Enseignement supérieur

f) Coût assumé par le ministère de l'Enseignement supérieur

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

a) le nom du site Web;
b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
c) les coûts de construction du site;
d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
h) la fréquence moyenne de mise à jour;
i) le responsable du contenu sur le site

RÉPONSE

a. Nom du site : Commission d'évaluation de l'enseignement collégial du Québec adresse : **www.ceec.gouv.qc.ca**

b. Le site actuel a été conçu par le MCN (à l'époque CSPQ), en collaboration avec la CEEC.

c. Aucun coût de construction en 2022-2023.

d. Pour 2022-2023, le coût d'hébergement et d'entretien de ce site s'élève à 3 811,42 $. La mise à jour est effectuée à l'interne.

e. Pour 2022-2023, il n'y a pas eu des coûts liés à la modernisation ou de refonte pour le site web.

g. Aucun coût n'a été engagé pour la réservation de noms de domaine pour l'année 2022-2023.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par le Ministère pour les tournées, les visites ou les rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

a) les régions et les villes visitées;
b) les personnes rencontrées;
c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
d) les raisons du déplacement;
e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
f) les coûts ventilés;
g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

RÉPONSE

Voici le détail des dépenses effectuées par le Ministère pour les tournées, les visites ou les rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec en annexe 1.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (Art. 4, paragraphe 18).
https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/enseignement-superieur/acces-information/frais-depenses-2022-2023

QG-ES-27
Annexe 1

Ministère de l'Enseignement supérieur
Québec ent au Québec

DÉPENSES LIÉES À DES PERSONNES

2022 à Février 2023

Avril

McCann, Danielle
Ministre

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Frais d'hébergement	Frais de repas	Allocation forfaitaire	Autres frais inhérents	
							Montant	Description
Annonce de la décentralisation vers l'Université du Québec à Rimouski du programme de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal.	2022-05-23	Rimouski		112,82 $				

Déry, Pascale
Ministre

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Frais d'hébergement	Frais de repas	Allocation forfaitaire	Autres frais inhérents	
							Montant	Description
Rencontres diverses	2023-02-20	Sherbrooke		185,27 $				

Leon, Atim
Directeur de cabinet

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Frais d'hébergement	Frais de repas	Allocation forfaitaire	Autres frais inhérents	
							Montant	Description
Rencontres diverses	2022-10-25 au 2022-10-27	Québec et Montréal	226,52 $					

QG-ES-27
Annexe 1

Ministère de l'Enseignement supérieur
Québec ent au Québec

DÉPENSES LIÉES À DES PERSONNES

2022 à Février 2023

Avril

Rencontres diverses	2022-11-01 au 2022-11-03	Québec et Montréal	226,52 $					
Rencontres diverses	2022-11-08 au 2022-11-10	Québec et Montréal	252,17 $					
Rencontres diverses	2022-11-22 au 2022-11-24	Québec et Montréal	284,70 $					
Rencontres diverses	2022-11-29 au 2022-12-02	Québec et Montréal	252,17 $					
Rencontres diverses	2022-12-06 au 2022-12-09	Québec et Montréal	252,17 $					
Rencontres diverses	2023-01-11 au 2023-01-12	Québec et Montréal	252,17 $					
Rencontres diverses	2023-02-02	Québec et Montréal	233,75 $					
Rencontres diverses	2023-02-07	Québec et Montréal	226,52 $					

De Blois, Paule

Sous-Ministre

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Frais d'hébergement	Frais de repas	Allocation forfaitaire	Autres frais inhérents	
							Montant	Description
Rencontres diverses	2022-04-19 au 2022-06-10	Montréal	792,52 $			594,73 $		
Rencontres diverses	2022-04-21	Montréal	69,51 $					
Rencontres diverses	2022-04-28	Montréal	233,87 $			39,85 $		

QG-ES-27
Annexe 1

Ministère de l'Enseignement supérieur
Québec ent au Québec

DÉPENSES LIÉES À DES PERSONNES

2022 à Février 2023

Avril

Rencontres diverses	2022-06-29 au 2022-06-30	Montréal	291,59 $			174,50 $		
Rencontres diverses	2022-08-25	Montréal	287,73 $	237,32 $				
Rencontres diverses	2022-09-13 au 2022-09-16	Chicoutimi	245,29 $	211,14 $	87,84 $	10,08 $		
Rencontres diverses	2022-09-22	Montréal	24,19 $			118,66 $		
Rencontres diverses	2022-10-06	La Pocatière et Rivière-du-Loup				17,92 $		
Rencontres diverses	2022-10-12	Sherbrooke-Thetford	17,92 $			218,46 $		
Rencontres diverses	2022-11-07	Montréal	271,49 $		11,40 $			
Rencontres diverses	2022-11-10	Québec	13,54 $		14,15 $			
Rencontres diverses	2022-11-17	Montréal	13,54 $			118,66 $		
Rencontres diverses	2022-11-22 au 2022-11-25	Montréal	53,49 $			237,32 $		
Rencontres diverses	2023-01-16 au 2023-01-17	Montréal	52,81 $			118,66 $		

QG-ES-27
Annexe 1

Ministère de l'Enseignement supérieur
Québec ent au Québec

DÉPENSES LIÉES À DES PERSONNES

2022 à Février 2023

Avril

McCann, Danielle
Ministre

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Frais d'hébergement	Frais de repas	Allocation forfaitaire	Autres frais inhérents	
							Montant	Description
Annonce de la décentralisation vers l'Université du Québec à Rimouski du programme de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal.	2022-05-23	Rimouski		112,82 $				

Déry, Pascale
Ministre

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Frais d'hébergement	Frais de repas	Allocation forfaitaire	Autres frais inhérents	
							Montant	Description
Rencontres diverses	2023-02-20	Sherbrooke		185,27 $				

Leon, Atim
Directeur de cabinet

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Frais d'hébergement	Frais de repas	Allocation forfaitaire	Autres frais inhérents	
							Montant	Description
Rencontres diverses	2022-10-25 au 2022-10-27	Québec et Montréal	226,52 $					

QG-ES-27
Annexe 1

Ministère de l'Enseignement supérieur
Québec ent au Québec

DÉPENSES LIÉES À DES PERSONNES

2022 à Février 2023

Avril

Rencontres diverses	2022-11-01 au 2022-11-03	Québec et Montréal	226,52 $					
Rencontres diverses	2022-11-08 au 2022-11-10	Québec et Montréal	252,17 $					
Rencontres diverses	2022-11-22 au 2022-11-24	Québec et Montréal	284,70 $					
Rencontres diverses	2022-11-29 au 2022-12-02	Québec et Montréal	252,17 $					
Rencontres diverses	2022-12-06 au 2022-12-09	Québec et Montréal	252,17 $					
Rencontres diverses	2023-01-11 au 2023-01-12	Québec et Montréal	252,17 $					
Rencontres diverses	2023-02-02	Québec et Montréal	233,75 $					
Rencontres diverses	2023-02-07	Québec et Montréal	226,52 $					

De Blois, Paule

Sous-Ministre

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Frais d'hébergement	Frais de repas	Allocation forfaitaire	Autres frais inhérents	
							Montant	Description
Rencontres diverses	2022-04-19 au 2022-06-10	Montréal	792,52 $			594,73 $		
Rencontres diverses	2022-04-21	Montréal	69,51 $					
Rencontres diverses	2022-04-28	Montréal	233,87 $			39,85 $		

QG-ES-27
Annexe 1

Ministère de l'Enseignement supérieur
Québec ent au Québec

DÉPENSES LIÉES À DES PERSONNES

2022 à Février 2023

Avril

Rencontres diverses	2022-06-29 au 2022-06-30	Montréal	291,59 $			174,50 $		
Rencontres diverses	2022-08-25	Montréal	287,73 $	237,32 $				
Rencontres diverses	2022-09-13 au 2022-09-16	Chicoutimi	245,29 $	211,14 $	87,84 $	10,08 $		
Rencontres diverses	2022-09-22	Montréal	24,19 $			118,66 $		
Rencontres diverses	2022-10-06	La Pocatière et Rivière-du-Loup				17,92 $		
Rencontres diverses	2022-10-12	Sherbrooke-Thetford	17,92 $			218,46 $		
Rencontres diverses	2022-11-07	Montréal	271,49 $		11,40 $			
Rencontres diverses	2022-11-10	Québec	13,54 $		14,15 $			
Rencontres diverses	2022-11-17	Montréal	13,54 $			118,66 $		
Rencontres diverses	2022-11-22 au 2022-11-25	Montréal	53,49 $			237,32 $		
Rencontres diverses	2023-01-16 au 2023-01-17	Montréal	52,81 $			118,66 $		

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 :

a) le détail des mandats;
b) le coût (déplacements, etc.);
c) le nombre de ressources affectées;
d) le nombre de rencontres;
d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
f) l'objet;
g) les dates.

RÉPONSE

Adjoint parlementaire	Mandat	Coût
Mario Asselin	Adjoint parlementaire de la ministre de L'Enseignement supérieur	-

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Nº : ES-30

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du Ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du Ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.

RÉPONSE

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du Ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.

RÉPONSE

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du Ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.

RÉPONSE

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.

RÉPONSE

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor pour 2022-2023 et prévision pour 2023-2024.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autres, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

RÉPONSE

Transfert du gouvernement fédéral – budget de dépenses

	Préliminaire 2022-2023 (en k$)
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	9 214,8
Formation dans les pénitenciers fédéraux (collégial)	194,6
Programme d'infrastructure investir dans le Canada - Infrastructure de la résilience à la COVID-19	60 358,6
Total	**69 768,0**

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

RÉPONSE

Le Comité n'a reçu aucune somme en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement pour l'année financière 2022-2023.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition de l'opposition

---

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

RÉPONSE

Aucune somme n'a été reçue en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement au cours de l'année financière 2022-2023.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

RÉPONSE

Gouvernement du Canada

Subventions pour des projets de recherche reçues en 2022-2023 :

Facteurs multisensoriels (deuxième versement)	41 312 $
Facteurs multisensoriels MONVILLE (deuxième versement)	23 903 $
Champignons en restauration (deuxième versement)	34 757 $
PRAT-Innovation en restauration	300 000 $

TABLE DES MATIÈRES
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition Adressée à tous les ministères et organismes gouvernementaux

---

34. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

35. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

36. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

37. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

38. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

39. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

40. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

    a) la dépense totale (opération et capital) ;

    b) les grands dossiers en cours ;

    c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ;

    d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ;

    e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

42. Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

   f) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;

   g) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;

43. Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

   h) La date ;

   i) La nature ;

   j) Les questions posées ;

   k) Les réponses ;

   l) La firme retenue ;

   m) Les coûts.

44. Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

   n) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;

   o) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

45. Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

46. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région:

   p) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023;

   q) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination;

   r) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

47. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024;

48. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de développement durable

49. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022;

50. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse;

51. Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :

s) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;

t) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;

u) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;

v) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;

w) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.

52. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

53. Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :

x) Les sommes dépensées;

y) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE)

z) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

54. Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :

aa) Copie du contrat;

bb) Date de fin prévue du contrat;

cc) Valeur prévue du contrat;

dd) Sommes dépensées à ce jour.

55. Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :

ee) Copie du contrat;

ff) Date de fin prévue du contrat;

gg) Valeur prévue du contrat;

hh) Sommes dépensées à ce jour.

56. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

ii) Nombre de stagiaires reçus;

jj) Heures de stages effectuées;

kk) Rémunération totale déboursée.

57. Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans

58. Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

59. Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entrainées par la pandémie de Covid-19.

60. Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.

61. Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

62. Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

63. Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

64. Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

65. Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

66. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

ll) le nombre d'autorisations;

mm) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;

nn) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;

oo) le montant accordé;

pp) les motifs de la demande;

67. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023 :

qq) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;

rr) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article;

ss) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;

tt) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

68. Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

uu) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;

vv) fournir la liste des salaires versés.

69. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE

Pour l'année financière 2022-2023, aucune prime au rendement, aucun boni n'a été versé pour les différentes catégories d'emplois.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE

Aucune prime au rendement ni boni n'a été versé.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE

Aucun montant n'a été versé pour des primes au rendement et des bonis au cours de l'année financière 2022-2023.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE

Aucune prime au rendement et aucun boni n'ont été versés pour l'année 2022-2023.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023, le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

RÉPONSE

En 2022-2023, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

Il n'y a eu aucune prime de départ pour l'année 2022-2023 pour le personnel régulier assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

Aucune prime de départ ou montant pour bris de contrat n'a été versé en 2022-2023.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

Deux primes de départ (allocations de transition obtenues aux termes de contrats) ont été versées au cours de l'année financière 2022-2023 dans la catégorie hors-cadre pour un montant total de 63 352,82 $. Aucun montant n'a été versé pour bris de contrat.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

a) la dépense totale (opération et capital);
b) les grands dossiers en cours;
c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

RÉPONSE

a) Le tableau ci-dessous présente les sommes dépensées (opération et capital) qui couvrent la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023 :

Sommes dépensées 2022-2023 (k$)	
Opération (Fonctionnement)	**Capital (Investissement)**
5 141,6	2 112,4

b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site internet : https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/)

d), e) La réponse à ces questions sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

a) la dépense totale (opération et capital);
b) les grands dossiers en cours;
c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

RÉPONSE

a) Les ressources informatiques sont fournies en fonction d'une entente entre le Comité et le Ministère, laquelle stipule qu'elles sont incluses dans le budget du Ministère.

b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.cq

d), e) La réponse à ces questions sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition de l'opposition

---

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

a) la dépense totale (opération et capital);
b) les grands dossiers en cours;
c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

RÉPONSE

a. La dépense totale au cours de l'année financière 2022-2023 est de 45 444,40 $.

b. Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet - https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca.

Pour les sous-question d) et e), la réponse sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

RÉPONSE

a) La dépense totale relative au paiement des cotisations à une association au 28 février 2023 est de 2 549,43 $.

b) La liste est la suivante :

- Public risk Management Association (PRIMA)
- Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT)
- Groupe des responsables en analyse et en évaluation de programme (GRAEP)

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

RÉPONSE

Le Comité n'a engagé aucune dépense en paiement de cotisation à une association professionnelle pour l'année 2022-2023.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

RÉPONSE

La Commission n'a engagé aucune dépense pour le paiement de cotisations à des associations, ordres ou corporations professionnels au cours de l'année financière 2022-2023.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

RÉPONSE

a) En 2022-2023, la dépense totale relative au paiement des cotisations est de 7 316,94 $.

b) Liste des associations auxquelles des cotisations ont été payées en 2022-2023 :

Organismes
Conseil de réglementation des consultants en immigration du Canada
Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec (CBPQ)
Barreau du Québec
Ordre des comptables professionnels agréés
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés

c) En 2022-2023, 7 personnes ont bénéficié du paiement des cotisations.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

a) La date;
b) La nature;
c) Les questions posées;
d) Les réponses;
e) La firme retenue;
f) Les coûts.

RÉPONSE

- Firme Léger Markering (Évaluation pré-campagne sur l'accessibilité en enseignement supérieur), au coût de 16 415 $.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

a) La date;
b) La nature;
c) Les questions posées;
d) Les réponses;
e) La firme retenue;
f) Les coûts.

RÉPONSE

Le Comité n'a réalisé ni sondage, ni enquête d'opinion en 2022-2023.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :
a) La date;
b) La nature;
c) Les questions posées;
d) Les réponses;
e) La firme retenue;
f) Les coûts.

RÉPONSE

e) En 2022-2023, la Commission a réalisé des sondages à l'aide de l'outil en ligne de Survey Monkey.

f) Le coût total lié à ces sondages est de 413,91 $.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant;

RÉPONSE

Pour l'année 2022-2023 :

a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant

Dépenses publicitaires	**Pourcentage des dépenses** publicitaires - médias communautaires	**Montant**
Promotion de l'Aide financière aux études	3,0 %	2 731,97 $*
Promotion du programme de bourses Perspective Québec	4,0 %	4 500 $

*Dans ce cas précis, ce montant est également compris dans le placement Internet.

b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant

Dépenses publicitaires	**Pourcentage des dépenses publicitaires - Internet et médias sociaux**	**Montant**
Concours Chapeau, les filles ! et son volet Excelle science	84,85 %	5 757,64 $
Promotion du programme de bourses Perspective Québec	88,11 %	76 806,23 $
Promotion des Bourses Parcours	100 %	37 113,99 $
Promotion de l'Aide financière aux études	100 %	89 009,34 $
Promotion de l'offre éducative québécoise à l'international	90,83 %	149 200,4 $
Placements sponsorisés dans les réseaux sociaux - Facebook	100 %	500 $

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;

b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

RÉPONSE

Le Comité n'a engagé aucune dépense publicitaire en 2022-2023.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;
b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

RÉPONSE

Aucune dépense publicitaire n'a été réalisée au cours de l'année financière 2022-2023.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour toutes les dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;
b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

RÉPONSE

Pour l'année 2022-2023 :

a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant :

- compte tenu des objectifs de recrutement d'étudiants et des cibles, aucune dépense n'a été effectuée dans un média communautaire.

b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant :

- 66,1 % ; 283 303 $.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

RÉPONSE

Aucun montant n'a été dépensé en 2022-2023.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

RÉPONSE

Aucune dépense n'a été engagée.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

RÉPONSE

La Commission n'a effectué aucune dépense à cet effet en 2022-2023.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023;
b) nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination;
c) nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante : https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2020-2023 :

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2020-2023 question identique à celle qui a été transmise au Ministère.

RÉPONSE

La *Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale* (RLRQ, chapitre E20.1) (ci-après Loi) énonce les responsabilités générales des ministères et des organismes publics à l'égard de ces personnes. Ainsi, elle prévoit que chaque ministère ou organisme public qui emploie au moins 50 personnes, à l'exception notamment des établissements d'enseignement, doit produire et rendre publique annuellement une mise à jour du plan d'action visant à donner aux personnes handicapées un meilleur accès aux documents et aux services qu'il offre.

C'est en regard de cette loi que le Plan d'action à l'égard des personnes handicapées (PAPH) 2020-2023 témoigne de la volonté du ministère de l'Enseignement supérieur (MES) à contribuer à la pleine participation de ces personnes à la société québécoise. Le PAPH 2020-2023 présente les mesures que le ministère prend pour favoriser le développement du plein potentiel des personnes handicapées, respectueux des besoins des personnes et de leurs conditions, et ce, par secteur d'activité. Il s'accompagne d'une mise à jour qui précise les actions priorisées chaque année contribuant également à l'atteinte des défis et des résultats attendus de la politique *À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité* ainsi que d'un bilan annuel présentant les résultats atteints durant l'année. L'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) soutient et conseille le MES dans le cadre de ces exercices.

Le PAPH 2020-2023 compte plus de 25 actions et n'est pas assorti d'un financement spécifique. Néanmoins, pour l'année 2022-2023, des sommes totalisant 51,2 M$ ont été investies auprès des établissements d'enseignement supérieur aux fins de la mise en œuvre de deux des actions qui y sont prévues. Ces sommes se répartissent comme suit :

Action prévue au PAPH 2020-2023	**Provenance de l'allocation**	**Somme investie en 2022-2023**
Soutien financier aux établissements d'enseignement collégial et universitaire pour l'organisation et l'offre de services aux personnes étudiantes en situation de handicap	Régimes budgétaires et financiers 2022-2023	35,0 M$ (16,5 M$ pour le collégial public; 2,8 M$ pour le collégial privé subventionné; 15,7 M$ pour l'universitaire) De plus, le Ministère finance les centres collégiaux de soutien à l'intégration (CCSI) qui ont comme mandat d'accompagner les cégeps et les collèges privés subventionnés pour l'organisation et la prestation de services auprès des ESH via une entente pluriannuelle.
Soutien financier aux établissements d'enseignement collégial en vue de libérer le personnel enseignant de sa charge d'enseignement, notamment pour qu'il offre un encadrement ou un accompagnement individualisé, conçoive des activités pédagogiques adaptées, mette sur pied des projets mobilisateurs, adapte des activités pédagogiques ou du matériel d'apprentissage en fonction de pratiques pédagogiques inclusives, dont la conception universelle de l'apprentissage	Régimes budgétaires et financiers 2022-2023	16,2 M$ (14,9 M$ pour le collégial public; 1,3 M$ pour le collégial privé)

La mise à jour annuelle 2022-2023 du Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2020-2023 ainsi que le bilan annuel 2021-2022 sont disponible sur le site Internet du ministère à l'adresse suivante : https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/enseignement-superieur/publications

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024;

RÉPONSE

Le total des sommes investies en 2022-2023 est de : 293 247 $.

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet de l'ITHQ. https://www.ithq.qc.ca/institut/actualites/article/plan-daction-a-legard-des-personnes-handicapees/.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020 :

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de développement durable.

RÉPONSE

Le Plan d'action de développement durable (PADD) 2022-2023 du ministère de l'Enseignement supérieur (MES) comporte huit (8) actions distinctes :

1. Obtenir le portrait des acquisitions responsables du Ministère
2. Développer, en concertation avec les employés, une culture organisationnelle de gestion des matières résiduelles
3. Appliquer le processus organisationnel de prise en compte des principes de développement durable illustré dans la règle de gestion
4. Mettre en place un lieu d'échanges en développement durable avec les instances représentatives des réseaux de l'enseignement supérieur et le Ministère
5. Appliquer le volet soutien financier durable du processus organisationnel de prise en compte des principes de développement durable illustré dans la règle de gestion
6. Soutenir le développement de comportements responsables à l'égard de l'usage de substances (alcool et drogues) sur les campus collégiaux et universitaires ainsi que la réduction des méfaits associés
7. Soutenir la recherche-action visant à développer et à identifier des outils et de bonnes pratiques pour favoriser le déploiement de la pédagogie extérieure dans les campus collégiaux et universitaires
8. Appuyer financièrement des initiatives jeunesses dans leur projet de lutte contre les changements climatiques au sein de leur communauté ou leur établissement d'enseignement

Aucune ressource financière n'a été engagée dans la réalisation des cinq premières mesures.
Les mesures 6-7-8 sont financées par le Plan gouvernemental en prévention de la santé, le Plan d'action en santé mentale de l'enseignement supérieur et le Plan d'action jeunesse.

L'ensemble de ces 8 mesures sont terminées et leurs objectifs sont atteints ou en voie de l'être.

Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site Internet du ministère : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/education/publications-adm/enseignement-superieur/plan-action-dev-durable/MES-plan-action-dev-durable-2022-2023.pdf

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022.

RÉPONSE

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :

a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;
b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;
d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.

RÉPONSE

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :
a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;
b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;
d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes. Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante:https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :

a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;
b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;
d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
e) Nombre d'employés en bénéficiant: 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.

RÉPONSE

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante:
https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

RÉPONSE

Le 16 février 2021, le gouvernement a mis en œuvre une mesure de compensation financière, soit un montant maximal unique non récurrent de 400 $ pour les employés en télétravail. Cette mesure vise à leur permettre d'aménager leur poste de travail à domicile de manière à favoriser leur santé, leur sécurité et leur efficacité.

Le 1er janvier 2023, les gouvernements fédéral et provincial ont mis fin à l'exemption fiscale mise en place durant l'urgence sanitaire. Ainsi, tous les achats effectués à compter de cette date sont considérés comme un avantage imposable sur lequel certaines déductions doivent être prélevées.

Les sommes dépensées par le MES en date du 28 février 2023 sont de 4 146,65 $.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

RÉPONSE

Aucune somme n'a été dépensée en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail en 2022-2023.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

RÉPONSE

Aucun remboursement a été fait aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail au cours de l'année financière 2022-2023.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :

a) Les sommes dépensées;
b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

RÉPONSE

a) Le ministère de l'Enseignement supérieur a dépensé 30 280,21 $ en mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale.

b) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

c) Le ministère de l'Enseignement supérieur a dépensé 30 280,21 $ spécifiquement en ressources externes en matière de santé mentale.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offre du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : Engagements financiers | Gouvernement du Québec (quebec.ca)

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :
a) Les sommes dépensées;
b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

RÉPONSE

a) Aucun contrat n'a été octroyé ni aucune somme dépensée en 2022-2023.

c) Aucun contrat n'a été octroyé ni aucune somme dépensée en 2022-2023.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca / ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :

a) Les sommes dépensées;
b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

RÉPONSE

a) Aucune somme n'a été dépensée concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale au cours de l'année financière 2022-2023;
c) Aucune somme n'a été dépensée en ressources externes en matière de santé mentale au cours de l'année financière 2022-2023.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/enseignement-superieur/acces-information/engagements-financiers

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :
a) Copie du contrat;
b) Date de fin prévue du contrat;
c) Valeur prévue du contrat;
d) Sommes dépensées à ce jour.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/enseignement-superieur/acces-information/engagements-financiers

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :
a) Copie du contrat;
b) Date de fin prévue du contrat;
c) Valeur prévue du contrat;
d) Sommes dépensées à ce jour.

RÉPONSE

Le CCAFE n'a accordé aucun contrat en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :

a) Copie du contrat;
b) Date de fin prévue du contrat;
c) Valeur prévue du contrat;
d) Sommes dépensées à ce jour.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca . Ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/enseignement-superieur/acces-information/engagements-financiers

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :

a) Copie du contrat;
b) Date de fin prévue du contrat;
c) Valeur prévue du contrat;
d) Sommes dépensées à ce jour.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site de l'ITHQ.
https://www.ithq.qc.ca/institut/lithq-et-sa-mission/diffusion-de-linformation/.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :
a) Copie du contrat;
b) Date de fin prévue du contrat;
c) Valeur prévue du contrat;
d) Sommes dépensées à ce jour.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/enseignement-superieur/acces-information/engagements-financiers

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :
a) Copie du contrat;
b) Date de fin prévue du contrat;
c) Valeur prévue du contrat;
d) Sommes dépensées à ce jour.

RÉPONSE

Le CCAFE n'a accordé aucun contrat en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une forme de consultation.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :

a) Copie du contrat;
b) Date de fin prévue du contrat;
c) Valeur prévue du contrat;
d) Sommes dépensées à ce jour.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca . Ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/enseignement-superieur/acces-information/engagements-financiers

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :

a) Copie du contrat;
b) Date de fin prévue du contrat;
c) Valeur prévue du contrat;
d) Sommes dépensées à ce jour.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site de l'ITHQ.
https://www.ithq.qc.ca/institut/lithq-et-sa-mission/diffusion-de-linformation/.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages :

a) nombre de stagiaires reçus;
b) heures de stages effectués;
c) rémunération totale déboursée.

RÉPONSE

a) Il y a eu 10 stagiaires au Ministère entre le 1er avril 2022 et le 28 février 2023.

b) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

c) La rémunération totale déboursée pour les stagiaires est de 47 155,10 $.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

a) Nombre de stagiaires reçus;
b) Heures de stages effectuées;
c) Rémunération totale déboursée.

RÉPONSE

Le Comité consultatif sur l'accessibilité financière n'a reçu aucun stagiaire en 2022-2023.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

a) Nombre de stagiaires reçus;
b) Heures de stages effectués;
c) Rémunération totale déboursée.

RÉPONSE

Aucune dépense n'a été effectuée à cet effet au cours de l'année financière 2022-2023.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans

---

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/enseignement-superieur/acces-information/engagements-financiers

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans

---

RÉPONSE

Le CCAFE n'a accordé aucun contrat de gré à gré depuis 5 ans.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans

---

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca. Ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/enseignement-superieur/acces-information/engagements-financiers

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis cinq ans

---

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site de l'ITHQ.
https://www.ithq.qc.ca/institut/lithq-et-sa-mission/diffusion-de-linformation/.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/enseignement-superieur/acces-information/engagements-financiers

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

RÉPONSE

Le CCAFE n'a accordé aucun contrat à des firmes-conseils.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/enseignement-superieur/acces-information/engagements-financiers

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site de l'ITHQ.
https://www.ithq.qc.ca/institut/lithq-et-sa-mission/diffusion-de-linformation/.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entrainées par la pandémie de Covid-19:

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entrainées par la pandémie de Covid-19:

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

RÉPONSE

Le ministère de l'Enseignement supérieur n'a perçu aucune amende pour l'année 2022-2023.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis cinq ans.

RÉPONSE

En 2022-2023, l'ITHQ n'a perçu aucune amende en la matière.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/enseignement-superieur/acces-information/engagements-financiers

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

RÉPONSE

Le CCAFE n'a octroyé aucun contrat à des firmes-conseils.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/enseignement-superieur/acces-information/engagements-financiers

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site de l'ITHQ.
https://www.ithq.qc.ca/institut/lithq-et-sa-mission/diffusion-de-linformation/.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

RÉPONSE

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

RÉPONSE

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

RÉPONSE

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

RÉPONSE

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

RÉPONSE

La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

RÉPONSE

En 2022-2023, la valeur des actifs possédés par l'ITHQ, meubles et immeubles, s'élevait à :

	Coût acquisition	**Amortissement**	**Valeur Nette**
Terrain	795 900 $		795 900 $
Bâtiment	30 340 194 $	23 616 133 $	6 724 061 $
Aménagement de nature permanente	38 697 248 $	34 516 491 $	4 180 757 $
Équipement de cuisine et matériel technique	11 729 876 $	10 228 355 $	1 501 521 $
Équipement informatique	979 269 $	841 444 $	137 825 $
Œuvres d'art	283 367 $		283 367 $
Logiciel	1 803 624 $	1 440 543 $	363 081 $
Total			**13 986 512 $**

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

a) le nombre d'autorisations;
b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
d) le montant accordé;
e) les motifs de la demande.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

a) le nombre d'autorisations;
b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
d) le montant accordé;
e) les motifs de la demande;

RÉPONSE

Aucun contrat n'a fait l'objet d'une autorisation spécifique du sous-ministre en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics en 2022-2023.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

a) le nombre d'autorisations;
b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
d) le montant accordé;
e) les motifs de la demande.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023:

a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

RÉPONSE

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel de gestion 2022-2023 du Ministère.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023:

a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

RÉPONSE

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023:

a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

RÉPONSE

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour 2022-2023, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne :

a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ;
b) fournir la liste des salaires versés.

RÉPONSE

Il n'y pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et les organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

RÉPONSE

Comité	Mandat	Liste des personnes	Honoraires
Comité interministériel de la recherche et de l'innovation (CIRI)	- Le CIRI est responsable du suivi gouvernemental de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation (SQRI2) 2022-2027. Ce comité : - Appuie le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE) dans sa responsabilité d'assurer l'harmonisation et la cohérence des actions gouvernementales en matière de développement économique, de recherche, de science, de technologie et d'innovation; - Soutient et accompagne les ministères et organismes (MO) du gouvernement du Québec en matière de recherche et d'innovation, afin de mieux articuler l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques en cette matière; - Favorise la collaboration et le partenariat au sein des MO afin d'optimiser les retombées de la recherche et de l'innovation, tant au plan économique que social, ainsi qu'au sein même de l'appareil public	• Les membres du CIRI sont des sous-ministres adjoints ou adjointes, des sous-ministres associés ou associées ou leur équivalent. • Le représentant du MES au CIRI est le SMA du secteur AURTN, Sylvain Périgny.	Aucun
Comité interministériel des Zones d'innovation	- Suivi et coordination de l'action gouvernementale dans le déploiement des zones d'innovation désignées	• Présidé par le SMA du MEIE les membres du comité sont des SMA des ministères concernées dans le déploiement des ZI désignées. • Le représentant du MES est le SMA du secteur AURTN, Sylvain Périgny.	Aucun
Comité des recommandations	- Dernière instance consultative avant la désignation d'une Zone	• Présidé par le SMA du MEIE les membres sont des SMA du MES	Aucun

des Zones d'innovation	d'innovation par le gouvernement	(Sylvain Périgny), du MAMH, du MELCC, d'Investissement Québec, du scientifique en chef, et de l'innovateur en chef.	
Table de mise en œuvre des ZI	Renforcer la collaboration entre les M/O pour l'accompagnement des ZI - Déterminer la façon dont les orientations/décisions sont prises - Clarifier les attentes et les rôles des différents M/O dans le déploiement/opérations des ZI - Partager les apprentissages et collaborer entre les zones	• Gestionnaires désignés par les membres du comité interministériel des Zones d'innovation pour le suivi des actions en lien avec le déploiement des Zones d'innovation. • La Directrice générale de la DGAURI-ES représente le MES à cette Table. • Des groupes de travail sectoriels relèvent de la Table, des professionnels de la DRIES et de la DEU font partie des comités en lien avec la formation et en lien avec la recherche et l'innovation	Aucun
Comité interministériel de coordination de programmes FCI (CIC)	- En vertu d'un décret, le CIC est responsable de l'approbation des projets recommandés pour financement par le gouvernement du Québec dans le cadre des concours des programmes d'infrastructures de recherche cofinancés avec la FCI, à l'exception du programme Fonds d'innovation. - Dans le cadre du programme du Fonds d'innovation, la décision 97-373 du Conseil des ministres mandate les quatre membres du CIC pour établir la liste des projets du Québec qui pourront recevoir du financement du Québec. - Ils déterminent les projets qui seront retenus comme prioritaires de même que la contribution de chacun au financement des projets.	• Présidé par le SMA du secteur recherche et innovation du MEIE • Le SMA du MES (Sylvain Périgny) • Le SMA du MSSS • Le Secrétaire général associé aux relations canadiennes	Aucun
Comité sur l'accès à la recherche des chargé-es de cours	- Explorer comment les personnes chargées de cours peuvent avoir accès à des subventions de recherche des Fonds de recherche du Québec et proposer des moyens pour faciliter cet accès ; - Identifier les contraintes à la participation des personnes chargées de cours aux équipes	• Présidé par le scientifique en chef • Des membres représentant des syndicats et des associations des chargés de cours (les trois fédérations syndicales) • Un professionnel de la DRIES, désignée par le	Aucun

	de recherche financées par les Fonds de recherche du Québec et proposer des pistes de solutions - Évaluer et définir la participation des personnes chargées de cours au sein des instances décisionnelles des Fonds de recherche du Québec et évaluer la mise en place d'un programme de reconnaissance qui souligne l'implication de personnes chargées de cours en recherche.	SMA, à titre d'observateur.	
Comité directeur des programmes cofinancés avec la FCI	- Évaluer la pertinence des demandes des universités et des collèges qui sollicitent l'aide financière du MES pour les projets d'infrastructure de recherche soumis dans le cadre des programmes cofinancés avec la Fondation canadienne pour l'innovation; - De faire des recommandations à la ministre du MES; - D'assurer, en lien avec la mission éducative du Ministère, la concertation et la cohésion des projets qui pourraient être réalisés avec les autres ministères du gouvernement.	• Présidé par la DG de la DGAURI-ES • Des professionnels de la DRIES et de la DEU	Aucun
Comité de pilotage de l'étude «Géographie de l'enseignement supérieur » par l'OCDE	Comité Conseil	• Le MES participe au comité de pilotage de l'étude. La DG de la DGAURI-ES et la DG de la DGPP y siègent	Aucun
Comités-conseils - de la formation générale - des programmes d'études préuniversitaires de l'épreuve uniforme de littérature et langue d'enseignement	Formuler des recommandations au MES et plus particulièrement : - dresser un état de situation de la formation générale, les programmes d'études ou l'épreuve uniforme - proposer l'exécution de travaux; - superviser les processus préalables à une révision; - proposer des mécanismes de soutien à l'implantation de changements apportés à l'épreuve uniforme ou à une composante d'un programme d'études	• Entre 4 et 7 directions des études des cégeps • Entre 1 et 3 directions des études des collèges privés subventionnés • Entre 1 et 4 enseignants de la discipline de la formation générale ou du programme d'études • 3 représentants d'universités pour les programmes d'études préuniversitaires; • 1 à 3 représentants du Service de la formation préuniversitaire, dont sa directrice qui est la présidente du Comité Le cas échéant : • 1 représentant d'un ministère ou d'un	Aucun

		organisme affilié • 2 représentants du marché du travail • 1 représentant du Service de la formation technique	
Comités d'enseignantes et d'enseignants - des disciplines de la formation générale - des programmes d'études préuniversitaires	- donner des avis au comité-conseil sur les questions qui lui sont soumises; - donner des avis au comité-conseil au moment de l'élaboration ou de la révision d'une composante d'un programme d'études; - participer au suivi de la mise en œuvre et à l'évaluation d'une composante d'un programme d'études - élaborer des propositions d'examens, à partir de banques de textes et de sujets potentiels - valider les propositions d'examens des comités de sélection	• Pour chaque établissement offrant le programme d'études, un enseignant délégué par son collège; • 1 représentant de Service de la formation préuniversitaire et de la recherche • Pour l'épreuve uniforme, quatre enseignantes ou enseignants, recrutés par appel de candidatures dans le réseau • 1 représentant de Service de la formation préuniversitaire et de la recherche	Aucun
Comité consultatif sur la santé mentale étudiante en enseignement supérieur	Répondre à des besoins ponctuels concernant le déploiement du Plan d'action sur la santé mentale étudiante en enseignement supérieur 2021-2026.	**Ministère de l'Enseignement supérieur** • Mariannik Toutant, Directrice par intérim des affaires étudiantes et de la diversité • Elizabeth Pépin, conseillère aux affaires étudiantes et à la diversité **Réseau collégial public** • Cégep de Saint-Laurent • Cégep de Saint-Jérôme • Fédération des cégeps • Cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu • Cégep régional de Lanaudière **Réseau collégial privé** • Collège LaSalle • Association des collèges privés du Québec (ACPQ) **Réseau universitaire** • Centre de santé et de consultation psychologique, Université de Montréal • Centre RBC d'expertise universitaire en santé	Aucun

		mentale destiné aux enfants, adolescents et aux jeunes adultes, Université de Sherbrooke • Services aux étudiants, Université du Québec à Chicoutimi • Service de la vie étudiante, Université du Québec à Montréal • Réseau de l'Université du Québec – siège social **Fédérations étudiantes** • Union étudiante du Québec (UEQ) • Fédération des associations étudiantes universitaires québécoises en éducation permanente (FAEUQEP) • Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)	
Comité élargi sur les services sociaux et de santé offerts aux étudiantes et aux étudiants	Assurer un changement de culture en matière de santé mentale étudiante dans les réseaux de l'enseignement supérieur	**Ministère de l'Enseignement supérieur** • Direction des affaires étudiantes et de la diversité **MSSS** **Réseau universitaire** • Université Laval • UQTR • UQAR (Lévis) • Université de Montréal **Réseau collégial public** • Cégep-Lanaudière • Fédération des cégeps **Réseau collégial privé** • Association des collèges privés du Québec (ACPQ) • Collège La Salle **Autres** • Réseau communautaire en santé mentale (COSME)	Aucun
Comité consultatif en matière de lutte aux violences à	Le comité consultatif VCS a pour mandat, notamment : - de participer à la définition des différents volets des	**Ministère de l'Enseignement supérieur** • Direction des affaires	Aucun

caractère sexuel en enseignement supérieur	travaux liés à la mise en œuvre de la Stratégie VCS 2017-2022 et du processus d'élaboration du prochain Plan d'action 2022-2027; - de collaborer à la documentation des enjeux, des besoins et des pistes de solutions efficientes en matière de lutte aux violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur; - d'identifier des mesures porteuses pour les communautés collégiale et universitaire; - de collaborer au suivi de la mise en œuvre des travaux, à la suite du lancement du Plan d'action 2022-2027.	étudiantes et ide la diversité **Réseau universitaire** • Centre de prévention et d'intervention en matière de harcèlement, Université Laval; • Bureau d'intervention en matière de harcèlement, Université de Montréal et HEC Montréal; • Bureau de coopération interuniversitaire (poste vacant). **Réseau collégial public** • Ressources humaines, Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue; • Collège de Rosemont; • Fédération des cégeps. **Réseau collégial privé** • Collège LaSalle • Collège Laflèche; • Association des collèges privés du Québec (ACPQ). **Réseau collégial privé non subventionné** • Association des collèges privés non subventionnés (ACPNS). **Recherche** • CSHR Partnership Grant on Sexual Violence in Universities, Université McGill • Chaire de recherche sur les violences sexuelles et sexistes en enseignement supérieur. **Fédérations étudiantes** • Union étudiante du Québec (UEQ); • Fédération des associations étudiantes universitaires québécoises en éducation permanente (FAEUQEP); • Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).	

Comité consultatif sur la mobilité étudiante	Favoriser la concertation entre les collèges admissibles et avec les collèges partenaires pour faire évoluer la mesure vers un programme de mobilité et atteindre les résultats escomptés.	**Ministère de l'Enseignement supérieur** • Mariannik Toutant, directrice par intérim des affaires étudiantes et de la diversité, DAED • Anne Vrignaud, conseillère aux affaires étudiantes et à la diversité, DAED • Karl Gierlinger, Direction de la gestion de l'offre et de la formation continue **Réseau collégial public** • Cégep de Matane • Champlain Regional College • Cégep de Chicoutimi • Cégep de La Pocatière • Cégep de Saint-Jérôme • Cégep d'Ahuntsic **Fédération des cégeps** **Fédération étudiante collégiale du Québec**	Aucun
Comité mixte des affaires matérielles et financières (COMIX)	Le COMIX est une instance de concertation et de partenariat entre le MES et la Fédération des cégeps et son réseau des 48 cégeps du Québec. Il joue un rôle d'interface entre le Ministère et les cégeps, et ce, afin de faire progresser conjointement les dossiers du financement et des ressources matérielles dans le réseau collégial public.	**MES** • Directeur général du budget et du financement • Conseiller stratégique au directeur général du budget et du financement • Directrice de la programmation budgétaire et du financement • Directrice des contrôles financiers et de la conformité • Directeur général des affaires collégiales et des relations du travail • Directrice des relations du travail • Directeur général des infrastructures • Directrice de l'expertise et du développement des infrastructures • Directrice de la coordination des investissements • Directeur de la gouvernance et du financement des RI • Directeur général de la transformation numérique et des ressources	Aucun

		informationnelles • Directeur de la gestion de l'offre et de la formation continue • Chef de service du soutien interordres et de la sanction des études collégiales • Chef de service de la formation technique **Cégeps** • Directrice générale, Cégep du Vieux Montréal • Directeur des services administratifs, Fédération des cégeps • Analyste économique, Fédération des cégeps • Directrice des ressources matérielles et financières, Cégep de Sherbrooke • Directeur général, Cégep de Trois-Rivières • Directeur des ressources humaines et des relations du travail, Fédération des cégeps • Directeur des ressources humaines, Cégep de Rivière-du-Loup • Directeur des ressources financières, Cégep Édouard-Montpetit • Directeur de la formation continue et des services aux entreprises, Cégep Shawinigan • Directeur des études, Collège Lionel-Groulx • Directeur des systèmes et des technologies de l'information, Cégep Limoilou • Directeur des services financiers, Cégep Ahuntsic • Directrice générale, Cégep de Saint-Félicien • Directrice adjointe aux études aux services aux étudiants, Collège d'Alma	
Sous-comité des ressources matérielles Comité consultatif	• Mise en œuvre du cadre de gestion pour les investissements en infrastructures.	• Directrice de l'expertise et du développement des infrastructures (DEDI) • Directrices de la	Aucun

pour l'élaboration des règles budgétaires, la modernisation des outils de transmission afférents au budget d'investissement, des rapports financiers et des paramètres de financement	• Traiter des priorités pour le réseau collégial en matière d'allocations normalisées et suivi des enveloppes des cégeps.	coordination des investissements (DCI) • Coordonnateur de l'équipe collégiale, DEDI • Chargés de projets, DEDI • Directeurs des ressources matérielles des cégeps suivants: - Cégep de Sainte-Foy - Cégep de Sherbrooke - Cégep de Chicoutimi - Cégep de Saint-Jérôme - Cégep de Beauce-Appalaches - Collège de Maisonneuve - Collège Lionel-Groulx • Représentants de la Fédération des cégeps	
Comité mixte des affaires éducatives MES – Fédération des cégeps	Le COMIX est une instance de concertation et de partenariat entre le MES et la Fédération des cégeps et son réseau des 48 cégeps du Québec. Il joue un rôle d'interface entre le Ministère et les cégeps, et ce, afin de faire progresser conjointement les dossiers des affaires éducatives.	• Directeur général des affaires collégiales et des relations du travail • Directeur de la gestion de l'offre et de la formation continue • Directrice des affaires étudiantes et de la diversité • Directeur de la formation technique • Directeur de la formation générale et préuniversitaire • Directrice de la direction de la stratégie et de la capacité d'accueil • Huit directrices ou directeurs de cégep : direction générale, direction des études, direction des finances, direction des affaires étudiantes, etc. • Coordonnateur de la Commission des affaires éducatives, Fédération des cégeps • Conseillère en enseignement collégial, MES • Directrice des affaires éducatives, Fédération des cégeps	Aucun
Comité mixte sur les affaires éducatives MES – Association des collèges privés du Québec	Joue un rôle d'interface entre le Ministère et les collèges privés, pour faire évoluer conjointement les grands dossiers éducatifs du réseau collégial privé dans trois grands domaines : les affaires éducatives, la formation technique et la formation	• Directeur général des affaires collégiales et des relations du travail • Directeur de l'enseignement privé	Aucun

	continue.	• Directeur de la gestion de l'offre et de la formation continue • Directeur de la formation technique • Directeur de de la formation générale et préuniversitaire • Six directrices ou directeurs des études de collège • Directeur général de l'Association des collèges privés du Québec (ACPQ) • Professionnelle de l'Association des collèges privés du Québec • Professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur	
Comité de travail MES/Association des collèges privés du Québec	Ce comité de travail vise à échanger sur les possibilités d'amélioration des processus administratifs visant la délivrance, les modifications et les renouvellements de permis délivrés par le Ministère.	• Directeur de l'enseignement privé; • Directeur de la formation technique • Directrice de la programmation budgétaire et financière • Professionnelle de l'enseignement privé • Deux professionnelles du service de la formation technique • Deux professionnelles de la programmation budgétaire et du financement • Directeur général de l'Association des collèges privés du Québec • Deux membres du comité exécutif de la commission des directions des services financiers de l'Association des collèges privés du Québec	Aucun
Comité mixte de la recherche au collégial MES – Fédération des cégeps	Ce comité mixte est un lieu de concertation des partenaires qui permettra d'identifier les conditions souhaitables au développement, au rayonnement et à la consolidation de la recherche collégiale dans le système de recherche québécois et canadien. De façon plus spécifique, il vise à contribuer à l'avancement du savoir et des pratiques pédagogiques dans le réseau et à créer un milieu propice à l'innovation.	**Ministère de l'Enseignement supérieur** • Mme Christina Vigna, directrice par intérim, Direction de la recherche et de l'innovation en enseignement supérieur (et directrice générale des affaires universitaires, de la recherche et de l'innovation en enseignement supérieur) • Mme Catherine Gagnon, coordonnatrice à la recherche et aux CCTT, Direction de la recherche	Aucun

		et de l'innovation en enseignement supérieur • Mme Marie-Hélène Cavanagh, responsable des programmes de recherche collégiale, Direction de la recherche et de l'innovation en enseignement supérieur **Réseau collégial public** • Mme Marie-Claude Deschênes, directrice générale, Cégep de La Pocatière • M. Charles Flageoles, coordonnateur de la recherche et de l'innovation, Cégep de la Gaspésie et des îles • Mme Malika Habel, directrice générale, Cégep de Maisonneuve • M. Emmanuel Montini, directeur général, Cégep de Saint-Hyacinthe • M. Benoit Routhier, directeur adjoint au développement institutionnel et à la recherche, Cégep Lionel-Groulx • Mme Patricia Tremblay, directrice des études, Cégep de Saint-Jérôme • Mme Diane Turcotte, directrice des études, Cégep André-Laurendeau **Autres représentants du réseau** • M. Sylvain Poirier, directeur adjoint à la recherche, Fédération des cégeps • M. Gregory Hersant, coordonnateur au soutien à la recherche, Synchronex (invité) • Mme Lynn Lapostolle, directrice générale, Association pour la recherche au collégial (ARC) (invitée)	
Comité mixte de la recherche au collégial MES - Association des collèges privés du Québec	Ce comité mixte est un lieu de concertation des partenaires qui permettra d'identifier les conditions souhaitables au développement, au rayonnement et à la consolidation de la recherche collégiale dans le	**Ministère de l'Enseignement supérieur** • Mme Christina Vigna, directrice par intérim, Direction de la recherche et de l'innovation en	Aucun

	système de recherche québécois et canadien.	enseignement supérieur (et directrice générale des affaires universitaires, de la recherche et de l'innovation en enseignement supérieur) • Mme Catherine Gagnon, coordonnatrice à la recherche et aux CCTT, Direction de la recherche et de l'innovation en enseignement supérieur • Mme Christine Néron, responsable des programmes de recherche collégiale, Direction de la recherche et de l'innovation en enseignement supérieur **Réseau collégial privé** • M. Pierre Michaud, enseignant, Collège Laflèche • Mme Hélène Rompré, enseignante, Collège international Sainte-Anne • M. Jean-François Dumouchel, conseiller pédagogique, Collège Jean-de-Brébeuf • M. Marc Rochette, directeur des études, Collège Notre-Dame-de-Foy **Autres représentants du réseau** • Mme Manon Bouchard, chargée de projets, Association des collèges privés du Québec (ACPQ) • Lynn Lapostolle, directrice générale, Association pour la recherche au collégial (ARC)	
Comité de pilotage – Chantier sur la recherche au collégial	Ce comité donne les grandes orientations, coordonne la réalisation du chantier et suit l'avancement des travaux.	• Mme Christina Vigna, directrice générale des affaires universitaires, de la recherche et de l'innovation en enseignement supérieur, MES • Mme Catherine Gagnon, coordonnatrice à la recherche et aux CCTT, Direction de la recherche et de l'innovation en	Aucun

		enseignement supérieur, MES • Mme Fanny Bordage, professionnelle, Direction de la recherche et de l'innovation en enseignement supérieur, MES • M. Marco Blouin, directeur général de la science et des partenariats, MEIE • Mme Annie Blouin, directrice du soutien aux organisations, MEIE • Mme Lynne Brochu, coordonnatrice, Direction du soutien aux organisations, MEIE	
Comité d'utilisateurs du Programme d'aide à la recherche et au transfert (PART)	Le rôle du comité est de formuler des avis et des recommandations sur des questions thématiques liées au programme.	**Ministère de l'Enseignement supérieur** • Mme Marie-Hélène Cavanagh, responsable des programmes de recherche collégiale, Direction de la recherche et de l'innovation en enseignement supérieur (DRIES) • Mme Christine Néron, responsable des programmes de recherche collégiale, DRIES • Mme Johanne Couture, enseignante en prêt de service à la DRIES **Autres représentants du réseau** • Mme Lorraine Blais, directrice générale, Novika, Cégep de La Pocatière • Mme Isabeau Four, chercheuse, Centre d'étude en responsabilité sociale et écocitoynneté (CERSÉ), Collège Rosemont • Mme Katy Leduc, enseignante-chercheuse, Centre National en électrochimie et en Technologies Environnementales (CNETE), Cégep de Shawinigan	Aucun

		• M. Jérémie Duhamel, chercheur - chargé du développement, Institut de recherche sur l'immigration et sur les pratiques interculturelles et inclusives (IRIPII), Collège de Maisonneuve • Mme Carmen Lemelin, chercheure, professeure et psychologue, Centre collégial d'expertise en gérontologie (CCEG), cégep de Drummondville • M. Ngoc-Duc Trinh, directeur recherche et développement, Institut des communications graphiques et imprimabilité (I-CI), Collège Ahuntsic • Mme Marise Lachapelle, coordonnatrice à la recherche et à la réussite, Cégep André-Laurendeau	
Comité des partenaires – Chantier sur la recherche au collégial	Ce comité a pour mandat de valider la démarche de réalisation des travaux entourant le Chantier et de permettre aux partenaires d'informer leurs membres respectifs de l'évolution du dossier.	• Mme Christina Vigna, directrice générale des affaires universitaires, de la recherche et de l'innovation en enseignement supérieur, MES • Mme Catherine Gagnon, coordonnatrice à la recherche et aux CCTT, Direction de la recherche et de l'innovation en enseignement supérieur, MES • Mme Fanny Bordage, professionnelle, Direction de la recherche et de l'innovation en enseignement supérieur, MES • M. Marco Blouin, directeur général de la science et des partenariats, MEIE • Mme Annie Blouin, directrice du soutien aux organisations, MEIE • Mme Lynne Brochu, coordonnatrice, Direction du soutien aux organisations, MEIE • Fédération des cégeps • Association des collèges privés du Québec • Synchronex • Association pour la recherche au collégial	Aucun

		• Fonds de recherche du Québec • Conseil de l'innovation du Québec • Association pour le développement de la recherche et de l'innovation du Québec	
Comité-conseil CAFF	Le comité-conseil CAFF a pour mandat d'analyser les codes de classification académique aux fins de financement (CAFF) attribués par les établissements universitaires aux activités pédagogiques et aux programmes de grade. Les universités sont responsables de l'attribution initiale des codes. Un premier tri est fait au Ministère. Certains codes sont soumis au comité-conseil CAFF, qui les analyse et leur attribue un code CAFF. Les universités peuvent faire appel des décisions du comité-conseil CAFF, qui révisera, si jugée nécessaire, sa décision à la rencontre suivante.	• Polytechnique Montréal; • Université du Montréal; • Université McGill; • Université de Sherbrooke; • UQAR; • UQAT; • UQAM; • Université Laval • UQAC • M^{me} Marianne Bernier, conseillère aux affaires universitaires (coordinatrice du comité-conseil), MES • M. Franck Fassion, conseiller aux affaires universitaires, MES • M^{me} Cynthia Sheehan, conseillère aux affaires universitaires, MES	Aucun
Comité des programmes universitaires (CPU)	Le Comité des programmes universitaires (CPU) a pour mandat d'examiner l'opportunité, pour le ministère de l'Enseignement supérieur (MES), de soutenir, en y affectant des fonds publics, le développement de nouveaux programmes de baccalauréat, de maîtrise et de doctorat proposés par les universités.	**Membres universitaires :** • M. Antonello Callimaci, professeur, Université du Québec à Montréal; • M. Gérard Boismenu, professeur, Université de Montréal; • M^{me} Julie Bérubé, professeure, Université du Québec en Outaouais; • M. Michel De Waele, adjoint à la vice-rectrice aux études et aux affaires étudiantes, Université Laval. **Membres du MES :** • M^{me} Christina Vigna, présidente du Comité, Directrice générale des affaires universitaires, de la recherche et de l'innovation en enseignement supérieur, MES; • M^{me} Alice Ndayegamiye, directrice de l'enseignement universitaire, MES; • M^{me} Maryse Champagne, analyste, Direction de la	Aucun

		programmation budgétaire et du financement, MES; • M^me^ Emanuelle Bérubé, Secrétaire-coordonnatrice du Comité et analyste, Direction de l'enseignement universitaire, MES.	
Table permanente d'échange MES-Associations étudiantes	La Table a pour mandat d'offrir un lieu d'échange et de diffusion d'information sur des enjeux propres à l'enseignement supérieur, dont des orientations, des politiques et autres projets d'intérêt pour l'ensemble des étudiantes et des étudiants inscrits à un programme en enseignement supérieur. Trois rencontres de la Table sont convoquées à chaque année (automne, hiver et printemps)	**Membres MES permanents de la Table :** • Paule De Blois , sous-ministre de l'enseignement supérieur; • Esther Blais, sous-ministre adjointe, Secteur de l'accessibilité, de la réussite et l'expérience étudiante; • Marc-André Thivierge, sous-ministre adjoint, Secteur des affaires collégiales et des interventions régionales; • Nathalie Parenteau, sous-ministre adjointe, Secteur des politiques, du financement, des infrastructures et du soutien à la gestion; • Sylvain Périgny, sous-ministre adjoint, Secteur des affaires universitaires, de la recherche et de la transformation numérique; • Mariannik Toutant, directrice par intérim, direction des affaires étudiantes et de la diversité. **Fédérations étudiantes** • Union étudiante du Québec; • Fédération étudiante collégiale du Québec.	Aucun
Forum Ministère-Réseaux pour l'Entente Canada-Québec relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement des langues secondes	Ce forum vise à permettre au Ministère la transmission à ses partenaires de toute l'information utile concernant l'appel de projets et les orientations qu'il décide dans la gestion de l'Entente.	**Représentants du réseau collégial, collégial privé et universitaire :** • Collège Champlain de Lennoxville; • Fédération des cégeps; • Vanier College. • ACPQ • Collège Marianopolis; • ACPQ; • Université de Concordia ; • Université du Québec; **Représentants du**	Aucun

		Ministère : • Marc-André Thivierge, sous-ministre adjoint, Secteur des affaires collégiales et interventions régionales • Saël Gagné-Ouellet, directeur par intérim, formation générale et préuniversitaire; • Christian Lavoie, directeur général des affaires collégiales et des relations de travail par intérim; • Jean-René Chalifour , directeur du soutien aux établissements et gouvernance • Jean-David Tremblay, Conseiller aux affaires institutionnelles	
Comité consultatif pour les personnes étudiantes en situation de handicap	**Ce comité a pour mandat:** - Participer aux travaux liés au Projet de simplification des démarches d'accès aux programmes et mesures destinés aux personnes handicapées et leur famille (travaux menés par l'OPHQ); - Échanger et collaborer à la mise en œuvre de plusieurs autres projets structurants ayant un impact sur la population étudiante en situation de handicap	**Ministère de l'Enseignement supérieur:** • Direction des affaires étudiantes et de la diversité • Direction des politiques, de la planification et de la veille **Réseau collégial public** • Centre collégial du soutien à l'intégration de l'Ouest • Centre collégial de soutien à l'intégration de l'Est • Affaires étudiantes à la Fédération des cégeps **Réseau collégial privé subventionné** • Collège O'Sullivan de Québec et membre de l'ACPQ **Réseau universitaire** • l'UQAC de l'Université du Québec (Réseau de l'Université du Québec) • l'Association québécoise interuniversitaire des conseillers aux étudiants en situation de handicap (AQICESH) • Bureau de l'inclusion et de la réussite étudiante de l'UQAM et membre du Bureau de coopération interuniversitaire (BCI)	Aucun

		• Accueil et soutien aux étudiants en situation de handicap à l'Université Laval et membre du Bureau de coopération interuniversitaire (BCI) D'autres partenaires et directions du MES pourront s'ajouter à ce comité selon les travaux et projets en cours.	
Comité de suivi du Plan d'action à l'égard des personnes handicapées (PAPH)	Le comité de suivi du PAPH a pour mandat de participer aux travaux d'élaboration du PAPH, à sa mise à jour et au bilan de celui-ci, de faire le suivi de sa mise en œuvre et d'assurer la diffusion des services offerts à l'égard des personnes handicapées au sein du MES.	**Ministère de l'Enseignement supérieur :** • Direction des politiques, de la planification et de la veille • Direction des affaires étudiantes et de la diversité • Direction des interventions régionales et du maillage • Direction de l'adéquation formation-emploi • Service des relations avec les Premières Nations et les Inuit • Direction des ressources humaines • Direction de l'enseignement universitaire • Direction des relations du travail et des négociations • Direction de la formation technique • Direction de l'expertise et du développement des infrastructures • Direction générale de la gouvernance et du financement des ressources informationnelles • Direction des programmes d'accessibilité financières aux études et recours • Secrétariat général – volet plaintes et éthique • Direction générale des communications • Direction des ressources	Aucun

		matérielles • Centre de services en informatique	
Rehaussement des diplômes donnant ouverture au permis délivré par un ordre professionnel – Table opérationnelle	La Table opérationnelle a pour mandat d'analyser la demande de rehaussement en mettant en évidence les avantages, les inconvénients, les impacts et les enjeux du rehaussement en fonction de dimensions propres à chaque ministère et organisme interpellé. La Table soumet son rapport et ses recommandations au Comité consultatif.	Pour le traitement de la demande en cours concernant le diplôme permettant d'accéder à la profession d'infirmière, les travaux de la Table sont coordonnés par l'Office des professions du Québec. La Table est composée de 8 personnes (2 représentants de chaque ministère et organisme) : Office des professions, Secrétariat du Conseil du trésor, ministère de la Santé et des Services sociaux et MES.	Aucun
Rehaussement des diplômes donnant ouverture au permis délivré par un ordre professionnel – Comité consultatif	Le Comité consultatif a pour mandat : – d'effectuer l'analyse stratégique et de cerner les arbitrages qui doivent être réalisés au niveau politique, le cas échéant; – de transmettre une recommandation aux autorités politiques pour décision; – d'informer l'ordre professionnel des suites qui seront données à la demande.	Le Comité consultatif est coordonné par l'Office des professions. Le Comité consultatif est composé des sous-ministres (ou leur représentant) de chaque ministère et organisme interpellés.	Aucun
Comité élargi sur les services sociaux et de santé offerts aux étudiantes et étudiants	Ce comité a pour mandat de favoriser une meilleure concertation entre les établissements d'enseignement, dans le réseau de la santé et des services sociaux et dans les organismes communautaires. Les travaux du comité permettront de : -Définir les rôles et les responsabilités des parties prenantes ; -Identifier les trajectoires de services permettant une prise en charge rapide des membres de la population étudiante ayant des troubles mentaux ; -Systématiser la démarche de collaboration et de référencement entre les établissements d'enseignement supérieur et les centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS).	**Ministère de l'Enseignement supérieur** • Mariannik Toutant Directrice par intérim des affaires étudiantes et de la diversité • Élizabeth Pépin, Conseillère aux affaires étudiantes et à la diversité **Ministère de la Santé et des Services sociaux** • promotion et prévention de la santé chez les jeunes adultes, • développement, de l'adaptation et de l'intégration sociale • Centre national d'excellence en santé mentale (CNESM) **Réseau universitaire** • Université du Québec • Centre de santé et de consultation	Aucun

		psychologique Université de Montréal • Université Laval **Collégial** • Affaires étudiantes • Cégep régional de Lanaudière • Fédération des CÉGEPS **Collégial privé** • Association des collèges privés du Québec • Collège LaSalle **Communautaire** • Réseau communautaire en santé mentale - COSME • Programme de soutien aux études de Prise II	
Comité directeur – Mise en œuvre de l'OPMO (2023)	Le comité directeur a principalement pour mandat : - D'assurer le déploiement de l'OPMO par la mise en œuvre des mesures retenues dans le respect des paramètres approuvés (portée, coûts, échéancier) en vue d'atteindre les objectifs et les cibles fixés - De formuler des orientations et des recommandations stratégiques à l'intention de la sous-ministre en lien avec le déploiement et la mise en œuvre de ces mesures. .	• Mme Nathalie Parenteau (présidence), Sous-ministre adjointe aux politiques, au financement, aux infrastructures et au soutien à la gestion • Sylvain Périgny, Sous-ministre adjoint aux affaires universitaires, recherche et transformation numérique • Marc-André Thivierge, Sous-ministre adjoint aux affaires collégiales et interventions régionales • Mme Esther Blais, Sous-ministre adjointe à l'accessibilité, réussite et expérience étudiante • Mme Jade Vézina (secrétaire par intérim), adjointe exécutive de la Direction de l'adéquation formation-emploi • Mme Christina Vigna, Directrice générale des affaires universitaires, recherche et innovation Enseignement supérieur • Mme Valérie Saysset Directrice générale des politiques et statistiques • M. Yannick Rousseau, Directeur général de la transformation numérique et des ressources informationnelles • M. Bruno Joseph Forand, Conseiller stratégique au	Aucun

		Bureau de la sous-ministre adjointe aux politiques, au financement, aux infrastructures et au soutien à la gestion • Mme Rose-Fidélité Ndayshimiye, Direction de l'évaluation et du bureau de projet et directrice par intérim de la direction de l'adéquation formation-emploi • Mme Catherine Gretas, Directrice générale de l'accessibilité financière aux études • M. Éric Fournier, Directeur général du budget et du financement • M. Benoît Boivin – (observateur), Responsable de la surveillance indépendante de l'Opération main-d'œuvre au ministère de l'Enseignement supérieur.	
Sous-comité TI et génie - Mise en œuvre des mesures de l'OPMO (printemps 2023)	- servir de lieu de concertation, d'échange et de mise en commun des mesures qui sont sous leur responsabilité; - faciliter l'atterrissage dans les réseaux collégial et universitaire des mesures de l'OPMO; - effectuer périodiquement un rapport de l'état d'avancement de leurs travaux. - Faire un suivi des enjeux auxquels les établissements font face et des façons de les atténuer; - au besoin, recommander au comité directeur des travaux à prioriser ou de nouvelles initiatives à mettre en place. Le Comité de travail se réunira au besoin, selon la nature des travaux qui seront requis pour assurer l'implantation des mesures et pour tenir le comité directeur informé de la situation.	• Mme Christina Vigna **(Présidence)**, Directrice générale des affaires universitaires, recherche et innovation Enseignement supérieur • Catherine Gendreau **(Secrétariat)**, adjointe exécutive à la direction générale des affaires universitaires, recherche et innovation Enseignement supérieur • Alice Ndayegamiye, Directrice à l'enseignement universitaire • Jade Vézina, adjointe exécutive, direction de l'adéquation formation-emploi • Geneviève Bouchard, directrice de la programmation budgétaire et du financement • Krystel Doucet, Directrice de l'expertise et du développement des infrastructures • Annie Castonguay, conseillère à la direction de la recherche-innovation en enseignement supérieur	Aucun

		Membres externes : • Nadia Baaziz, UQO • Alain Goupil, UQTR • Bettina Kemme, Université McGill • Daniel Lemire, Télé-Université • Naouel Moha, UQAM • Steven Pigeon, UQAR • Houari Sahraoui, Université de Montréal • Caroline Sénécal, Université Laval • François Lemieux, UQAC • Michel Huneault, BCI • Louis-Sébastien Guimond, BCI • Marjolaine Adam, BCI	
Sous-comité Santé mentale et protection de la jeunesse - Mise en œuvre des mesures de l'OpMO (printemps 2023)	- suivre l'évolution de la mise en œuvre des mesures associées à l'OpMO; - servir de lieu de concertation, d'échange et de mise en commun des mesures mises en place; - faire état des enjeux liés à la mise en œuvre des mesures; - échanger sur les actions envisagées par les établissements dans le cadre de la mise en œuvre des mesures; - Travailler dans une approche d'amélioration continue à la bonification ou à la rédaction des prochaines règles budgétaires; - au besoin, recommander au comité directeur des travaux à prioriser ou de nouvelles initiatives à mettre en place. Le sous-comité se réunit quatre fois par année. Des rencontres *ad hoc* peuvent être ajoutées, au besoin.	• Christina Vigna (Présidence), directrice générale, Direction générale des affaires universitaires, de la recherche et de l'innovation en enseignement supérieur (DGAURIES) • Catherine Gendreau (Secrétariat), adjointe exécutive à la DGAURIES • Alice Ndayegamiye, directrice de l'enseignement universitaire (DEU) • Mélanie Bussières, (coordonnatrice du sous-comité), conseillère aux affaires universitaires au Service des affaires académiques (SAA) • Jade Vézina, adjointe exécutive, Direction de l'adéquation formation emploi (DAFE) • Geneviève Bouchard, directrice de la programmation budgétaire et du financement (DPBF) • Krystel Doucet, directrice de l'expertise et du développement des infrastructures (DEDI) **<u>Membres externes</u>** : • Direction de l'attraction de la main-d'œuvre, ministère de la Santé et des Services sociaux	Aucun

		(MSSS) • Université du Québec à Chicoutimi • Université du Québec à Trois-Rivières • Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue • Université de Sherbrooke • Université du Québec à Montréal • Université Concordia • Université Laval • Université du Québec en Outaouais • Université de Montréal • Université du Québec à Rimouski • Université McGill • Bureau de coopération interuniversitaire (BCI)	
Sous-comité Soins infirmiers - Mise en œuvre du GIRMO (Automne 2021)	- servir de lieu de concertation, d'échange et de mise en commun des mesures qui sont sous leur responsabilité; - faciliter l'atterrissage dans les réseaux collégial et universitaire des mesures GIRMO; - effectuer périodiquement un rapport de l'état d'avancement de leurs travaux et des enjeux auxquels ils font face; - au besoin, recommander au comité directeur des travaux à prioriser ou de nouvelles initiatives à mettre en place. Le Comité de travail se réunira au besoin, selon la nature des travaux qui seront requis pour assurer l'implantation des mesures et pour tenir le comité directeur informé de la situation.	• Christian Lavoie (Présidence), Directeur général par intérim, Direction générale des affaires collégiales et des relations du travail (DGACRT) • Anne-Louise Brassard (Secrétariat), Responsable de programmes de formation technique, Service de la formation technique (SFT) • Émilie Harvey, Coordonnatrice, Direction de la gestion de l'offre et de la formation continue (DGOFC) • Jade Vézina, adjointe exécutive, Direction de l'adéquation formation emploi (DAFE) • Véronique Lavoie, Coordonnatrice, Direction de la programmation budgétaire et du financement (DPBF) • Réjean Deshaies, Coordonnateur, Direction de l'expertise et du développement des infrastructures (DEDI) • Ralph Étienne, Coordonnateur partenaire, Direction générale de la transformation numérique et des ressources informationnelles (DGTNRI) • Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	Aucun

		(UQAT) • Faculté des sciences infirmières de l'Université de Montréal, • Secteur des affaires académiques, de la recherche et de l'innovation, • Cégep de Lanaudière, Fédération des cégeps • Cégep de Sherbrooke, Fédération des cégeps • Cégep de Maisonneuve, Fédération des cégeps • Cégep Garneau, Fédération des cégeps • Coordonnateur, ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) • Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS)	
Sous-comité Enseignement – Opération main-d'œuvre (OPMO) (Hiver 2023)	- servir de lieu de concertation, d'échange et de mise en commun des mesures qui sont sous leur responsabilité; - faciliter l'atterrissage dans les réseaux collégial et universitaire des mesures de l'OpMO; - effectuer périodiquement un rapport de l'état d'avancement de leurs travaux et des enjeux auxquels ils font face; - au besoin, recommander au comité directeur des travaux à prioriser ou de nouvelles initiatives à mettre en place. Le Comité de travail se réunira au besoin, selon la nature des travaux qui seront requis pour assurer l'implantation des mesures et pour tenir le comité directeur informé de la situation.	• Christina Vigna (Présidence), directrice générale des affaires universitaires, de la recherche et de l'innovation (DGAURIES) • Alice Ndayegamiye, directrice de l'enseignement universitaire (DEU) • Catherine Gendreau, adjointe exécutive (DGAURIES) • Cynthia Sheehan (coordonnatrice du sous-comité), Conseillère aux affaires universitaires, Direction de l'enseignement universitaire (DEU) • Stéphanie St-Onge (coordonnatrice du sous-comité), Conseillère aux affaires universitaires, Direction de l'enseignement universitaire (DEU) • Geneviève Beaumont-Frenette, Directrice de la valorisation de l'éducation et des politiques de formation du personnel scolaire, ministère de l'Éducation (MEQ) • Stéphanie Charest, conseillère, Direction de la valorisation de l'éducation et des	Aucun

		politiques de formation du personnel scolaire (MEQ) • Annie St-Pierre, conseillère, Direction de la valorisation de l'éducation et des politiques de formation du personnel scolaire (MEQ) • Direction de l'encadrement de la profession enseignante (MEQ) • Comité d'agrément des programmes de formation à l'enseignement (MEQ) **<u>Membres externes :</u>** ADEREQ : • Faculté des sciences de l'éducation, Université du Québec à Montréal • Conseil de la formation des enseignants, Université Concordia • Département des sciences de l'éducation, Université du Québec en Outaouais • Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval • Faculté d'éducation, Université de Sherbrooke • Faculté des sciences de l'éducation, Université de Montréal • Département des sciences de l'éducation, Université du Québec à Chicoutimi • Département des sciences de l'éducation, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue • École des sciences de l'éducation, Université Bishop's • Études, de la formation et du développement académique, Université du Québec • Unité départementale des sciences de l'éducation, Université du Québec à Rimouski, campus de Rimouski • Département Éducation, Université TÉLUQ • Université du Québec à Trois-Rivières	
Sous-comité Éducation à l'enfance - Mise en œuvre du GIRMO	- servir de lieu de concertation, d'échange et de mise en	• Christian Lavoie (Présidence), Directeur général par intérim, Direction générale des	Aucun

(Automne 2021)	commun des mesures qui sont sous leur responsabilité; - faciliter l'atterrissage dans les réseaux collégial et universitaire des mesures GIRMO; - effectuer périodiquement un rapport de l'état d'avancement de leurs travaux et des enjeux auxquels ils font face, - au besoin, recommander au comité directeur des travaux à prioriser ou de nouvelles initiatives à mettre en place. Le Comité de travail se réunira au besoin, selon la nature des travaux qui seront requis pour assurer l'implantation des mesures et pour tenir le comité directeur informé de la situation.	affaires collégiales et des relations du travail (DGACRT) • Anne-Marie Deslauriers (Secrétariat), Conseillère aux affaires collégiales, Direction de la gestion de l'offre et de la formation continue (DGOFC) • Émilie Harvey, Coordonnatrice, Direction de la gestion de l'offre et de la formation continue (DGOFC) • Marie-Josée Deschamps, Responsable de programmes de formation technique, Service de la formation technique (SFT) • Jade Vézina, adjointe exécutive, Direction de l'adéquation formation emploi (DAFE) • Véronique Lavoie, Coordonnatrice, Direction de la programmation budgétaire et du financement (DPBF) • Réjean Deshaies, Coordonnateur, Direction de l'expertise et du développement des infrastructures (DEDI) • Ralph Étienne, Coordonnateur, Direction générale de la transformation numérique et des ressources informationnelles (DGTNRI) • Fédération des cégeps • Cégep André-Laurendeau, Fédération des cégeps • Ministère de la famille (MFA) • Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	
Groupe de travail sur l'optimisation de la formation en psychologie et en santé mentale	Proposer des pistes d'optimisation de la formation universitaire visant un accès plus rapide menant au permis d'exercice de psychologue délivré par l'Ordre des psychologues du Québec; Proposer des pistes d'optimisation de la formation universitaire offerte aux professionnels qui désirent suivre	• M^{me} Hélène David (Présidente) • M. Luc Granger (conseiller spécial) • M. Maxime Colleret (conseiller) • M^{me} Christina Vigna, directrice générale des affaires universitaires, de la recherche et de l'innovation (DGAURIES)	

	la formation additionnelle requise menant au permis d'exercice de la psychothérapie et à l'attestation de l'évaluation des troubles mentaux; Proposer des pistes d'optimisation et de valorisation accrue des compétences des bacheliers en psychologie et d'autres domaines de la relation d'aide, afin que ceux-ci puissent contribuer à la réponse à des besoins de première ligne en santé mentale et services sociaux (ex. : agent de relations humaines)	• M[me] Alice Ndayegamiye, directrice de l'enseignement universitaire (DEU) • M[me] Mélanie Bussières, conseillère aux affaires universitaires (SAA) • M[me] Marie-Claude Riopel, conseillère aux affaires universitaires (DEU) • M[me] Catherine Gendreau, adjointe exécutive (DGAURIES) **<u>Membres externes :</u>** • Ordre des psychologues du Québec • Office des professions du Québec • Table de concertation en psychologie, Bureau de coopération interuniversitaire	
Comité national des programmes d'études professionnelles et techniques (CNPEPT)	Le CNPEPT a pour mandat d'examiner les projets de programmes d'études d'État élaborés ou autorisés par le ministre, nouveaux ou révisés, au regard de leur pertinence. Il donne des avis au ministre sur : − les grandes problématiques propres aux trois ordres d'enseignement abordées sous l'angle de l'interface éducation-emploi; − la pertinence des programmes d'études professionnelles et des programmes d'études techniques d'État élaborés ou autorisés par le ministre, et menant à : - un diplôme d'études professionnelles; - une attestation de spécialisation professionnelle; - un diplôme d'études collégiales; - un diplôme de spécialisation d'études techniques; - des questions particulières présentant de l'intérêt pour plusieurs membres.	**Représentants des organismes publics (3 personnes)** • Emploi-Québec • Conseil interprofessionnel du Québec • Commission des partenaires du marché du travail **Représentants des employeurs (5 personnes)** • Conseil du patronat du Québec • Fédération des chambres de commerce du Québec • Grandes entreprises (Membre désigné par les Manufacturiers et exportateurs du Québec) • PME (Membre désigné par la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante – Section Québec) • Autre représentant des employeurs (Membre désigné par le Regroupement des jeunes chambres de commerce) **Représentants des responsables locaux de formation professionnelle et de formation technique (8 personnes)** • Centres de services scolaires (2 personnes)	Aucun

		• Cégeps (2 personnes) • Universités (2 personnes) • Établissements d'enseignement privés • Établissements d'enseignement anglophones **Représentants des centrales syndicales (5 personnes)** • Confédération des syndicats nationaux • Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec • Centrale des syndicats du Québec • Centrale des syndicats démocratiques • L'Union des producteurs agricoles **Observateurs (sans droit de vote)** • Association des collèges privés du Québec • Fédération des cégeps • Fédération des commissions scolaires du Québec • Fédération étudiante collégiale du Québec • Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale • Office des professions du Québec **Représentants du ministère de l'Éducation (3 personnes)** • Marie-Dominique Taillon – Sous-ministre adjointe Secteur de l'excellence scolaire et de la pédagogie de l • Jean-Sébastien Drapeau – Directeur général de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle • Alain Vigneault – Directeur des programmes d'études et de l'évaluation de la formation générale des adultes et de la formation professionnelle **Représentants du ministère de l'Enseignement supérieur (4 personnes)** • Marc-André Thivierge – Sous-ministre adjoint	

		Secteur des affaires collégiales et des interventions régionales • Christian Lavoie – Directeur général des affaires collégiales et des relations du travail par intérim • Jean-François Noël – Directeur de la gestion de l'offre et de la formation continue • Ronald Bisson – Directeur de la formation technique.	
Comité directeur du chantier sur la reddition de comptes et l'accessibilité aux données Réseau universitaire	Orienter, conseiller et soutenir l'équipe chargée de l'optimisation de la reddition de comptes et de l'accessibilité aux données à l'égard du réseau universitaire; Donner son avis sur les documents et outils préparés par cette équipe dans le cadre de la mise en œuvre du plan de travail; Assurer une diffusion dans le réseau universitaire de l'information relative aux travaux du chantier sur la reddition de comptes et l'accessibilité aux données	• Université Concordia • Université du Québec à Montréal • École de technologie supérieure • Université de Montréal • Université TÉLUQ • BCI • Affaires administratives, financières et numériques du BCI • Nathalie Parenteau, Sous-ministre adjointe aux politiques, au financement, aux infrastructures et au soutien à la gestion • Jean-François Constant, Directeur général des politiques et de la performance (jusqu'en mai 2022) • Valérie Saysset, Directrice générale des politiques et des statistiques • Éric Fournier, Directeur général du budget et du financement • Yannick Rousseau, Directeur général représentant le secteur de l'accessibilité aux études, des infrastructures et des ressources informationnelles • Christina Vigna, Directrice générale représentant le secteur du développement et du soutien aux réseaux • Bruno Joseph Forand, Conseiller stratégique au Bureau de la sous-ministre adjointe aux politiques, au financement, aux infrastructures et au soutien à la gestion	Aucun

		• Imène Cherti, Coordonnatrice de la planification stratégique et de la reddition de comptes, secrétaire du comité directeur	
Comité directeur du chantier sur la reddition de comptes et l'accessibilité aux données Réseau collégial	Orienter, conseiller et soutenir l'équipe chargée de l'optimisation de la reddition de comptes et de l'accessibilité aux données à l'égard du réseau collégial; Donner son avis sur les documents et outils préparés par cette équipe dans le cadre de la mise en œuvre du plan de travail; Assurer une diffusion dans le réseau collégial de l'information relative aux travaux du chantier sur la reddition de comptes et l'accessibilité aux données	• Fédération des cégeps • Cégep Limoilou • Collège Ahuntsic • Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu • Collège de Maisonneuve • Nathalie Parenteau, Sous-ministre adjointe aux politiques, au financement, aux infrastructures et au soutien à la gestion • Jean-François Constant, Directeur général des politiques et de la performance (jusqu'en mai 2022) • Valérie Saysset, Directrice générale des politiques et des statistiques • Éric Fournier, Directeur général du budget et du financement • Yannick Rousseau, Directeur général représentant le secteur de l'accessibilité aux études, des infrastructures et des ressources informationnelles • Esther Blais, Directrice générale représentant le secteur du développement et du soutien aux réseaux (jusqu'en janvier 2023) • Christian Lavoie, Directeur général par intérim représentant le secteur du développement et du soutien aux réseaux • Bruno Joseph Forand, Conseiller stratégique au Bureau de la sous-ministre adjointe aux politiques, au financement, aux infrastructures et au soutien à la gestion • Imène Cherti, Coordonnatrice de la planification stratégique et de la reddition de comptes, secrétaire du comité directeur	Aucun

Comité MES - Réseaux pour le montant forfaitaire aux étudiants (MFE)	Ce comité a été mis en place pour effectuer le suivi du déploiement du montant forfaitaire pour les étudiants pour compenser les effets de la pandémie aux trimestres d'automne 2020 et d'hiver 2021	• Nathalie Parenteau, Sous-ministre adjointe aux politiques, au financement, aux infrastructures et au soutien à la gestion • Éric Fournier, Directeur général du budget et du financement • Marie-Claude Moreau, Directrice des systèmes de mission et du développement • Ingrid Barakatt, Directrice de l'accès à l'information et des plaintes • Sonia Savard, Directrice du développement et de l'entretien des systèmes • Yanick Pouliot, Directeur de la stratégie, des orientations et de l'architecture • Jean-René Chalifour, Directeur du soutien aux établissements et gouvernance • Zeljka Ristic, chargée de projet, Direction des projets, du financement et soutien au réseau • Pascal Dufour, Service du soutien interordres et de la sanction des études collégiales • Jean-Pierre Roy, Chef d'équipe, Direction du développement et de l'entretien des systèmes • Thien-Kim Nguyen, coordonnatrice du service des relations avec la clientèle -1 • Julie Giraudias, coordonnatrice, Direction des systèmes de mission et du développement • Alexandra Alain-Gagnon, Chef de service par intérim du service de recouvrement • Concordia University • Concordia University • BCI • Revenu Québec • Cégep Edouard-Montpetit • Université de Montréal • Cégep John Abbott	

		• Cégep Limoilou • Revenu Québec	
Comité tactique MES-Réseau – Programme de bourses Perspectives Québec	Créer un espace de collaboration entre les parties prenantes du MES et les réseaux d'enseignements universitaire et collégial. Les travaux visent à concourir la mise en œuvre du programme de bourses et de la solution informatique pour l'administrer	• Jean-François Constant (MES-DGPP) (jusqu'en mai 2022) • Éric Fournier (MES-DGBF) • Christina Vigna (MES-DGAUI) • Catherine Gretas (MES-DGAFE) • Véronique Turmel (MES-DAFE) • Marie-Claude Moreau (MES-DSMD) • Sonia Savard (MES-DDES) • Sophie Goulet-Potvin (MES-DSPS) • Jade Vézina (MES-DAFE) • Valérie Saysset (MES-DGPS) • BCI • VRAA/VRAF • Fédération des cégeps • ACPQ • Registraires universités • Registraires collèges • Manon Poulin (MES-DPFSR) •	Aucun

Comité de gouvernance en accès à l'information, en protection des renseignements personnels et en sécurité de l'information	Veiller au respect des encadrements applicables en ces matières	• La sous-ministre • Tous les sous-ministres adjoints • La directrice de l'accès à l'information et des plaintes • Secrétaire générale • Le directeur de l'audit interne • Le directeur général de la transformation numérique et des ressources informationnelles • Le directeur de la stratégie, orientations et architecture	Aucun
Comité MES-Fédération des cégeps sur l'offre de formation collégiale	Le Comité a pour mandat : - de discuter des principaux enjeux et des grandes orientations à retenir en matière d'offre de formation collégiale; - de partager les résultats des travaux des différents comités et groupes de travail qui ont des mandats spécifiques au sujet de l'offre de formation collégiale; - d'identifier les travaux techniques à mener dans différents dossiers et en confier la réalisation, si nécessaire, à des comités de travail; - de favoriser l'échange d'information entre le Ministère et les cégeps et, au besoin, de procéder aux consultations nécessaires.	**Ministère de l'Enseignement supérieur** • Sous-ministre adjoint des affaires collégiales et des interventions régionales; • Directeur général des affaires collégiales et des relations du travail • Directeur de la gestion de l'offre et de la formation continue • Conseillère stratégique au sous-ministériat des affaires collégiales et des interventions régionales • Coordonnateur de la carte des programmes d'études au collégial **Fédération des cégeps** • Président-directeur général • Directeur général adjoint • Directrice des affaires éducatives • Coordonnateur aux affaires pédagogiques • Directrice générale, cégep de Limoilou • Directrice générale, cégep du Vieux Montréal • Directeur général, cégep de Chicoutimi	Aucun

Comité consultatif sur la mise en œuvre de la *Charte de la langue française* en enseignement supérieur	Le Comité consultatif est mis en place afin de valider certains travaux des comités de travail et de mise en œuvre et d'émettre des avis aux unités administratives concernées de faire des propositions aux autorités ministérielles pour la mise en œuvre de la Loi. Composé de gestionnaires du MES (SMA, DG, Dir.), de dirigeants de collèges anglophones et francophones, et de représentants des organismes représentatifs, il est consulté sur l'application concrète des dispositions de la Loi.	**Représentants des cégeps et de la Fédération des cégeps** • Bernard Tremblay, président-directeur de la Fédération des cégeps • Josée Mercier, directrice des affaires éducatives de la Fédération des cégeps • Laurence Poirirer-Bourdon, conseillère stratégique de la Fédération des cégeps • Chantal Harbour, directrice générale du cégep Limoilou • Diane Gauvin, directrice générale du collège Dawson • John Alpin, directeur général du collège John Abbott **Représentants des collèges privés subventionnés et de l'Association des collèges privés de Québec (ACPQ)** • Christian Corno, directeur général du collège Marianopolis • Patrick Bérubé, directeur général de l'ACPQ • Claude Marchand, directeur général du collège LaSalle **Représentants du ministère de l'Enseignement supérieur** • Christian Lavoie, directeur général par intérim, Affaires collégiales et relations du travail • Marc-André Thivierge, sous-ministre adjoint, Affaires collégiales et interventions régionales • Saël Gagné-Ouellet, directeur, Bureau de mise en œuvre de la Charte en enseignement supérieur • Sébastien Despelteau, coordonnateur, Bureau de mise en œuvre de la Charte en enseignement supérieur	Aucun

Comité de travail 1 sur la mise en œuvre de la *Charte de la langue française* en enseignement supérieur : Épreuve uniforme et 3 cours en / de français	Le mandat du Groupe de travail est de proposer des solutions afin de s'assurer que le Ministère respecte ses obligations à l'égard de l'article 88.0.12 de la Charte à partir de l'année scolaire 2023-2024. De façon plus spécifique : S'assurer d'avoir une compréhension commune de la façon dont l'Épreuve Uniforme de français, ainsi que les trois cours de ou en français vont être intégré dans les établissements collégiales possédant des programmes qui se donnent dans une langue autre que le français, ainsi qu'identifier les enjeux reliant à son intégration.	**Représentants des cégeps et de la Fédération des cégeps** • Diane Gauvin, directrice générale du collège Dawson • Teresa Berghello, directrice des études au collège John Abbott • Edward Berryman, directeur du cégep Champlin (St. Lawrence), porte-parole de la CAP au Comité conseil de la formation générale • Jean-Yves Tremblay, directeur des études au cégep Garneau, porte-parole de la CAP au Comité conseil de l'Épreuve uniforme • Laurence Poirier-Bourdon, coordonnatrice réseau de la Fédération des cégeps. **Représentants des collèges privés subventionnés et de l'Association des collèges privés du Québec (ACPQ)** • Patrick Bérubé, directeur général de l'ACPQ • Éric Lozowy, directeur des études au collège Marianopolis, membre du Comité conseil de la formation générale et de l'Épreuve uniforme **Représentants du ministère de l'Enseignement supérieur** • Saël Gagné-Ouellet, directeur du bureau de mise en œuvre de la Charte en enseignement supérieur • Sébastien Despelteau, coordonnateur du bureau de mise en œuvre de la Charte en enseignement supérieur	Aucun

Comité de travail 2 sur la mise en Œuvre de *la Charte de la langue française* en enseignement supérieur : Effectifs dans les programmes d'études	Le mandat du Groupe de travail est de proposer des solutions afin de s'assurer que le Ministère respecte ses obligations à l'égard de l'article 88.0.8 de la Charte à partir de l'année scolaire 2023-2024. De façon plus spécifique : S'assurer d'avoir une compréhension commune de la façon dont les effectifs totaux et les contingents particuliers sont calculés et répartis entre les établissements; Établir les volets du modèle de financement des cégeps (FABRES) et du modèle de financement des collèges privés (FMVPS) qui doivent être pris en considération; Convenir de la méthodologie et des paramètres qui seront utilisés par le Ministère pour soustraire du montant des subventions les étudiants en excédent de l'effectif total particulier et du contingent particulier reconnu à chaque établissement; Déterminer les modalités pour intégrer les changements à apporter au Régime budgétaire et financier des cégeps et au Régime budgétaire et financier des établissements privés d'ordre collégial.	**Représentants des cégeps et de la Fédérations des cégeps** • Sylvain Blais, directeur général du cégep de l'Abitibi-Témiscamingue • John Halpin, directeur général du cégep John Abbott • Sylvie Prescott, directrice générale du cégep Saint-Félicien • Jean-François Bellemare. Directeur de la formation continue du cégep Marie-Victorin • Mark Wallace, directeur de la formation continue du cégep Champlain (Saint-Lambert) • Kevin Chaput, directeur des services administratifs à la Fédération des cégeps • Laurence Poirier-Bourdon, coordonnatrice réseau à la Fédération des cégeps • France Lamarche, directrice des études au collège Montmorency **Représentants des collèges privés subventionnés et de l'Association des collèges privés du Québec (ACPQ)** • Patrick Bérubé, directeur général de l'ACPQ • Jean-Philippe Bastien, directeur général désigné du collège LaSalle • Joanne Gagné, directrice des services administratif du collège Marianopolis • Patrice Robitaille, directeur adjoint et registraire du collège TAV **Représentants du ministère de l'Enseignement supérieur** • Geneviève Bouchard, directrice de la Direction de la programmation budgétaire et du financement • Jean-François Noël, directeur de la Direction de la gestion de l'offre et de la formation continue • Véronique Lavoie,	Aucun

		coordonnatrice de la Direction de la programmation budgétaire et du financement • Lydia Harvey, conseillère de la Direction de la programmation budgétaire et du financement • Simon Robitaille, conseiller de la Direction de la gestion de l'offre et de la formation continue • Sébastien Despelteau, coordonnateur du Bureau de mise en œuvre de la Charte en enseignement supérieur	
Comité de travail 3 sur la mise en œuvre de la *Charte de langue française* en enseignement supérieur : Connaissance du français dans les AEC	Le mandat du Groupe de travail est de proposer des solutions en lien avec la mise en œuvre de l'article 88.0.18 afin de s'assurer que les établissements d'enseignement respectent leurs obligations à son égard à partir de l'année scolaire 2023-2024. De façon plus spécifique : S'assurer d'avoir une compréhension commune de l'article de loi (contexte, responsabilités des parties); Identifier les enjeux en lien avec l'article 88.0.18; Déterminer les modalités pour intégrer les changements à apporter aux différents documents ministériels.	**Représentants des cégeps et de la Fédération des cégeps** • Jean-François Bellemare, directeur FCSAE du cégep Marie-Victorin • Geneviève Dalcourt, directrice Formation continue et SAE, cégep Édouard-Montpetit • Diane Gauvin, directrice générale du collège Dawson • Nathalie Giguère, directrice générale du cégep André-Laurendeau • Stéphanie Hygate, directrice Formation continue du collège John Abbott • Laurence Poirier-Bourbon, coordonnatrice réseau, Fédération des cégeps • Marie-Ève Vaillancourt, directrice des études au cégep de Sept-Îles **Représentants des collèges privés subventionnés et de l'Association des collèges privés du Québec (ACPQ)** • Patrick Bérubé, directeur général de l'ACPQ • Johanne Rousseau, directrice générale du collège O'Sullivan • Marc Rochette, directeur des études du campus Notre-Dame-de-Foy **Représentants du ministère de l'Enseignement supérieur**	Aucun

		• Jean-François Noël, directeur de la Direction de la gestion de l'offre et de la formation continue • Marie-Andrée Régnier, conseillère à la Direction de la gestion de l'offre et de la formation continue • Sébastien Despelteau, coordonnateur du Bureau de mise en œuvre de la Charte en enseignement supérieur	
Comité de travail 4 sur la mise en œuvre de la *Charte de la langue française* en enseignement supérieur : Politiques linguistiques	Création d'un guide pour accompagner le réseau qui : Guidera les équipes responsables dans la révision de la politique linguistique; S'adressera à la fois aux collèges et aux universités; Proposera des pistes de rédaction aux établissements.	**Représentants des cégeps et de la Fédération des cégeps** • Stavroula Makris, secrétaire générale du collège John Abbott • Chantal Arbour, directrice générale du cégep Limoilou • Sylvie Prescott, directrice générale du cégep de St-Félicien • Marie-Ève Vaillancourt, directrice des études du cégep de Sept-Îles • Laurence Poirier-Bourdon, coordonnatrice réseau de la Fédération des cégeps Représentants des collèges privés subventionnés et de l'Association des privés du Québec (ACPQ) • Christian Corno, directeur général du collège Marianopolis Représentants du ministère de l'Enseignement supérieur • Jean-René Chalifour, Directeur du soutien aux établissements et gouvernance	Aucun

Comité de travail 5 sur la mise en œuvre de la *Charte de la langue française* en enseignement supérieur : Droits de scolarité étudiants canadiens	Le mandat du Groupe de travail est de proposer des solutions afin de s'assurer que le Ministère respecte ses obligations à l'égard de la situation des étudiants canadiens par rapport à la Charte à partir de l'année scolaire 2023-2024. Plus précisément, il s'agit d'assurer la mise en œuvre de l'article 29.6 de la Charte.	**Représentants des cégeps et de la Fédération des cégeps** • Nathalie Giguère, directrice générale du Cégep André-Laurendeau • Kurt Vignola, directeur des études du cégep de Rimouski • Francis Brown Mastropaolo, directeur des affaires internationales à la Fédération des cégeps • Laurence Poirier-Bourdon, coordonnatrice réseau à la Fédération des cégeps • Sylvain Lambert, directeur général du cégep Édouard-Montpetit • Julie Allard, directrice adjointe des études du cégep de Granby **Représentants des collèges privés et subventionnés et de l'ACPQ** • Marie-France Tassé, directrice adjointe des études du collège LaSalle • David Dumoulin, directeur des services financiers du collège O'Sullivan **Représentants du Bureau de coopération interuniversitaire** • Annik Gélineau, registraire à l'Université de Montréal • Nancy Davignon, registraire adjointe de l'Université de Sherbrooke • David H. Mercier, directeur du recensement et des déclarations de l'Université du Québec • Jean-Benoît Tremblay, registraire de l'Université Laval **Représentants du ministère de l'Enseignement supérieur et du ministère de l'Éducation** • Mariannik Toutant, directrice de la Direction des affaires étudiantes et de la diversité • Jennifer Dion, conseillère aux affaires étudiantes de	Aucun

		la Direction des affaires étudiantes et de la diversité • Marie-Claude Riopel, conseillère experte aux affaires universitaires de la Direction de l'enseignement universitaire • Julie Giraudias, coordonnatrice de la Direction des systèmes de mission et du développement • Maryse Champagne, conseillère à la Direction de la programmation budgétaire et du financement • Isabelle Monette, Direction des relations extérieures (ministère de l'Éducation) • Sébastien Despelteau, coordonnateur du Bureau de mise en œuvre de la Charte en enseignement supérieur	
Comité de travail 6 sur la mise en œuvre de la Charte de la langue française en enseignement supérieur : Premières Nations et Inuit	Identifier les éléments de l'application de la Charte qui représentent un impact pour les étudiants faisant partie des Premières Nations et des Inuits; Élaborer des pistes de solution durables pour empêcher que les effets de l'application de la Charte en enseignement supérieur désavantages les étudiants faisant partie des Premières Nations et des Inuits.	**Représentants des organisations autochtones** • Harriet Keleutak, directrice générale de Kativik Ilisarniliriniq • Caroline Mark, directrice générale de la Commission Crie • Joseph Whelan, directeur de l'école des Naskapis • Martha Mary Shecanapish, présidente du comité éducation Naskapis • Denis Gros-Louis, directeur général du Conseil en Éducation des Premières Nations • Marjolaine Tshernish, directrice générale de l'Institut Tshakapesh • Tanya Sirois, directrice générale du Regroupement des Centres d'amitiés autochtones du Québec **Représentants des cégeps** • Stéphanie Hygate, directrice formation continue du collège John Abbott • Odette Côté, directrice	Aucun

		générale du cégep régional Champlain • Diane Gauvin, directrice générale du collège Dawson • Sylvain Blais, directeur général du cégep de l'Abitibi-Témiscamingue • Prudence Hannis, directrice du CEC des Premières Nations – Institut Kiuna • Manon Gingras, directrice de la formation continue du cégep de St-Félicien • Jean-François Bellemare, directeur de la formation continue du cégep de Marie-Victorin • Marie-Ève Vaillancourt, directrice des études du cégep de Sept-Îles • Laurence Poirier-Bourdon, coordonnatrice réseau de la Fédération des cégeps **Représentants du gouvernement du Québec** • Loic Di Marcantonio, directeur de la Direction des relations avec les premières Nations et les Inuit, ministère de l'Enseignement supérieur • Josiane Asselin, conseillère de la Direction des relations avec les premières Nations et les Inuit, ministère de l'Enseignement supérieur • Danielle Francoeur, conseillère du ministère du Conseil exécutif, SAA • Sonia Pratte, conseillère du ministère de la Langue française • Marie-Laure Tremblay, conseillère du ministère de l'Éducation • Sébastien Despelteau, coordonnateur du Bureau de mise en œuvre de la Charte en enseignement supérieur, ministère de l'Enseignement supérieur	

Comité de travail sur la mise en œuvre de la *Charte de la langue française* en enseignement supérieur *ad hoc* sur les ressources humaines	Identification des articles de la Charte qui représentent un impact; Identifier, pour chaque article, ses effets sur les mesures d'employabilité et la mise en disponibilité du personnel syndiqué; Élaborer des pistes de solution durables pour atténuer les effets de la Charte sur les conditions de travail du réseau collégial; Quantifier les impacts sur notamment la mise en disponibilité du personnel du réseau.	**Représentants des cégeps et de la fédération des cégeps** • Diane Brien, conseillère de la Fédération des cégeps • Diane Gauvin, directrice générale du collège Dawson • Alexandre Havard, directeur des ressources humaines et des relations du travail de la Fédération des cégeps • Kathleen Longpré, directrice des ressources humaines du cégep de l'Abitibi-Témiscamingue • Andrew Mackay, directeur des ressources humaines du Vanier college • Laurence Poirier-Bourdon, coordonnatrice réseau de la Fédération des cégeps • Kim Rousseau, directrice adjointe des études du cégep Jonh Abbott **Représentants du ministère de l'Enseignement supérieur** • Sébastien Despelteau, coordonnateur du Bureau de mise en œuvre de la Charte en enseignement supérieur • Nathalie Gaulin, conseillère de la direction des relations du travail • Danielle Pelletier, directrice par intérim de la direction des relations du travail • Odile Pelletier, coordonnatrice de la direction des relations du travail	
Groupe de travail sur le financement des écoles nationales	Le mandat du Groupe de travail est de faire des propositions au Ministère afin d'assurer un financement adéquat des formations en métiers d'art, danse-interprétation et arts du cirque.	**Représentants du ministère de l'Enseignement supérieur** • François Allaire, conseiller en financement, Direction de la coordination des investissements • Ronald Bisson, chef de service, Service de la formation technique • Geneviève Bouchard, directrice, Direction de la programmation	Aucun

		budgétaire et du financement • Raymond Boulanger, conseiller stratégique, Secteur du développement et du soutien des réseaux • Lydia Harvey, conseillère, Direction de la programmation budgétaire et du financement • Véronique Lavoie, coordonnatrice, Direction de la programmation budgétaire et du financement • Simon Robitaille, conseiller, Direction de la gestion de l'offre et formation continue • David J-Langlois, chargé de projets, Direction de l'expertise et du développement des infrastructures • Mélissa Ratté, responsable de programme de formation technique, Service de la formation technique **Représentants des cégeps et de la fédération des cégeps** • Nadine Pelletier, directrice des services financiers, Cégep de Sainte-Foy • Éric Poirier, directeur des finances et des entreprises autofinancées, Cégep du Vieux Montréal • Anne-Marie Bélanger, coordonnatrice des services financiers, Cégep Limoilou • Kevin Chaput, DSA, Fédération des cégeps, • Eric Chavez, analyste économique, Fédération des cégeps	
Comité de coordination MES-Université dans le cadre de la révision de la Politique de financement	Le mandat du comité est : • D'aviser sur les objectifs, les principes, les orientations des travaux; • D'approuver les mandats des sous-comités et en assurer le suivi ainsi que le bon fonctionnement; • D'identifier les travaux prioritaires à effectuer;	**Représentants du ministère de l'Enseignement supérieur** • Nathalie Parenteau, sous-ministre adjointe (SPFISG) • Sébastien Bédard, adjoint exécutif (SPFISG) • Sylvain Périgny, sous-ministre adjoint (SAURTN)	Aucun

		• Éric Fournier, directeur général (DGBF) • Christina Vigna, directrice générale (DAURIES) • Geneviève Bouchard, directrice (DPBF) • Guillaume Paquin, adjoint exécutif (DGBF) • Véronique Lavoie, coordonnatrice (DPBF) **Représentants des universités et du BCI** • Daniel Jutras, recteur (Université de Montréal) • Christian Blanchette, recteur (UQTR) • Graham Carr, recteur et vice-chancelier (Université Concordia) • Sophie D'Amours, rectrice (Université Laval) • Luc-Alain Giraldeau, directeur général (INRS) • Ginette Legault, directrice générale du BCI • Valérie Beauchamp, conseillère stratégique (BCI) • Denis Cossette, président du comité des affaires financières • Fabrice Labeau, président du comité des affaires académiques	
Comité utilisateur universitaire GIES	Déterminer les besoins et les exigences d'affaires relatives à l'implantation de la solution Gestion des infrastructures de l'Enseignement supérieur (GIES)	Représentants responsables de GIES de la DCI, de la DSOA et de la DPFSR du MEQ ; -Alain Durand, représentant du BCI; **Volet maintien d'actifs:** • Chantale Couture, Directrice générale - Service des immeubles (Université de Sherbrooke); • François Métivier, Directeur des services administratifs (université de McGill); • Michel Dolan, Directeur des services administratifs (Université de Montréal); • Yannick Sauvé (Université du Québec à	

		Montréal); • Sylvain Corbeil, Directeur de section – gestion immobilière (Université de Sherbrooke); • Yvan Soucy, Directeur (Université Concordia), **Volet entretien préventif:** • Han Dongchen, Ingénieur (École de technologie supérieure); • Michel Dolan, Directeur des services administratifs (Université de Montréal); • Francois Dunn, Directeur du service des immeubles (Hautes études commerciales); • Stéphane Bon, Coordonateur de contrats (Université du Québec siège social) • Sylvain Corbeil, Directeur de section – gestion immobilière (Université de Sherbrooke); **Volet portefeuille immobilier;** • Yannick Sauvé, Directeur adjoint au service de la planification des projets immobiliers (Université du Québec à Montréal); • Ychang Chao, Architecte (École des technologies supérieures); • Jonathan St-Jean, Directeur du service de planification et des projets immobiliers (Université du Québec à Montréal); • Sylvie Desjardins, Directrice des services administratifs et de la gestion immobilière (Université Concordia); • Jean-Sébastien Gohier, Directeur des ressources matérielles et immobilières (Université du Québec Siège-Social); • Jean Ouellet, Directeur gestion de projet (Université McGill);	

Comité utilisateur collégial GIES	Déterminer les besoins et les exigences d'affaires relatives à l'implantation de la solution Gestion des infrastructures de l'Enseignement supérieur (GIES)	Représentants responsables de GIES de la DCI, de la DSOA et de la DPFSR du MEQ ; -Manon Desaulniers, Directrice des ressources matérielles (Cégep de Sherbrooke); -Stéphane Duclos, Coordonnateur des ressources matérielles (Cégep de Chicoutimi); -Hélène Gingras, Directrice des services administratifs (cégep de Bois-de-Boulogne); -Élisabeth Fournier, Directrice des ressources matérielles (cégep Édouard-Monpetit); -Yannick Guenette, Directeur des ressources matérielles (Cégep Montmorency); -Pascal St-Onge, Directeur adjoint - Service des ressources matérielles (Cégep de Bois-de-Boulogne); -Jean-Sébastien Quirion, Coordonnateur des ressources matérielles (Cégep de Sherbrooke); -Marie-Josée Comtois, Directrice adjointe aux ressources matérielles (Cégep régional de Lanaudière à L'Assomption); -Mélanie Lacerte, Coordonnatrice au Service des ressources matérielles et du développement durable (Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu).	Aucun
Comité sur l'optimisation des mécanismes et des procédures de la Commission d'évaluation des projets de programmes (CEP) et du Comité des programmes universitaires (CPU)	Déterminer les modifications qui viendraient optimiser les mécanismes et les procédures actuels de la CEP et du CPU, tout en assurant leur qualité. Plus spécifiquement, les travaux de ce comité permettront de : - Réaffirmer l'importance de l'assurance qualité des programmes d'études universitaires et, en ce sens, garantir la qualité de ceux qui seront analysés; - Optimiser les mécanismes et les procédures de la CEP et du CPU, les rendre plus efficaces et plus fluides;	**Membres externes :** • M. Alain Voizard, président de la CEP • M^{me} Christine Hudon, vice-rectrice aux études, Université de Sherbrooke • M^{me} Liv Cadola, adjointe au doyen au Décanat des études, Université du Québec à Trois Rivières • M. Gérard Boismenu, représentant du CPU • M^{me} Marjolaine Adam, responsable et conseillère stratégique au Bureau de coopération interuniversitaire (BCI) • M. Jean-Philippe Gendron, conseiller, évaluation des	Aucun

	- Réduire les délais de traitement des projets analysés.	projets de programmes, BCI • M[me] Rachida Benslimane, conseillère, évaluation des projets de programmes, BCI **Membres du MES :** • M[me] Christina Vigna, présidente du Comité, Directrice générale des affaires universitaires, de la recherche et de l'innovation en enseignement supérieur, MES; • M. Mathieu Savard, chef du Service des affaires universitaires, MES; • M[me] Emanuelle Bérubé, Secrétaire-coordonnatrice du Comité et analyste, Service des affaires universitaires, MES.	
Comités régionaux du projet de reconnaissance des compétences d'infirmières et d'infirmiers recruté.e.s à l'internationale (PRCIIRI)	Assurer la mobilisation régionale et la préparation des services pour les cohortes	Chacune des régions met en place un ou des comités régionaux avec des représentants des ministères, des établissements et des organismes suivants : • MIFI, • CIUSSS et CISSS, • Cégep, • MES, • MFA, • MRC, • organismes communautaires d'aide à l'intégration	
Comité directeur du projet de reconnaissance des compétences d'infirmières et d'infirmiers recruté.e.s à l'internationale (PRCIIRI)	- Assurer une réponse et une prise de décision rapides aux enjeux pouvant être résolus à un niveau de direction/direction générale - Assurer le suivi, à haut niveau, de l'avancement des travaux de mise en œuvre - Faciliter le partage d'information concernant l'avancement des travaux - Assurer le suivi des comités de mise en œuvre régionaux	• Mme Pascale De Latrémoille, MIFI • Mme Geneviève Bertrand, CPNSSS • M. Jean-François Picard, MFA • M. Dario Javier Sosa, MIFI • Mme Corinne Aubry, MIFI • Mme Myriam Hamelin, MES • M. Jean-François Noël, MES • M. Martin Croteau, MIFI • M. Marc Tremblay, SHQ • M. Georges Lemieux, MEQ	

Comité interministériel du projet de reconnaissance des compétences d'infirmières et d'infirmiers recruté.e.s à l'internationale (PRCIIRI)	- Concerter les actions des différents acteurs et assurer leur complémentarité - Assurer une prise de décision rapide aux enjeux devant être résolus à un niveau SMA	• Mme Karine Dumont, MIFI • M. Arthur J. Pires, MIFI • M. Frederico Fonseca, MIFI • Mme Elaine Raza, MFA • Mme Annie Grégoire, SHQ • Mme Marie-Josée Blais, MEQ • M. Marc-André Thivierge, MES • Mme Valérie Levesque, MSSS • M. Martin Croteau, MIFI • Mme Amélie Drewitt, MIFI • Mme Pascale De Latrémoille, MIFI • Mme Corinne Aubry, MIFI	
Conseil régional des partenaires du marché du travail (CRPMT)	Les conseils régionaux des partenaires du marché du travail (CRPMT) ont pour mandant de définir la problématique du marché du travail dans sa région en fonction des orientations générales de la politique du marché du travail, notamment en procédant à l'estimation des besoins de développement de la main-d'œuvre et en recourant à l'expertise de comités consultatifs.	• six membres représentant la main-d'œuvre, choisis après recommandation d'associations de salariés représentatives de la région; • six membres représentant les entreprises, choisis après recommandation d'associations d'employeurs représentatives de la région; • six membres, deux choisis après consultation d'organismes communautaires œuvrant dans la région dans le domaine de la main-d'œuvre et de l'emploi et quatre issus des milieux de la formation, dont un des commissions scolaires et un autre des établissements d'enseignement collégial, choisis après consultation d'organismes des milieux concernés;	

		• un membre représentatif de la réalité du développement local de la région, choisit après consultation des membres visés aux paragraphes 1° à 3°. • Ces nominations doivent tendre à une parité entre les hommes et les femmes. Est également membre du conseil régional et agit à titre de secrétaire un représentant régional du ministère désigné par le sous-ministre parmi le personnel-cadre. Sont aussi membres du conseil régional, mais sans y avoir droit de vote, les personnes suivantes: • un représentant du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MÉES) par le sous-ministre de ce ministère; • le directeur régional du ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) ou un représentant régional de ce ministère désigné par le sous-ministre de ce ministère; • le directeur régional de la Commission de la construction du Québec ou un représentant qu'il désigne.	
Conférences administratives régionales (CAR)	Chaque CAR a pour mandat de favoriser la concertation entre les ministères et les organismes ou entreprises du gouvernement et la	• La CAR se compose d'une personne responsable de la	Aucun

	cohérence de leurs actions à l'échelle de la région, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires (OVT). La LAOVT précise aussi que le président de la CAR soutient le ministre responsable de la région. À cet effet, il doit lui rendre compte périodiquement de l'état d'avancement des dossiers régionaux, ce qu'il fait notamment lors de rencontres statutaires, de rencontres préparatoires à la CAR ou de rencontres formelles de celle-ci. Il doit aussi le soutenir dans la promotion de l'occupation et de la vitalité des territoires dans la région, laquelle se fait en favorisant la concertation et la cohésion de tous les acteurs intéressés.	région de chaque M/O assujetti à la LAOVT. Elle est présidée par le directeur régional du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Sur invitation, la CAR accueille aussi, au besoin, différents partenaires avec qui les M/O interagissent en région. Les directeurs généraux des municipalités régionales de comté (MRC) ou les représentants de tout organisme dont l'action a une incidence sur l'OVT de la région peuvent être invités à participer aux rencontres et travaux lorsque les sujets traités les interpellent.	
Comité interordres de développement durable	Ce comité sert de lieu d'échange entre les instances représentatives des réseaux de l'enseignement supérieur et le MES pour traiter de questions de développement durable, assurer le suivi de la SGDD 2023-2028 et planifier le PADD 2023-2028 du MES.	**Représentants réseaux** • Manon Bouchard, ACPQ • Isabelle Herdier, ACPQ • Marietta Corcuera, ACPQ • Sacha Lussier, BCI • Stéphanie H. Leclerc BCI • Myriam Lefebvre, Fédération des Cégep • Geneviève Reed, Fédération des Cégep • Denis Deschamps, Fédération des Cégep **Représentantes MES** • Paméla Garcia Cournoyer, DPPV • Valérie Laberge, DPPV	Aucun
Comité ministériel de développement durable	Le mandat du comité se décline en 9 volets : 1. Participer à l'élaboration des règles de fonctionnement du comité et les approuver afin de	• Valérie Laberge (officière DD) DPPV • Isabelle Dumont	Aucun

	faciliter le déploiement et le maintien d'une démarche DD efficace au sein du MES. 2. Orienter les travaux de révision de la SGDD par le ministère responsable. 3. Proposer des mesures dans le cadre de la SGDD 4. Contribuer aux travaux de redditions de compte à faire dans le cadre de la SGDD. 5. Participer à l'élaboration d'un Plan d'action en développement durable (PADD) pour le MES. 6. Participer au suivi de la mise en œuvre du PADD du MES et aux travaux de redditions de compte. 7. Créer des sous-comités ou des groupes de travail au besoin. 8. Assurer la diffusion et la promotion de la démarche DD du MES dans l'ensemble des unités administratives afin de favoriser une synergie au sein du Ministère 9. Veiller à l'intégration des principes de développement durable dans les politiques, les stratégies, les plans d'action et les mesures structurantes du MES.	DRE • Bouchra Sbata DSIG • Émilie Ouellette DAFE • Kouassi-Jean Tanoh DEPBP • Maryse Champagne DPBF • Pierre-Alexandre Lemay DCFC • Mariline Brillant DRH • Émy Paquet DEDI • Karel Dufour SFT • Fabienne Elliott et Mélanie Chartier DRIM • Stephan Bonneau DPAFER • Guillaume Couture DGFRI • Thierry Nadeau-Cossette DAED • Catherine Gendreau DEU	

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

RÉPONSE

Les membres qui participent aux réunions du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études ne reçoivent aucun honoraire.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

RÉPONSE

L'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec compte quelques comités comportant des membres provenant de l'extérieur de l'organisation. L'ITHQ ne leur verse aucun honoraire.